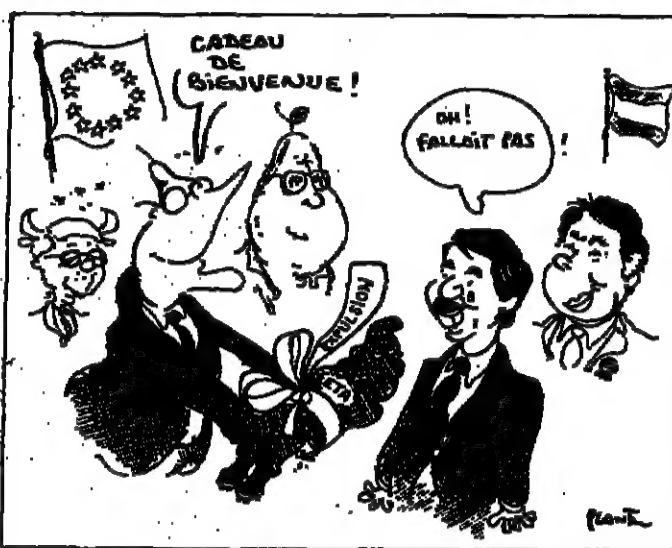


José Maria Aznar prend la tête d'une Espagne où les régions accroissent leur poids politique

La France a expulsé vers Madrid un dirigeant indépendantiste basque

LE GOUVERNEMENT français a expulsé vers l'Espagne, dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 mai, José Antonio Urrutikoetxea, dit Josu Ternera, un dirigeant du mouvement indépendantiste basque clandestin, ETA. Les tractations, très délicates, ont abouti in extremis. Toutefois, selon le quotidien madrilène *El País*, Jacques Chirac s'est personnellement engagé auprès de Felipe Gonzalez, le 29 mars, à donner satisfaction aux autorités espagnoles. Le dirigeant de l'ETA achevait vendredi de purger une peine d'emprisonnement en France. Il devait être remis à la justice samedi à Madrid, au moment où le nouveau président du gouvernement, le conservateur José Maria Aznar, sollicitait l'investiture des Cortes. Le nouveau cabinet devait être annoncé dimanche, après



la prestation de serment devant le roi. S'il a fallu deux mois, depuis les élections du 3 mars, au chef du Parti populaire pour accéder au pouvoir, c'est qu'il n'a obtenu qu'une majorité relative et avait besoin de s'assurer l'appui des partis régionalistes. Les négociations avec les Catalans de Jordi Pujol et les nationalistes basques et canariens ont contraint M. Aznar, à l'origine plutôt porteur d'une tradition centralisatrice, à concéder une large autonomie fiscale aux pouvoirs régionaux. Le discours d'investiture, d'un ton particulièrement modéré, a été accueilli avec civilité par la nouvelle opposition socialiste.

Lire page 4
un portrait de Jordi Pujol page 9
et notre éditorial page 11

Une dizaine de « modestes » parmi les décorés de la Légion d'honneur

LES ORDRES NATIONAUX doivent refléter « davantage notre nation tout entière » : c'était l'instruction donnée au gouvernement par Jacques Chirac dans une circulaire publiée au *Journal officiel* le 9 février. Deux mois plus tard, la promotion de Pâques de la Légion d'honneur n'a obéi que très partiellement à cette consigne. On n'y compte qu'une dizaine de « modestes », à côté de 455 inspecteurs généraux, préfets, recteurs, magistrats, évêques ou présidents-directeurs généraux. Quant aux femmes, elles ne représentent que 17 % des promoteurs.

Lire page 6

Discussions OLP-Israël

Le sort de Jérusalem, le retour des réfugiés, l'avenir des colonies de peuplement et la fixation des frontières figurent au menu des discussions qui s'ouvrent dimanche 5 mai à Tabá (Egypte).

Les refus de M^{re} Gaillot

L'ancien évêque d'Evreux refuse les ministères que lui propose l'épiscopat.

Abus de biens sociaux

Xavier de Roux, député (UDF-rad.) de Charente-Maritime, propose, avec l'assentiment de Matignon, de revenir à une définition plus restrictive de l'abus de biens sociaux, qui limiterait les possibilités de poursuites à l'encontre des chefs d'entreprise.

La privatisation des AGF

L'Etat va se désengager du troisième groupe d'assurances français.

La Shoah et les historiens

Le génocide des Juifs par les nazis inquiète inexorablement le monde de la littérature et de la recherche historique ou religieuse pour celui de la recherche.

Elisabeth Guigou au « Grand Jury »

Ancien ministre délégué aux affaires européennes, actuel secrétaire national du PS aux questions sociales, M^{me} Guigou est l'invitée du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 5 mai à partir de 18 h 30.

Fazia Meziiane, une femme algérienne libre

SI C'ÉTAIT à refaire, elle recommencerait. Aujourd'hui encore, Fazia Meziiane ne regrette pas d'avoir témoigné sur sa vie de femme algérienne devant la caméra de France 2. Même si cette impulsion inattendue a bouleversé le cours de son existence.

C'était en août 1993 : elle prenait le soleil sur la plage du Club des pins, près d'Alger. Une équipe d'« Envoyé spécial » cherchait à recueillir des paroles vraies d'Algériens sur la situation politique. Tous les baigneurs refusèrent, masquant leur visage derrière des lunettes noires ou l'enveloppant dans leur serviette. Fazia, secrétaire de direction, vingt et un ans à l'époque, elle, a dit oui. Dans un français parfait, elle a renvoyé dos à dos les témoins et le pouvoir.

Dans le reportage intitulé « Silence, on tue » et diffusé trois mois plus tard, on la voyait en maillot de bain tenir ces propos définitifs : « Ils veulent tuer les intellectuels pour tuer l'Algérie ». Grâce aux paraboles, beaucoup d'Algériens ont fait connaissance de Fazia Meziiane. Tous n'ont pas apprécié sa tenue et son aplomb. Quelques jours après son apparition sur les écrans, un homme l'a agressée sur un boulevard d'Alger en lui lan-

çant : « Putain ! Ça t'apprendra à parler ! » « Il m'a donné des coups, m'a jetée à terre en me montrant un couteau, assure-t-elle. Ma sœur a crié. Pas un passant ne s'est arrêté. »

Vendredi 3 mai, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), la jeune Algérienne libre avait troqué son maillot de bain pour un anorak noir. Arborant ses longs cheveux noirs, elle répondait aux questions des Juges de l'Incompatible Commission de recours des réfugiés. Car Fazia Meziiane mène désormais la vie incertaine des exilés. Au lendemain de son agression, elle dit avoir poussé la porte d'un commissariat d'Alger pour porter plainte : en vain. « Le policier m'a dit : « De quoi tu te mêles ? Il faut fermer sa bouche quand on n'a rien à dire. On n'arrive même pas à se protéger, alors comment veux-tu qu'on te protège ? »

« Pourquoi n'avez-vous pas porté plainte par écrit ? », lui demande le président de la Commission, qui regrette l'absence de trace écrite. « Ils n'ont rien voulu enregistrer. N'avez-vous pas songé à vous adresser à un avocat ? - Je croyais que c'était la police qui protégeait le peuple. »

Le jour de Noël 1993, après s'être cachée pendant plusieurs semaines, Fazia Meziiane

prend l'avion pour Paris. La France la voudrait-elle ? Comme plus de 99 % des dossiers d'Algériens, sa demande de statut de réfugié a été rejetée en octobre 1995 par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) au motif que ses déclarations « ne permettent pas d'établir » qu'elle puisse « craindre avec raison d'être victime de persécutions en cas de retour en Algérie ».

Son avocat, M^{re} Pascale Taelman, a rappelé qu'une poignée de femmes algériennes persécutées avaient pourtant déjà obtenu l'asile en France. En attendant que son sort soit scellé, la jeune femme d'origine kabyle survit dans un foyer de demandeurs d'asile en percevant une allocation de 300 francs par mois. Mais l'Algérie la poursuit. Récemment, un compatriote du même foyer l'a traitée de « diablesse », en crachant, parce qu'elle osait fumer et porter une jupe. « J'ai toujours vécu comme ça dans mon pays. Ça n'est pas ici qu'on va m'empêcher de vivre comme je veux, lance-t-elle à ses juges. Rien ne changera en Algérie tant qu'ils auront ces idées-là sur la femme. »

Philippe Bernard

Les coulisses de « télé-Croisette »

LE FESTIVAL de Cannes mobilise des centaines d'équipes de télévision du monde entier. Parmi elles, Canal Plus se taille la part du lion. Pour filmer quoi ? Les vedettes du grand écran coopèrent peu, les starlettes se font rares. Une rude besogne attend ces centaines d'équipes en quête d'images rarement originales, mais qui continuent à faire rêver.

On lira aussi dans notre cahier « Télévision, radio, multimédia » des conseils pour compléter son arbre généalogique et retrouver de lointains cousins grâce à Internet. Dans ce même cahier, la chronique de Daniel Schneidermann est consacrée aux démaillés de l'animateur et producteur Jean-Luc Delarue avec France 2.

Lire notre cahier
« Télévision, radio, multimédia »

Trois pages « Placements »

NOTRE guide hebdomadaire est consacré aux placements en Bourse. Les Français ont beau avoir été échaudés, ces dernières années, par les faibles gains enregistrés à Paris et par les piètres performances des sociétés privatisées, l'indice CAC 40 a gagné près de 25 % en sept mois. On lira aussi un article sur la possibilité d'investir dans trois clubs de football britanniques cotés au London Stock Exchange : Manchester United, Tottenham Hotspurs et Millwall. Notre guide est complété par des conseils sur les crédits relais et sur la manière de réduire ses impôts en achetant sa résidence principale à crédit. L'exemple retenu montre que cette réduction peut atteindre plus de 11 000 francs par an.

Les rubriques habituelles complètent cet ensemble : le panorama de l'activité boursière ; « Taux et devises » ; « Matières premières » et « Marché international des capitaux ».

Lire pages 14, 15 et 16

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 45 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Corée du Sud, 200 F ; Espagne, 165 P ; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 F ; Thaïlande, 100 B ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 250 c.

M 0146-0506-700 F

Repenser la société du travail

PARADOXE : alors que, chaque année, le 1^{er} mai, la fête du travail, continue d'être rituellement célébrée, la place même du travail dans nos sociétés est de plus en plus discutée, voire contestée. Particulièrement en France, le débat ne cesse de rebondir et de s'amplifier depuis plus de dix-huit mois. On ne compte plus les livres récents traitant exclusivement du sujet ou qui y font directement référence. A l'instar de Dominique Méda (*Le travail, une*

valeur en voie de disparition, Editions Aubier) ou de Robert Castel (*Les Métamorphoses de la question sociale*, Editions Fayard), philosophes, sociologues, intellectuels ou experts multiplient les contributions et alimentent la réflexion par de nouveaux ouvrages. Nombre de revues s'en mêlent, à commencer par *Esprit* qui a obtenu ses plus gros succès de librairie avec des numéros spéciaux consacrés à la question (« L'avenir du travail », 2

8-9, août-septembre 1995, « Vers une société de pluriactivité ? », 2 12, décembre 1995). Chaque semaine ou presque, des colloques et des séminaires se tiennent un peu partout qui explorent à leur tour la problématique, ajoutant ainsi à l'impression de raz-de-marée.

Tous, ou presque, reprennent à leur compte une partie des thèses de la philosophe Hannah Arendt. Laquelle a pu écrire que « c'est l'avènement de l'automatisation

qui, en quelques décennies, probablement videra les usines et libérera l'humanité de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le fardeau du travail, l'asservissement à la nécessité » (*La Condition de l'homme moderne*, Editions Pocket Agora). Dans ce livre paru aux Etats-Unis en 1958, elle ajoutait « que l'on s'est simplement servi du progrès scientifique et technique pour accomplir ce dont toutes les époques avaient rêvé sans jamais y parvenir », c'est-à-dire aboutir à « une société de travailleurs que l'on va dériver des chaînes du travail ». Ce qui lui permettait d'annoncer « une restauration des autres facultés de l'homme », dans une société qui « ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté », alors que toutes les époques passées n'ont pas toujours, comme nous, sacrifié le travail.

Les mêmes auteurs, aussi, renouent avec les vnes iconoclastes de quelques visionnaires longtemps tenus en suspicion, dont André Gorz (*Métamorphoses du travail*, quête du sens, Editions Galilée) et Jacques Robin (*Changer d'ère*, Editions du Seuil). Avec eux, ils réapprennent que la valeur travail n'a pas toujours été centrale et qu'elle a encore moins été systématiquement synonyme de lien social, notamment dans l'Antiquité.

Alain Lebaube

Lire la suite page 11

La « francité » de la CLT



JACQUES RIGAUD

L'ARRIVÉE des premiers bouquets de chaînes de télévision numérique en Europe a bousculé les alliances entre les grands groupes de l'audiovisuel. Dans un entretien au *Monde*, Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et PDG de RTL, assure que Bertelsmann (RFA) ne s'emparera pas des activités de la CLT en France. Face aux reproches que lui adressent certains, il affirme que le groupe luxembourgeois est « sensible à la francité » et que Albert Frère, son dirigeant, est « le plus français des Belges ».

Lire page 19

International	2	Aujourd'hui	18
France	6	Agenda	21
Société	8	Abonnements	21
Horaires	9	Météorologie	21
Entreprises	12	Mots croisés	21
Placements/marchés	14	Culture	22
Cartes	17	Radio-Télévision	25

PROCHE-ORIENT Les négociations israélo-palestiniennes sur le statut définitif des territoires palestiniens occupés et autonomes devaient s'ouvrir, di-

manche 5 mai, dans la station balnéaire égyptienne de Taba. ● CES POURPARLERS seront conduits par les deux plus proches collaborateurs de Shimon Pérès et de Yasser

Arafat, respectivement Ouri Savir et Mahmoud Abbas (Abou Mazen). Ils portent sur plusieurs questions épineuses, à savoir le sort de Jérusalem, l'avenir des colonies de peuplement, le retour des réfugiés et la fixation des frontières. ● L'ANNONCE, vendredi 3 mai, par le bureau du premier ministre israélien, du report sine

die du redéploiement de l'armée israélienne à l'extérieur de la plus grande partie de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, a altéré le climat de ces discussions.

Israël et l'OLP négocient sur le statut définitif des territoires occupés

Le sort de Jérusalem, le retour des réfugiés, l'avenir des colonies de peuplement et la fixation des frontières figurent au menu des discussions qui doivent s'ouvrir, dimanche 5 mai, à Taba, en Egypte

TABA (Egypte)
de notre envoyé spécial
Les négociations israélo-palestiniennes sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza, dont le coup d'envoi devait être donné, dimanche 5 mai, dans la station balnéaire égyptienne de Taba, et qui s'étaleront au maximum sur trois ans, auront dû s'ouvrir dans une bonne ambiance. Comme Israël le réclamait, l'OLP n'a-t-elle pas abrogé, à la fin d'avril, sa Charte nationale, qui comprenait des articles appelant à la destruction de l'Etat juif. Geste que Shimon Pérès a salué comme « le plus important pour la région depuis un siècle ».

Le premier ministre avait aussi promis qu'en échange Israël tiendrait son engagement de redéploier ses soldats hors de la plus grande partie de la ville arabe d'Hébron. Les 2,4 millions de Palestiniens qui sont boudés dans les territoires occupés et autonomes depuis plus de deux mois savent aujourd'hui qu'ils devront encore patienter. Et nul ne doute que ce nouveau délai pèsera négativement sur l'ouverture des négociations.

Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen, un des plus proches lieutenants de Yasser Arafat, et Ouri Savir, directeur général du ministère israélien des affaires étrangères et homme de confiance de M. Pérès, vont présider les deux délégations. En dépit des crises des deux dernières années, les élites politiques israéliennes et palestiniennes

savent désormais qu'elles peuvent travailler ensemble et même s'accorder un minimum de confiance réciproque. Mais le plus difficile reste à faire. C'est maintenant que l'on va s'attaquer au noyau dur d'un des conflits les plus longs et les plus compliqués de la planète. Selon la fameuse Déclaration de principes signée, le 13 septembre 1993, à Washington, les négociations qui s'ouvriront « couvriront toutes les questions en suspens, y compris Jérusalem, les réfugiés, les implantations (colonies), les arrangements de sécurité, les frontières, les relations et la coopération avec les autres voisins et d'autres questions d'intérêt commun ». Les difficultés sont nombreuses.

JÉRUSALEM
Les Palestiniens, qui ne souhaitent pas redéfinir la Ville sainte, qui doit, selon eux, « rester ouverte », revendiquent la partie orientale - unilatéralement annexée par Israël après sa victoire militaire en 1967 - comme capitale de l'Etat souverain qu'ils rêvent d'édifier. « Pas question », répond M. Pérès. Jérusalem, qui compte aujourd'hui 583 700 habitants, dont 160 000 Palestiniens, « restera à jamais unifiée sous la souveraineté unique d'Israël ». En vingt-huit ans d'occupation, Israël a multiplié dans la partie arabe de la ville les nouveaux quartiers réservés aux citoyens juifs. Une dizaine ont été construits autour des quartiers arabes, et « les citoyens juifs seront



majoritaires sur les Arabes dans les parties annexées à partir de l'an prochain», selon le maire Likoud de la cité, Ehoud Olmert. Leur nombre, dans l'est de la cité, est déjà égal à celui des Palestiniens, et les travaillistes, dans leur plateforme électorale, recommandent l'annexion des autres colonies juives, édifiées plus à l'est, à l'extérieur des limites municipales. Ces cités-dortoirs comptent déjà 50 000 résidents.

LES COLONIES
Selon la législation internationale

et plusieurs résolutions des Nations unies, qui n'ont jamais été respectées, ces « implantations », y compris à Jérusalem-Est, « sont illégales », puisque édifiées sur des territoires acquis par la force. Au total, sans compter les 15 000 Israéliens du plateau du Golan syrien, plus de 300 000 Israéliens vivent donc dans des « territoires occupés ». Les Palestiniens demandent le démantèlement de toutes les colonies, mais plusieurs responsables ont indiqué que les Israéliens qui le souhaiteraient pourraient rester là où ils sont, à

condition de se soumettre à l'éventuelle souveraineté palestinienne. M. Pérès a annoncé qu'il entendait, dans le cadre d'un règlement définitif, « garder en place la majorité » des colons « sous la souveraineté d'Israël ». Plusieurs plans d'annexion des plus grandes colonies, situées le long de l'ancienne « ligne verte » qui séparait jadis Israël de la Cisjordanie et de Gaza, sont à l'étude. Un des plus crédibles prévoit d'annexer 11 % supplémentaires de la Cisjordanie, ce qui permettrait « de rapatrier » environ 70 % des 135 000 colons Israéliens de ces territoires.

LES FRONTIÈRES
Les Palestiniens, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui constitue « la base » des accords signés avec Israël, demandent que l'Etat juif se retire derrière les lignes de début juin 1967, la fameuse « ligne verte » d'avant la guerre de six jours. Cela permettrait à l'Etat palestinien de se développer sur environ 6 700 km². Israël, qui, sans ces territoires occupés, s'étend sur environ le triple de superficie, n'a toujours pas défini sa ligne de démarcation orientale. M. Pérès a toujours dit qu'il ne retournerait « jamais » aux lignes de 1967.

C'est à ce sujet qu'il est question d'« arrangements de sécurité ». Israël insiste pour conserver le contrôle de la vallée du Jourdain, qui borde le fleuve du même nom en Cisjordanie et qui est officielle-

ment considérée, malgré le récent traité de paix avec la Jordanie, comme sa « frontière de sécurité ». Les Palestiniens s'y opposent clairement. Plus concrètement, ils se disent prêts à négocier. Certains témoins de l'OLP proposent ainsi une sorte de location-bail qui pourrait s'étendre sur dix ou vingt ans, pour rassurer Israël.

LES RÉFUGIÉS
Les réfugiés ont, eux aussi, besoin d'être rassurés. Selon l'ONU, 700 000 Palestiniens ont dû fuir leurs terres après la création d'Israël en 1948. Avec leurs descendants, ils sont aujourd'hui près de trois millions, la plupart réfugiés dans les pays arabes voisins, et qui attendent leur retour ou, à défaut, une compensation financière pour les propriétés perdues. La résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU, leur reconnaît ce droit. Israël rejette l'éventualité d'un retour massif, mais accepte de discuter des compensations, à condition que soient pris en compte les biens perdus par des juifs dans certains pays arabes après la création d'Israël.

L'Etat hébreu accepte aussi de discuter de l'éventuel retour, à Gaza et en Cisjordanie, des 350 000 Palestiniens qui ont quitté leurs foyers en 1967 et qui sont officiellement considérés non comme des réfugiés, mais comme des « personnes déplacées ».

Patrice Claude

Le fondateur du Hamas veut « faire la paix »

Chelikh Ahmed Yassine, fondateur et guide spirituel du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), s'est prononcé, vendredi 3 mai, pour la paix avec Israël. « Pourquoi ne pas faire la paix avec Israël, s'est-il interrogé à la télévision publique israélienne ? Il le faut. Le peuple palestinien doit vivre en paix aux côtés d'Israël. Et si celui-ci avait donné tous ses droits à mon peuple, il y a longtemps que j'aurais personnellement reconnu cet Etat ». Selon sa charte, publiée en 1988, le Hamas ne reconnaît pas l'existence de l'Etat sioniste en Palestine. Chelikh Yassine a été condamné, en 1989, à la prison à vie pour avoir « coordonné » des actions armées contre l'occupation israélienne.

Le redéploiement de Tsahal à Hébron a été reporté « sine die »

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Contrairement aux promesses faites à Yasser Arafat par Shimon Pérès, et en violation de l'accord signé, en septembre 1995, à Washington, le redéploiement de Tsahal hors de Hébron, en Cisjordanie occupée, qui aurait dû être « terminé le 25 mars », a été reporté sine die. Un communiqué officiel l'a annoncé, vendredi 3 mai, à l'issue d'une réunion entre M. Pérès, les responsables de l'armée et des principaux services de sécurité.

Ce nouveau retard est officiellement dû à des « raisons de sécurité ». Contre les avis du directeur des services de renseignement intérieur, le Shin Beth, et du chef de l'armée, plusieurs officiers en charge des territoires occupés avaient récemment émis des réserves, dans la presse locale, sur l'opportunité d'honorer maintenant les engagements signés.

« Aucune date n'est fixée », a déclaré le porte-parole de M. Pérès. Nous souhaitons coordonner le mouvement avec les responsables palestiniens de la sécurité. Plusieurs ministres « colombes » n'ont pas manqué de le souligner : « Les raisons de sécurité invoquées ne sont que prétexte. Le premier ministre a cédé à la pression d'une poignée de fanatiques, de colons et de la

droite », qui réclamaient un nouveau report, « au moins jusqu'aux élections du 29 mai ».

M. Pérès n'a pas voulu mécontenter certains des partis religieux avec lesquels, s'il gagne l'élection directe du premier ministre, il entend former une majorité à la Knesset. Ce faisant, il a pris le risque d'une violation plus grave des accords conclus. Car plusieurs témoins du Likoud, le parti d'opposition de droite qui ne désespère pas de remporter la consultation nationale - les derniers sondages ne donnant que quelques points d'avance à M. Pérès - ont promis que s'ils l'emportaient, l'armée resterait à Hébron.

Le communiqué du gouvernement réaffirme qu'Israël « demeure engagé à redéploier ses soldats à Hébron », mais les Palestiniens, qui ont dénoncé cette « nouvelle violation des engagements signés », ont du mal à y croire. Moustapha Natché, maire arabe de la ville, qui compte 120 000 habitants musulmans pour 450 colons juifs extrémistes, ne cachait pas sa colère : « Pérès a promis tant et tant de choses que nous n'avons jamais vues en œuvre depuis deux ans qu'aujourd'hui, plus personne ne croit en sa parole ».

P. C.

Retard dans le calendrier

La Déclaration de principes sur l'autonomie des territoires occupés signée, le 13 septembre 1993, à Washington, entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat prévoit le redéploiement de l'armée israélienne en plusieurs étapes.

● Mai 1994 : retrait de Gaza et de Jéricho

Objet des négociations qui s'ouvrent, en octobre, à Taba, en Egypte, ce retrait était prévu pour avril 1994. Il a été mené à bien, avec un mois de retard, après la signature des accords du Caire.

● Janvier 1996 : élection du Conseil palestinien de l'autonomie

Prévu au plus tard en juillet 1994, ce scrutin a été organisé le 20 janvier, après l'évacuation par l'armée israélienne des principales villes de Cisjordanie, à l'exception de Hébron - qui fait l'objet d'un statut particulier - et de la partie orientale de

Jérusalem, qui n'est pas concernée par les accords conclus à Taba et signés à Washington, en septembre 1995. Le scrutin a permis la mise en place du premier « Parlement » palestinien élu au suffrage universel ainsi que l'entrée en fonctions du président de l'Autorité palestinienne. Les Israéliens ont cependant conservé la responsabilité de la sécurité sur la majeure partie de la Cisjordanie.

● Mai 1996 : négociations sur le statut définitif des territoires
Ces discussions, qui, au départ, devaient démarrer au plus tard le 13 avril 1996, doivent aussi régler le sort de Jérusalem, des réfugiés et des colonies israéliennes de Cisjordanie et de Gaza. Elles devront s'achever en décembre 1998. L'entrée en vigueur du statut permanent de la Cisjordanie et de Gaza est prévue au plus tard, selon les termes des accords, pour le 13 avril 1999.

La « saoudisation » des emplois, priorité des autorités de Riyad

RIYAD
de notre envoyé spécial
Le phénomène était suffisamment étonnant pour être consigné dans un article de presse : un Saoudien est devenu, pour la première fois, serveur dans un hôtel de Taïf. Le fait a réjoui, ici, tous ceux qui voient l'amorce d'un changement de comportement chez les jeunes. Or, sur place, les emplois ne manquent pas, puisque le pays utilise quelque 4,6 millions d'étrangers. Mais l'ardeur au travail et la qualification font globalement défaut à une jeunesse habituée à l'argent facile et aux largesses d'un Etat-providence.

La « saoudisation » des emplois est une des priorités du 6^e plan de développement (1996-2000) et une nécessité tout autant économique que politique. « Les transferts des émigrés représentent, chaque année, quelque 18 milliards de dollars, constate Abdallah Dabbagh, secrétaire général du Conseil des chambres de commerce et d'industrie. Si cet argent restait ici, vous imaginez les possibilités. »

Il est, d'autre part, politiquement malsain de laisser se développer une classe de jeunes chômeurs qui vont très vite se sentir exclus d'une

société de consommation qui étale ses richesses. Le défi de la « saoudisation » n'est pas mince : plus de 60 % de la population a moins de dix-neuf ans, et ce sont 600 000 emplois qu'il faudrait créer dans les quatre ans à venir pour les Saoudiens. « Après l'an 2000, c'est 300 000 jeunes qui arriveront, chaque année, sur le marché du travail », affirme un expert économique. D'après le 6^e plan, le taux de « saoudisation » doit augmenter de 5 % par an, mais, en l'absence de mesures concrètes pour aider à l'intégration des jeunes, la loi ne suffira pas à convaincre le secteur privé, qui emploie 88 % de la population active.

SEPT UNIVERSITÉS

Hélas ! le système éducatif rétrograde ne prépare pas les jeunes au monde du travail. « Le curriculum de l'école primaire à l'université est inapproprié pour répondre aux besoins d'un pays qui entre dans le XXI^e siècle », affirme Sadaka Fadil, chef du département de sciences politiques de l'université de Djeddah. Surchargés de matières à apprendre par cœur dès le primaire, les jeunes oublient tout une fois les examens passés, constate un uni-

versitaire. « Quand ils arrivent à l'université, la plupart de mes étudiants ne possèdent pas les bases pour suivre des études », déplore M. Fadil.

Mais, si un consensus existe sur la nécessité d'une réforme de l'enseignement, il y a loin de la réflexion à l'action, dans un domaine hautement sensible, où les religieux entendent conserver leur prééminence. « Organiser un débat de télévision sur l'éducation relève de l'impossible, assure un officiel. Suggérer, par exemple, une diminution des cours de religion reviendrait chez vous à dire que vous supprimez dorénavant les élections. C'est que, là comme ailleurs, tout a évolué très vite. Il y a cinquante ans, il n'y avait pas d'écoles, dit M. Fadil. Maintenant nous avons sept universités, des écoles partout et plusieurs millions de jeunes scolarisés. »

Pour faciliter l'emploi des Saoudiens, le gouvernement a déjà fortement augmenté le prix du visa de travail d'un étranger, qui coûte aujourd'hui 1 000 riyals (1 400 F), et tente d'en limiter l'octroi. « Maintenant, quand une société achève un chantier, on vérifie que tous les expatriés sont bien repartis », affirme un homme d'affaires. Il reste que le

nombre d'emplois facilement transférables à des Saoudiens est encore limité.

« Il n'y a pas de personnes suffisamment motivées et d'une formation adéquate pour prendre la place des expatriés qui ne reviendront pas », ajoute cet homme d'affaires.

« Créatrices d'emploi, les industries manufacturières ne vont pas absorber », les Saoudiens explique un expert. On ne crée pas une classe ouvrière du jour au lendemain, surtout dans une société où ce type de travail est encore considéré comme dégradant. Le ralentissement des affaires réduit les opportunités dans une économie contrainte à 70 % par les grandes familles et les notables. Pour saisir le reste du marché, il faudrait des gens prêts à se battre et à faire du porte-à-porte pour obtenir des contrats, et là, on manque encore de Saoudiens.

Il est clair qu'en quelques années les choses ont bougé. Dans les activités de services, on voit plus de Saoudiens dans des postes autrefois tenus par des étrangers et dans certaines branches comme la banque, par exemple, le taux de « saoudisation » est de 55 à 60 %. « La banque est un secteur qui a une très bonne image, donc les jeunes ai-

ment y travailler », affirme un banquier expatrié, qui ajoute : « Aujourd'hui, nous avons une véritable concurrence entre Saoudiens, ce qui oblige nos employés à travailler sérieusement pour garder leurs postes. »

FORMATION

Pour en arriver là, les banques ont dû, avec l'aide de la banque centrale, mettre sur pied un très coûteux programme de formation. « La seule filière industrielle où la saoudisation a été un succès est le pétrole et la pétrochimie, avoue un expert, car le niveau de qualification est très élevé et les étudiants de l'université du pétrole de Dhahran n'ont pas de problèmes d'emploi car ils sont bien formés. »

Prioritairement sollicité, le secteur privé n'attend pas payer, seul, le prix d'une formation indispensable, et le coût salarial de l'opération. « Nous sommes une industrie naissante en compétition. Nous avons encore besoin de protection, plaide Ahmad Abdullatif, patron de Saudi Carpet. Un de nos avantages est le bas prix de la main-d'œuvre, si nous le perdons en employant des Saoudiens qui veulent des salaires plus élevés et qu'il faudra former, on

est le bénéficiaire ? Mon intérêt est de former des Saoudiens plutôt que des Philippines ou des Indiens qui me quittent tous les trois ans, mais j'ai besoin d'aide pour cela. »

« La « saoudisation » est un souci national qui nécessite à la fois un programme de longue haleine et des solutions plus rapides pour répondre aux exigences d'aujourd'hui, affirme M. Dabbagh. A court terme, nous devons mettre sur pied un programme national intensif de formation pour les emplois dont nous avons besoin. » Et de suggérer que ce programme soit financé par les sommes versées pour faire venir un étranger. « A plus long terme, dit-il, c'est tout notre système éducatif qui doit être revu », soulignant la nécessité de réhabiliter, aux yeux des jeunes, dès le primaire, le travail manuel.

Œuvre de longue haleine, la « saoudisation » est urgente et, si la volonté est là, les mesures concrètes se font attendre pour une jeunesse d'autant plus impatiente qu'elle est exposée, par les voyages, les chaînes satellites de télévision et très bientôt Internet aux tentations du monde extérieur.

Françoise Chépeaux

Des « repentis » armés par New Delhi mènent une contre-insurrection au Cachemire

Les élections législatives s'annoncent troublées dans cet Etat en rébellion depuis 1989

Aiors que les élections législatives dans tout le reste de l'Inde devraient s'achever le 7 mai, l'Etat musulman du Cachemire - en proie à une guérilla

séparatiste - s'apprête à voter les 7, 23 et 30 mai. New Delhi déploie les grands moyens pour organiser ce scrutin dans de bonnes conditions, y compris

en encourageant la création de groupes de supplétifs composés de séparatistes repentis. Ceux-ci parviennent à porter de rudes coups aux insurgés.

SRINAGAR (Etat de Jammu-et-Cachemire) de notre envoyé spécial

Sur la porte métallique, une main appliquée à l'écrit à la peinture blanche : « Death Squad » (« escadron de la mort »). Et plus loin : « We want India » (« nous voulons l'Inde »). L'Inde donne sur une villa de trois étages, une de ces résidences fleuries de la banlieue sud de Srinagar qui faisaient la gloire de la cité à l'époque où la vallée du Cachemire était un joyau du tourisme mondial. Sur le balcon, un téléphone de campagne trône sur un muret de sacs de sable. La quarantaine rugueuse, Mohammed Yousuf Gadroo accueille les visiteurs avec une moue soupçonneuse, mais il ne lui faudra guère de temps pour se décider. Tout comme il ne prendra que quelques minutes à ses hommes, vêtus de treillis enfusés sur leur shalwar-kamiz (tenue traditionnelle), pour fanfaronner en secourant leur quinquillerie de kalachnikovs, pistolets et poignards. Tout autour, le cimetière des contreforts enneigés de l'Himalaya cadennasse l'horizon.

Mohammed Yousuf Gadroo est un repentit ou un « renégat », comme l'on dit à Srinagar. Chef de groupe du mouvement Al-Ikhwan Ul-Muslamoon, une organisation armée cachemirienne parvenue par les autorités indiennes, il traque des



Le seul état musulman de l'Union

dans le « suprême » de la Dihad Force, il s'est formé aux techniques de la guérilla dans les camps pakistanais du Pendjab et de la frontière afghane. Il vellait sur six cents boys cachemiris, ces jeunes révoltés de la vallée qui avaient franchi la « ligne de contrôle » au plus fort de l'insurrection, en 1989-1990, et dont le Pakistan avait fait - non sans cynisme - une masse de manoeuvre pour déstabiliser l'ennemi juré indien. « J'ai assisté à trop de tueries d'innocents, confie-t-il, les gens en ont aujourd'hui assez de cette culture

man insurgé qui échappait totalement à son contrôle dans les années 1989-1990.

New Delhi n'est pas vraiment novice dans la répression de ce genre de séparatisme. Puisées dans les classiques de la contre-insurrection, de telles recettes avaient déjà été appliquées avec succès lors du soulèvement des Sikhs du Pendjab dans la décennie 80. Impasse politique, haines accumulées entre groupes séparatistes rivaux, vulnérabilité face à l'argent, chantage exercé sur les familles, promesses de faveurs carrières : les motivations des « renégats » ne manquent pas.

On peut estimer ces supplétifs à environ 3 000 hommes. Défilent en caravanes guidant l'armée dans les villages de montagne ou hommes de main sévissant dans l'ombre des ruelles de Srinagar, ils font régner une implacable contre-terreur dans la vallée. « La situation des militants des droits de l'homme est devenue intolérable au Cachemire », s'alarme le magistrat Bahadur Farooqi.

insurrection est la seule solution pour mettre fin à ce genre d'insurrection, explique Taj Mahuddin, secrétaire général du Congrès au Cachemire. C'est efficace à 100 % parce qu'ils sont tous faits du même bois. »

A l'évidence, une telle « efficacité » inquiète de plus en plus le Pakistan. Selon de nombreux observateurs à Srinagar, Islamabad s'efforce de maintenir la flamme d'une insurrection essouffie - ses effectifs seraient passés de près de 40 000 à 10 000 combattants selon des estimations très approximatives - en dépeçant, au-delà de la frontière, un nombre croissant de moudjahidines étrangers. Et, bien sûr, chaque capture de l'un d'eux est aussitôt exploitée par New Delhi, prompt à dénoncer la « main » pakistanaise dans le conflit cachemirien.

Jusqu'à maintenant très fructueuse, la collaboration entre les autorités indiennes et les milices d'Al-Ikhwan Ul-Muslamoon n'est cependant pas sans risques. Car les excès de « renégats » ne font souvent qu'exascérer les passions locales. En outre, leur manipulation par différents services indiens (armée, police, Border Security Forces...) qu'oppose une rivalité de boutique, ajoute à la confusion ambiante. « Des groupes armés travaillent pour d'autres services intervenant parfois en revêtant l'uniforme de l'armée », se plaint un militaire. C'est très embarrassant pour nous. »

En adoptant une telle stratégie, New Delhi tablit sur un pourrissement de la situation dans le but de précipiter la désagrégation du mouvement cachemirien. Faut-il redouter un retour de flamme ?

Frédéric Bobin

Les otages occidentaux toujours en vie

Les quatre touristes occidentaux - deux Britanniques, un Américain et un Allemand - retenus en otage depuis dix mois par un groupe se réclamant de l'insurrection musulmane au Cachemire sont « toujours en vie », selon les autorités indiennes. Le général R. E. S. Bhindra, numéro deux de l'armée au Cachemire, précise que les forces indiennes savent « où les otages sont détenus » et connaissent même l'itinéraire de leur déplacement dans un rayon de 25 kilomètres autour de la ville d'Anantnag. Selon lui, l'armée prend soin d'éviter le contact à chacun de leur mouvement. Le groupe des preneurs d'otages, les *Abdullahs*, est « découragé », indique le général Bhindra.

mais ses anciens compagnons de maquis. « Je suis le premier militant de la vallée à avoir rejoint les forces indiennes, raconte-t-il. Je combattais dans les rangs de la Jambha Force, mais j'ai lâché prise quand un groupe rival, le Hizbul Mujahideen, a kidnappé ma mère et ma sœur et torturé mon frère. J'étais menacé de mort. Je n'ai pas eu d'autre option que de rejoindre un bataillon des BSF (Border Security Forces) ».

Son histoire n'est guère différente de celle d'Ansar Ul-Haq, un autre chef de groupe d'Al-Ikhwan Ul-Muslamoon qui, se terre, lui, au cœur du lac de venelles de Srinagar. Lunettes sages et pull-over gris-bleu, Ansar Ul-Haq affiche la gravité d'un bon hautain du notable fraîchement consacré. Ancien « comman-

du-fest ». Ansar Ul-Haq a bien changé. Le voilà métamorphosé en un partisan zélé de l'Inde au point de réclamer le retour dans la vallée des Hindous chassés par les séparatistes aux premiers jours de l'insurrection.

Le mouvement de Yousuf Gadroo et Ansar Ul-Haq est devenu une pièce maîtresse de la stratégie de New Delhi au Cachemire. Leur chef suprême s'appelle Ruka Parey, ancien chanteur folklorique qui égayait naguère les fêtes de mariage et qui, désormais, quadrille la partie nord de la vallée en compagnie de plusieurs centaines de ses fidèles armés jusqu'aux dents. C'est grâce à de tels transfuges, redoutables dans les besognes de l'ombre, que l'Inde a réussi, depuis peu, à regagner du terrain dans un Cachemire musul-

CLIMAT DE CONFUSION

Précaution oblige, ces « escadrons de la mort » sont abrités dans des repaires jouxtant les postes de l'armée mais, officiellement, ils n'existent pas. La langue de bois de New Delhi ne connaît que des camps de « réhabilitation » chargés de préparer la réinsertion dans la société civile des rebelles ayant déposé les armes. En privé, les responsables de l'armée et de la police reconnaissent néanmoins que des « groupes armés aident les autorités ».

Le parti du Congrès - au pouvoir à New Delhi mais à l'influence marginale dans la vallée - ne s'embarrasse guère, lui, de circonlocutions. Ses responsables locaux affichent sans complexes leurs liens avec ces « renégats » qui leur servent d'agents électionnaires pour les scrutins des 7, 23 et 30 mai. « La contre-ir-

Washington bloque la reconstitution des ressources du Fonds asiatique de développement

EN RAISON de l'attitude des Etats-Unis, l'assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD), qui s'est achevée jeudi 2 mai à Manille (Philippines), n'a pu reconstituer les ressources du Fonds asiatique de développement (FAD), branche qui accorde aux pays pauvres de la région des prêts à très bas taux. Cette impasse va empêcher l'Inde et la Chine, qui représentent les deux tiers de la population de l'Asie, de bénéficier de nouveaux prêts.

Le Fonds, dont les ressources ont été reconstituées en 1992 à hauteur de 4,2 milliards de dollars pour quatre ans, ne dispose plus aujourd'hui que de 1,3 milliard de dollars et risque de se trouver à court d'argent en 1997, selon le président de la BAD, le Japonais Mitsuo Sato. Les responsables de la Banque souhaitaient obtenir 5,2 milliards de dollars pour les quatre prochaines années, mais les Etats-Unis ont refusé de s'engager à y contribuer. Les Américains, qui sont, avec 15,9 % du capital, les plus gros actionnaires de la BAD derrière le Japon, doivent encore 337 millions de dollars sur leur der-

nière contribution au Fonds. La position de Washington découle évidemment de la volonté des républicains, majoritaires au Congrès, de réduire les dépenses américaines d'aide au développement, mais cela ne fait que renforcer une tendance ancienne.

ARRÊTÉS DE CONTRIBUTIONS

Le gouvernement américain s'est longtemps opposé à ce que l'Inde et la Chine bénéficient des prêts du Fonds, estimant que le poids de ces géants en grèverait les ressources. Jeffrey Shafer, sous-secrétaire au Trésor, qui conduisait la délégation américaine à Manille, a renouvelé cette opposition en faisant valoir, cette fois, que l'Inde et la Chine peuvent faire appel aux marchés internationaux des capitaux, et que les prêts du FAD doivent être réservés à de petits pays pauvres comme le Cambodge, qui n'ont pas cette possibilité.

En outre, Washington estime que les « nouveaux riches » de la région, comme Singapour, Taïwan, la Corée du Sud, qui jusqu'ici n'ont rien versé au Fonds, doivent maintenant y contribuer. Quant aux

autres pays donateurs, notamment les Européens, ils refusent de s'engager tant que les Américains n'ont pas réglé leurs dettes.

Un débat semblable a eu lieu au sujet des ressources pour 1996-1999 de l'Association internationale de développement (AID), qui joue pour la Banque mondiale le même rôle que le FAD : les Etats-Unis refusent d'accroître leur contribution et n'ont même pas versé la totalité de ce qu'ils devaient pour les années précédentes. Un accord est finalement intervenu en mars dernier : un report de crédits non utilisés et un prélèvement sur les bénéfices de la Banque permettront de porter les ressources de l'AID de 18 à 22 milliards de dollars, tout en réduisant les contributions des pays donateurs. En outre, en attendant que les Etats-Unis paient leurs 934,5 millions de dollars d'arriérés, un fonds intérimaire de 3 milliards va être constitué pour 1996-1997 par des apports des autres donateurs, de la Banque et le résidu de crédits disponibles.

Guy Herzlich

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : un enfant de six ans accusé de tentative de meurtre sur un nouveau-né restera en prison après qu'un juge des enfants de Richmond (Californie), près de San Francisco, a ordonné, vendredi 3 mai, son maintien en détention provisoire. Le 22 avril, le garçonnet s'était introduit, en compagnie de deux frères jumeaux âgés de huit ans, dans une maison de Richmond, apparemment pour voler un tricycle. Avant de partir, le garçon de six ans avait violemment frappé le bébé, âgé de trente-trois jours. Les jumeaux, qui ont été inculpés de cambriolage, ont été, eux, relâchés. - (AFP)

■ **PARAGUAY** : la grève générale de 48 heures lancée par les deux principaux syndicats, la CUT (gauche) et la CNT, a pris fin vendredi 3 mai sur un nouvel appel de leurs dirigeants à la démission du président Juan Carlos Wasmosy, jugé « incapable de résoudre les problèmes sociaux du pays ». La grève, largement suivie, intervenait une semaine après la tentative de rébellion menée contre le régime démocratique par le général Lino Oviedo. - (AFP)

ASIE

■ **CHINE** : le dissident chinois Liu Gang, qui a fui la Chine cette semaine pour se réfugier aux Etats-Unis, a appelé, vendredi 3 mai, Bill Clinton à accentuer la pression sur Pékin afin d'améliorer la situation des droits de l'homme en Chine. M. Liu a d'autre part donné quelques indications sur les conditions de sa fuite, précisant que « beaucoup de gens en Chine » l'avaient aidé. - (AFP)

■ Le tremblement de terre qui a secoué, vendredi 3 mai, une zone agricole montagneuse située à 40 km au nord-ouest de la ville industrielle de Baotou, en Mongolie-Intérieure, a fait 14 morts et 200 blessés, dont 33 grièvement atteints, a annoncé un porte-parole du Bureau sismologique d'Etat, samedi 4 mai à Pékin. - (AFP)

AFRIQUE

■ **NIGERIA** : le Nigeria a dépêché des renforts de troupes à Calabar, capitale de l'Etat de Cross River (Sud-Est), proche de la péninsule de Bakassi où, selon les autorités, les forces camerounaises poursuivent leurs attaques contre les forces nigérianes. Lagos étudie « toutes les mesures qui s'imposent » face aux « agressions continues » perpétrées contre ses forces, déclare un communiqué du ministère nigérian de la défense. - (AFP)

■ **SOUDAN** : cinquante-six personnes ont trouvé la mort lorsqu'un avion civil s'est écrasé dans la soirée du vendredi 3 mai dans la région de Khartoum. L'appareil qui reliait la localité de Wau, dans le Sud, à la capitale soudanaise s'est écrasé lors d'un atterrissage de fortune par mauvais temps. - (AFP)

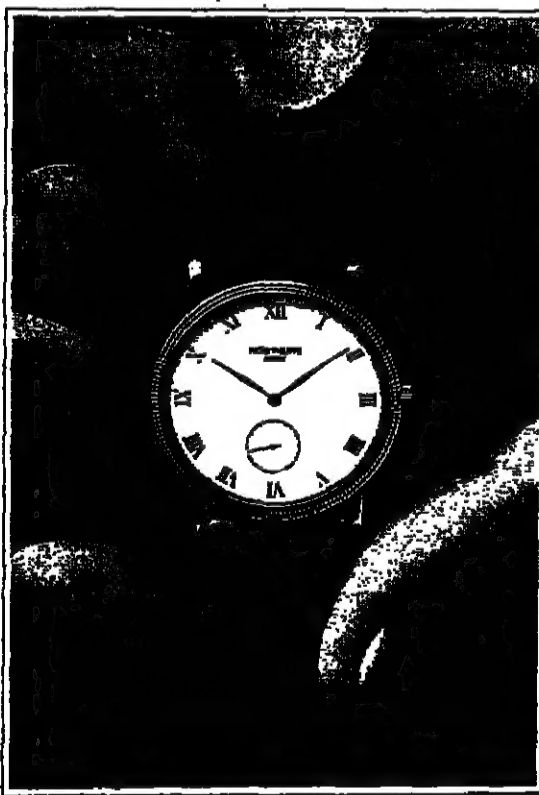
■ **TUNISIE** : les représentants de 26 pays d'Europe et du Bassin méditerranéen réunis à Tunis pour mettre au point un programme de coopération industrielle ont rédigé une déclaration qui doit être approuvée, à Bruxelles, par leurs ministres de l'Industrie, les 20 et 21 mai. Cette déclaration s'inscrit dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, lancé à Barcelone en novembre 1995. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : *Tabsira*, bulletin proche du Front islamique du salut (FIS), dans son édition du 3 mai, dresse le bilan des actions des groupes de l'Armée islamique du salut (AIS) pour le mois d'avril. Selon *Tabsira*, l'AIS aurait abattu, le 23 avril, un hélicoptère de l'armée, à Ain Assel, dans la région de Sétif.

ÉCONOMIE

■ **OMC** : l'Union européenne a demandé, vendredi 3 mai, l'ouverture de consultations officielles avec les Etats-Unis au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le renforcement de l'embargo américain contre Cuba. Selon l'UE, ce renforcement, décidé dans le cadre de la loi Helms-Burton, viole les règles de l'OMC. - (AFP)

Voici plus d'un siècle et demi que les montres Patek Philippe sont reconnues comme les meilleures du monde. La raison en est simple. Elles sont fabriquées différemment. Avec des techniques et toute l'habileté que d'autres ont perdues ou oubliées. En s'attachant au moindre détail que peu auraient remarqué. Nous les réalisons. Il faut l'avouer, sans nous soucier du temps. Et si



Calatrava Homme - Réf. 5919

un mouvement particulier de Patek Philippe nécessite quatre années de travail pour atteindre la perfection absolue, nous prendrons les quatre ans. Le résultat : des montres pas comme les autres. Dont la qualité apparaît au premier coup d'œil et au premier toucher. Des montres uniques, portées de génération en génération, aimées et collectionnées par ceux dont les exigences sont difficiles à satisfaire. Ceux qui n'adoptent que le meilleur. Parce que le jour où vous recevrez votre Patek Philippe, vous aurez en main ce qui se fait de mieux. Votre montre, véritable chef-d'œuvre, sera le reflet de vos propres valeurs. Une montre destinée à être conservée précieusement.



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Patek Philippe France S.A., 10 place Vendôme, 75001 Paris, Tél. (1) 42 44 17 77.

En Espagne, José Maria Aznar accède au pouvoir après un débat d'investiture courtois

Les socialistes, conduits par Felipe Gonzalez, promettent une attitude constructive

Après deux mois de tractations avec les élus régionalistes catalans, basques et canariens, José Maria Aznar était assuré de devenir le

quatrième président du gouvernement de l'Espagne démocratique, au terme du débat parlementaire des vendredi 3 et samedi

4 mai. Le chef du Parti populaire peut compter sur 181 voix, la majorité absolue étant de 176. Le ton sérieux et modéré du

discours d'investiture, comme des réponses de l'opposition, laisse augurer une législature moins tendue que la précédente.

MADRID
de notre correspondant
Une nouvelle étape de la vie politique espagnole s'est ouverte, vendredi 3 mai, avec le débat d'investiture de José Maria Aznar, candidat à la présidence du gouvernement après sa victoire aux élections législatives du 3 mars. Il aura donc fallu exactement deux mois pour que le Parti populaire (PP) obtienne, après de difficiles négociations, l'assurance que son président disposera des votes suffisants à son investiture.

Grâce aux accords conclus d'abord avec la Coalition canarienne (4 sièges), puis les nationalistes catalans (16 sièges) et enfin les nationalistes basques (5 sièges), José Maria Aznar peut désormais compter sur 181 voix (la majorité absolue est de 176 et le PP n'a que 156 représentants). Samedi 4 mai, il devait donc obtenir l'investiture et, dimanche 5 mai, prêter serment devant le roi et sans doute rendre publique la liste du nouveau gouvernement composé de quatorze membres.

Ces trois pactes passés avec les formations régionalistes et la volonté des socialistes de pratiquer une opposition calme et responsable ont donné à ce septième débat d'investiture depuis la mort de Franco, il y a vingt ans, un ton détendu et apaisé. Felipe Gonzalez a reconnu qu'il devait encore faire des efforts « pour changer de rôle » mais, a-t-il ajouté, « il est normal que se produise l'alternance », affirmant que son attitude serait celle du dialogue et de la recherche du consensus. « Vous ne m'attendrez pas dire : "faites-vous en, M. Aznar", mais "gouvernez, M. Aznar" », a-t-il lancé à son adversaire pour lui rappeler que, lors de la précédente législature, ce dernier lui avait intimé de démissionner. Les socialistes passent à l'opposition sans changer, disposés à ce que « la législature soit stable et durable », comme l'a souhaité Felipe Gonzalez.

Quel changement par rapport à

l'an dernier ! L'hémicycle a écouté presque religieusement les interventions et les répliques des uns et des autres. Les populistes étaient tout à leur bonheur d'accéder enfin au pouvoir, les socialistes paraissent pour leur part contents de prendre un peu le large. Dès le départ, José Maria Aznar a offert à tous le dialogue et la concertation. « Ce sera une législature d'une intense collaboration politique et parlementaire. Il n'est pas nécessaire de renoncer à ses convictions politiques pour aboutir à des compromis intelligents, à la recherche des meilleures solutions possibles », a-t-il d'emblée fait savoir.

DÉVELOPPER LES AUTONOMIES

Pour preuve de sa bonne volonté, le futur quatrième président du gouvernement espagnol depuis la restauration de la démocratie a fait valoir que, en l'espace de deux mois, il avait déjà fait la démonstration de sa capacité d'ouverture puisque des accords, a priori impossibles, ont été obtenus avec les Catalans et surtout les Basques, mettant ainsi fin à des affrontements répétés. Des contrats de législature où chacune des parties s'engage sur le papier à ouvrir

pour le développement du statut des autonomies mais également dans des domaines plus larges relevant de la politique nationale.

Un tel résultat, dans un laps de temps relativement court, a surpris. A commencer par les socialistes, comme l'a admis Felipe Gonzalez, qui a également reconnu que le PP était allé beaucoup plus loin que ne l'avait fait le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) au cours de ces dernières années.

Une grande partie du débat d'investiture a d'ailleurs été axée sur le thème du développement du modèle des autonomies et fut l'occasion pour le président sortant de poser une multitude de questions sur la façon dont fonctionnera le système et sur le coût de cette nouvelle donne. Il n'a pu obtenir de réponses chiffrées et détaillées, José Maria Aznar renvoyant le débat de fond à plus tard. Ce fut d'ailleurs le seul vrai face-à-face entre les deux hommes. Car, en dehors de cette question qui, depuis le 3 mars, a fait l'objet de nombreuses discussions, le président du PP s'est pour l'essentiel contenté de reprendre son programme électoral, se cantonnant aux grandes orientations : « Créer des emplois, améliorer le

bien-être des Espagnols, revitaliser la démocratie et renforcer la présence de l'Espagne en Europe et dans le monde ».

Durant ce discours centriste, mesuré, éloigné des rengaines de la droite, José Maria Aznar ragallardi a offert un « pacte de solidarité » et le dialogue social. Il s'est toutefois borné aux grands axes, comme le défi de remplir les « incontournables » critères de Maastricht, les privatisations, le maintien scrupuleux des retraites, l'amélioration du système de santé, la modernisation de l'administration.

CONVERGENCES

Felipe Gonzalez n'a pas eu de peine à définir un tronc commun sur « les thèmes d'Etat » à propos desquels il apportera un soutien constructif à son successeur, notamment dans le domaine de la politique étrangère, de la lutte contre le terrorisme, mais aussi pour certaines réformes intérieures comme la justice, par exemple. Il y eut donc des convergences entre de nombreux partis dans une ambiance où on s'est efforcé d'oublier les vieilles querelles et les scandales dont seul le dirigeant communiste Julio Anguita a parlé. « Je veux que l'étape

qui s'inaugure se caractérise par un nouveau style de gouvernement fondé sur l'australité, la transparence, la proximité des citoyens et, par-dessus tout, le dialogue ; un dialogue constant et enrichissant avec les forces politiques et sociales », a insisté José Maria Aznar.

Ce fut un bon début car c'est effectivement ainsi, sur ce ton civilisé, que s'est déroulée la première session du débat d'investiture. Felipe Gonzalez a défendu « l'Espagne tolérante » et s'est presque excusé de prêter le « non » à l'investiture. José Maria Aznar lui a été reconnaissant pour « sa sincérité et sa contribution ».

Mais il faut bien reconnaître que l'on est resté souvent à la surface des choses. Lorsqu'il s'agit d'entrer dans le concret, de prendre les mesures drastiques qui s'imposent pour réduire le déficit public à 4,4 % du PIB en 1996, qu'il faudra mettre en application la réforme du financement des autonomies, réduire le chômage, la plaie de l'Espagne, et trouver l'argent nécessaire pour créer en 2001 une armée de métier, les politesses de ce 3 mai seront sans doute un vieux souvenir.

Michel Bôlle-Richard

L'ex-numéro un de l'ETA livré aux autorités madrilènes

UN DES ANCIENS dirigeants de l'organisation terroriste basque ETA, Jose Antonio Urrutikoetxea, alias « Josu Ternera », a été remis dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 mai, par les autorités espagnoles, entre les mains de la police espagnole, au poste frontière de la Junquera. Josu Ternera, qui a passé six ans dans une prison toulousaine, sera mis à la disposition de la justice dès son arrivée à Madrid, a affirmé samedi matin le ministre de l'Intérieur sortant, Juan Antonio Barrio.

De longues négociations sur les conditions de son extradition ont précédé la remise de l'ancien dirigeant de l'ETA aux autorités espagnoles. Selon le quotidien espagnol El País, les Français ont tenté d'obtenir jusqu'au dernier moment des garanties juridiques sur la nature des poursuites dont il pourrait faire l'objet. Paris souhaitait être sûr que le militant basque ne

serait pas poursuivi pour les mêmes motifs que ceux qui lui avaient valu sa condamnation en France.

Josu Ternera avait été arrêté à Bayonne le 11 janvier 1989. Il avait ensuite été condamné en novembre 1990 à dix ans de prison pour « association de malfaiteurs ». Avec les remises de peine, son emprisonnement prenait fin le 3 mai. Pour tenter d'éviter son expulsion vers l'Espagne, il avait entamé à la mi-avril une grève de la faim à la prison de Muret. Ses avocats avaient saisi le tribunal de Toulouse pour demander un sursis à l'expiration de l'arrêt d'expulsion.

Cet arrêté avait été pris le 6 février 1987 en raison de ses activités sur le territoire français. C'est en application de cette mesure et « en raison des menaces graves qu'il fait peser sur l'ordre public », a indiqué le ministre de l'Intérieur, que les autorités françaises ont décidé de re-

mettre Josu Ternera aux autorités espagnoles. L'Espagne avait demandé l'extradition de Ternera le 28 novembre 1990 mais cette requête n'avait jamais été renouvelée depuis lors. Vendredi 3 mai, l'Audience nationale, la plus haute instance pénale espagnole, avait même demandé au ministère de la Justice espagnol de renvoyer la procédure auprès des autorités françaises.

Cette démarche s'est cependant révélée inutile. Les deux Etats ont, en effet, finalement choisi de court-circuiter la voie judiciaire en empruntant une procédure purement administrative. En vertu du vieux traité d'expulsion et « afin de marquer la nécessaire solidarité entre les démocraties européennes dans la lutte contre toutes les formes de violence terroriste », précisait le ministère de l'Intérieur, samedi matin, Josu Ternera a tout simplement été reconduit à la frontière « de son pays ».

Costas Simitis, premier ministre de Grèce

« Nous sommes entrés dans l'ère de l'adaptation de notre pays à l'évolution européenne »

ATHÈNES
de nos envoyés spéciaux
Le 18 janvier 1996, Costas Simitis succédait à Andreas Papandreu, malade, à la tête du gouvernement grec. Depuis longtemps, cet ancien ministre du Pasok (Mouvement panhellénique socialiste grec) critiquait la sclérose de la politique grecque sous la houlette d'un chef vieillissant et autoritaire. Dans un entretien avec Le Monde, le premier accordé à la presse écrite, il trace un bilan de ses trois mois de pouvoir.

« Qu'apporte de nouveau votre gouvernement en Grèce ?

« Ce qui a changé, c'est d'abord que la politique a été de nouveau placée au centre de l'intérêt public. On discute des questions de politique étrangère et économique, et l'opinion sent que ça bouge. Une époque, ouverte en 1974 par le retour de la démocratie, s'est achevée. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle de l'adaptation de notre pays à l'évolution européenne. Cela entraîne de vives discussions, mais aussi le sentiment que le travail se fait.

« Vous étiez très critique au sein de votre parti sur la politique passée...

« J'ai, en effet, défendu depuis longtemps la nécessité de moderniser le Pasok. Il lui faut un nouveau programme, de nouveaux objectifs et une nouvelle organisation. Mes idées ont commencé à s'imposer. J'espère que le congrès de cet été prendra les bonnes décisions.

« Avec des changements de per-

sonnes ?

« Le changement devra se manifester dans le programme et dans les personnes.

« Les meilleurs patrons vous accusent d'avoir assoupli la politique économique ; l'inflation augmente, la dette s'est accrue...

« Il n'y a pas de relâchement. Nous

continuons à appliquer une politique orientée vers la convergence européenne. Si nécessaire, nous prendrons les mesures indispensables.

« La Grèce est loin de satisfaire aux critères de Maastricht...

« Le gouvernement est décidé à atteindre les objectifs exigés pour l'entrée dans l'Union monétaire. Le moment venu, il faudra prendre en compte les efforts accomplis, les progrès réalisés et la conjoncture économique. Faire jouer des critères politiques. Parallèlement, il convient de renforcer les programmes de soutien aux pays économiquement en retard.

« Avez-vous été déjà par l'atti-

« Cette idée ne me séduit pas. Je préfère que la politique extérieure commune soit élaborée dans les organes communautaires, car je pense qu'en politique extérieure, comme dans le domaine économique, il y doit y avoir, en Europe, des éléments confédéraux.

« Une de ces politiques communes, c'est l'Union douanière avec la Turquie. La Grèce va-t-elle continuer à bloquer sa mise en œuvre ?

« Cela dépend d'Ankara. La récente revendication de la Turquie sur l'île d'Imia prouve malheureusement qu'elle nourrit des visées terri-

toriales. Le gouvernement grec a donc été amené à réviser ses propres positions. Il ne tolérera pas le recours à la menace et la répétition des revendications. Si la Turquie conteste le droit né des traités internationaux, elle est libre de s'adresser à la Cour internationale de La Haye.

« Si la Turquie condamne l'usage de la menace et saisit la Cour de La Haye sur l'affaire d'Imia, la Grèce est prête à la suivre. De même pour le contentieux portant sur le plateau continental. Une solution juridique ouvrirait la voie à une amélioration générale des relations gréco-turques et permettrait un dialogue sur les points essentiels des rapports bilatéraux, comme le commerce, le tourisme, l'immigration clandestine. Cela contribuerait également à une solution du dossier chypriote, qui constitue la question majeure de nos relations.

« Le nouveau premier ministre

a proposé un « dialogue global ». Qu'en pensez-vous ?

« Cette proposition ne saurait recueillir notre accord. Nous ne sommes pas disposés à renouveler l'expérience douloureuse des années 70, lorsque la Turquie était dans un premier temps d'accord, pour se rétracter ensuite et avancer de nouvelles revendications en mer Egée. Je pense que cette position a été comprise par nos partenaires européens et par les Etats-Unis, qui s'accordent à préconiser le recours à la justice internationale.

« Quant à M. Yilmaz, je veux croire qu'un homme d'expérience, qui a su faire preuve de raison en révisant l'approche extrêmement agressive de son prédécesseur, viendra à dépasser les fictions internes à son gouvernement et à faire progresser la solution du contentieux gréco-turc.

« Les pays européens considèrent souvent la Turquie laïque comme un rempart contre l'islamisme. Qu'en pensez-vous ?

« En se contentant de soutenir les régimes anti-islamiques, on peut éloigner le danger, mais on ne résout pas la crise sociale qui nourrit l'islamisme. La même réponse vaut pour la Turquie. L'Union européenne doit faire pression en faveur de nouvelles politiques sociales, de l'affermissement de la démocratie et des droits de l'homme en Turquie.

« Dans la crise en ex-Yougoslavie, la Grèce a souvent eu une attitude nationaliste...

« Face à la remise en cause par la violence de l'équilibre géopolitique dans les Balkans, la Grèce, qui constituait un havre de paix et ne nourrissait aucune prévision, territoriale ou autre, s'est sentie menacée. Ce que vous qualifiez de nationalisme n'a donc consisté qu'à tenter de se prémunir, tout naturel-

L'OCDE doute d'un redémarrage de l'activité cette année en Europe

REBOND de la croissance aux Etats-Unis et ralentissement de l'activité en Europe : ce qui est en train de se passer des deux côtés de l'Atlantique n'est pas tout à fait ce qu'avaient prévu l'ensemble des économistes et des responsables gouvernementaux, notamment ceux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui viennent de se réunir à Paris au sein du Comité de politique économique. D'une certaine façon, l'évolution de la situation est même exactement l'inverse de ce qui avait été prévu il y a quelques mois.

Aux Etats-Unis d'abord, où la croissance de la production nationale a atteint 2,8 % en rythme annuel au premier trimestre. Un chiffre déjà élevé mais qui sous-estime largement la vigueur du rebond en train de se produire en Amérique du Nord. D'une part, la grève qui a paralysé General Motors pendant dix-sept jours a coûté environ un demi-point de croissance à l'économie au début de l'année, a précisé vendredi 3 mai, à Paris, Joseph Stiglitz, président du Comité de politique économique de l'OCDE. D'autre part, les entreprises américaines continuent de réduire leurs stocks, comme elles le font depuis quinze mois. Si l'on tient compte de ces deux facteurs, il apparaît que la croissance économique est sur une tendance de 3,5 %. Nous sommes là bien loin du scénario de « l'atterrissage en douceur » dont on avait tant parlé, mais bien plutôt sur des rythmes annuels d'activité très élevés.

MARGES DE MANOEUVRE

Le résultat de tout cela est que le taux de chômage continue de baisser, le dernier chiffre, publié vendredi, montrant qu'il avait atteint 5,4 % de la population active en avril, contre 5,6 % en mars. La quasi-stagnation des emplois créés (2 000 seulement) n'a pas grande signification dans la mesure où elle succède à des chiffres de 178 000 en mars et de 705 000 en février.

Le fait est que, depuis le début de l'année, l'économie a créé 160 000 emplois par mois en moyenne, a rappelé Joseph Stiglitz, qui n'oublait pas qu'il est aussi conseiller du président Clinton, a insisté sur la « robustesse » de la croissance et sur le fait que le dépassement de toutes les prévisions faites dans ce domaine était « une bonne nouvelle pour l'Europe ».

Le Vieux Continent aura bien besoin du dynamisme américain pour passer la mauvaise période qu'il annonce. Il faudra attendre le mois de juin pour savoir l'ampleur des révisions à la baisse effectuées par l'OCDE concernant les taux de croissance européens. Mais il est significatif qu'au sein du Comité de politique économique de l'OCDE les experts, qui viennent des ministères des finances et des banques centrales, ont divergé, vendredi, sur cette vision des choses. Si beaucoup continuent d'appuyer les gouvernements en place dans leur course de vitesse à la réduction des déficits publics, d'autres, au contraire, s'inquiètent des effets négatifs de ces politiques et conseillent de réduire plus vite et plus fort les taux d'intérêt à court terme, la faiblesse de l'inflation domnant de réelles marges de manoeuvre.

Le cycle de croissance américain entamé au printemps 1991 étant loin de toucher à sa fin, il devrait permettre à l'Europe de sauter le mauvais pas actuel. Reste à savoir si les politiques budgétaires et sociales draconiennes que mettent en œuvre l'Allemagne et la France vont susciter un renouveau de confiance de la part des entrepreneurs et des ménages ou, au contraire, étouffer toute velléité de reprise. Tel est bien le dilemme. Et c'est lui qui fait maintenant douter certains experts de l'OCDE d'une prochaine accélération de la croissance en Europe.

Avec la Pyram (l'acronyme anglais de l'ancienne République yougoslave de Macédoine), les négociations continuent à New York, et l'espérance qu'elle vont s'achever rapidement. Un règlement de ce litige permettrait un développement de l'aide que nous sommes disposés à accorder à ce pays dont la stabilité et la prospérité sont une condition de la paix dans les Balkans.

« La Grèce ne risque-t-elle pas de se retrouver seule à ne pas vouloir reconnaître la République de Macédoine sous ce nom ?

« Avec la Pyram (l'acronyme anglais de l'ancienne République yougoslave de Macédoine), les négociations continuent à New York, et l'espérance qu'elle vont s'achever rapidement. Un règlement de ce litige permettrait un développement de l'aide que nous sommes disposés à accorder à ce pays dont la stabilité et la prospérité sont une condition de la paix dans les Balkans.

Avec ses partenaires européens, la Grèce est prête à contribuer à l'établissement de la démocratie dans les Balkans ; elle propose la convocation d'une conférence des pays de la région, qui aurait pour but de consacrer l'intangibilité des frontières, l'intégrité territoriale et la solution pacifique des différends. Nous entendons aussi encourager les investissements privés dans les pays balkaniques et le développement des infrastructures.

« La poursuite du différend gréco-turc ne constitue-t-elle pas un obstacle à cette politique balkanique ?

« Je le qualifie de petit obstacle, qui ne nous empêche pas d'avoir de bonnes relations avec nos autres voisins. »

Propos recueillis par Didier Kuntz et Daniel Vernet

Alain Vernholes



BUGALSKI
ONT

مكنا من الأهل

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1996 / 5

L'OCDE doute d'un redémarrage de l'activité cette année en Europe

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

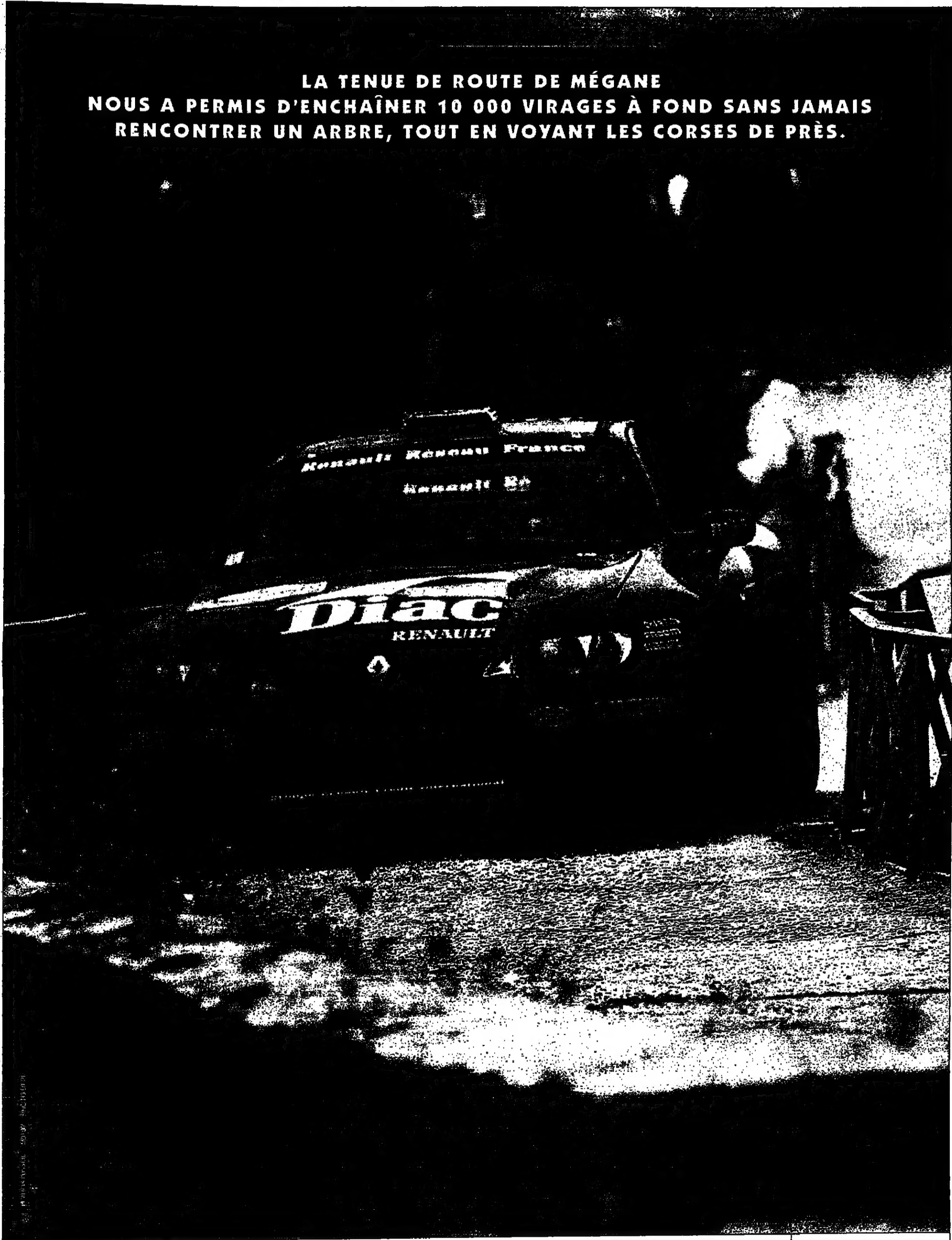
Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

Le ralentissement de la croissance en Europe est un fait. Ce qui est en question, c'est la durée de ce ralentissement. L'OCDE prévoit l'absence de redémarrage de l'activité cette année en Europe.

LA TENUE DE ROUTE DE MÉGANE
NOUS A PERMIS D'ENCHAÎNER 10 000 VIRAGES À FOND SANS JAMAIS
RENCONTRER UN ARBRE, TOUT EN VOYANT LES CORSES DE PRÈS.



RENAULT préconise elf

J. BUGALSKI ET J-P. CHIARONI SUR MÉGANE MAXI
ONT REMPORTÉ LE TOUR DE CORSE



FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1996

DÉCORATIONS Les instructions données par Jacques Chirac, en février, recommandant aux ministres d'attribuer les distinctions nationales à des personnes de

toutes conditions et pas seulement à celles qui occupent les premiers rangs de la société n'ont reçu qu'un faible début d'application dans la promotion de Pâques de la Légion

d'honneur. Celle du Mérite, attendue le 15 mai, devrait, selon les cabinets ministériels, tenir compte davantage du souhait présidentiel. **UN DOUANIER** catalan, une

femme proviseur en Seine-Saint-Denis témoignent, cependant, d'un effort fait pour ne pas s'arrêter aux sommets des hiérarchies administratives et pour récompenser davan-

tage de femmes, dont le chef de l'Etat relevait la « sous-représentation ». **LES ORDRES** nationaux et ministériels comptent plusieurs centaines de milliers de titulaires.

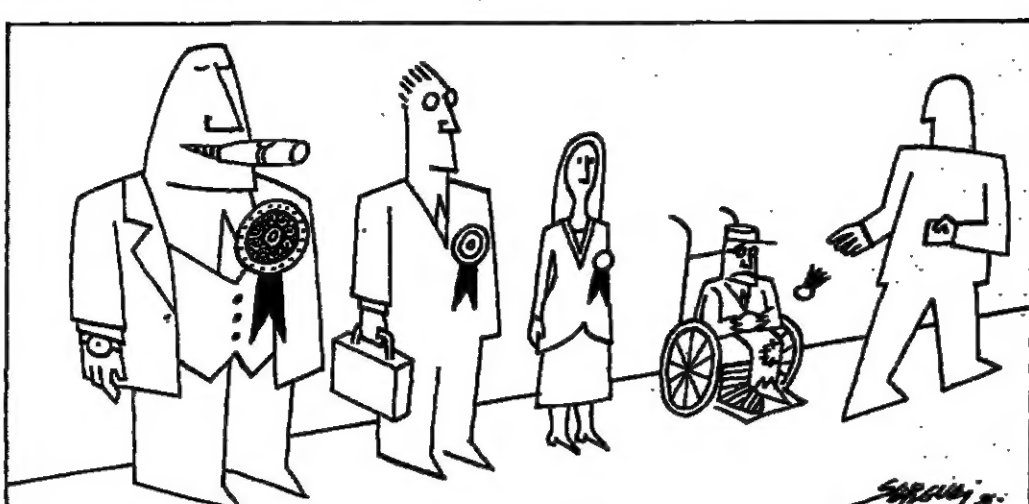
La promotion d'avril de la Légion d'honneur compte quelques « modestes »

Les instructions données par Jacques Chirac ne sont encore que peu suivies par les ministères, qui privilégient les notables. La proportion de femmes, en revanche, a sensiblement augmenté ; mais, avec 17 % des nouveaux titulaires, elles restent sous-représentées

LES ORDRES nationaux retiennent-ils « davantage notre nation tout entière », ainsi que le souhaitait Jacques Chirac, dans une lettre au premier ministre publiée au Journal officiel du 9 février ? La promotion de Pâques de la Légion d'honneur (Le Monde des 9 et 10 avril) montre qu'à côté d'un total de 455 inspecteurs généraux, préfets, recteurs, magistrats, évêques ou présidents-directeurs généraux, on trouve une dizaine de personnes ne faisant pas partie de l'élite sociale.

Quant au nombre des femmes, qui est de 74, il a augmenté, selon le grand chancelier de la Légion d'honneur : leur proportion est en effet de 17 %, contre 11,75 % en 1995 et 8,61 % en 1994.

La plupart des cabinets ministériels admettent que leur contingent ne répond qu'imparfaitement aux instructions du chef de l'Etat. Ils expliquent qu'ils ont été pris par le temps : la « fabrication » d'une promotion demande, en effet huit mois de travail. Le ministère des affaires étrangères avoue qu'il a surtout cherché à promouvoir la diplomatie économique et culturelle, ainsi que les personnalités en poste dans des



zones non-européennes... Au ministère de l'Industrie, l'entourage de Franck Borotra confie que, pour douze places de chevalier, il y avait trois cents dossiers qualifiés de « traditionnels » : présidents d'entreprise ou de chambre de commerce et d'industrie. « Nous subissons beaucoup de pressions d'élus locaux, qui veulent une décoration pour un chef d'entreprise em-

ployant tant de personnes sur sa commune, ou de grands chefs d'entreprise qui veulent récompenser du personnel méritant », confie un membre du cabinet. In extrémis, M. Borotra a réussi à glisser la candidature d'un ancien maître-imprimeur et d'une femme ingénieur-documentaliste.

PERSONNES DE L'OMBRE

Certains ministères se félicitent d'avoir distingué des personnes qui n'occupent pas une place de premier rang dans la hiérarchie administrative. Sans que cela diminue en rien le mérite des bénéficiaires, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils ont été remarqués parce qu'ils servent dans les allées du pouvoir. Mohamed Rabah, agent de service retraité, conférait les rapports de l'inspection générale de l'administration, fonction que le chef de l'IGA, Jean-François Lorit, considère comme « stratégique ».

Mireille Mallet, agent de catégorie B, est responsable du protocole à la préfecture des Bouches-du-

Rhône, poste qui la place en contact direct avec le représentant de l'Etat, dont elle organise les cérémonies. Simone Petruy (catégorie B) travaille au secrétariat général du gouvernement, tandis que Monique Jacques est chef de bureau à l'ENA.

Distinguer les vrais modestes relève, en effet, du défi, puisque ces personnes travaillent dans l'ombre et que personne ne les recommande. Font exception à cette règle les agents des douanes ou de la police, dont les états de service peuvent comporter des résultats spectaculaires. Ont ainsi été décorés Gérard Iglésias, douanier dans les Pyrénées-Orientales (lire ci-dessous), ou Michel Cadier, brigadier de police à Moissy-Cramayel, en Seine-et-Marne, grièvement blessé en 1995 dans une poursuite de véhicules volés.

Christian Rathat, anesthésiste-réanimateur et enseignant à l'université Paris-XIII, fait partie des « obscurs » que l'on voit rarement au Journal officiel. En 1991, Xavier Emmanuelli, qui n'était pas encore

secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, lui avait proposé d'aller fonder une école d'anesthésie au Cambodge. M. Rathat avait accepté, parce qu'il considère M. Emmanuelli comme « un personnage attachant, honnête intellectuellement et qu'on a envie de suivre ». Devenu ministre, M. Emmanuelli lui a attribué l'une des trois places de chevalier dont disposait son maigre contingent.

LE RANG ET LES SERVICES

Les ministères indiquent tous avoir fait un effort pour les femmes, dont M. Chirac avait dénoncé « l'implacable sous-représentation ». « La difficulté, souligne un chef de cabinet, c'est qu'elles s'arrêtent parfois pour élever les enfants et qu'elles n'ont pas toujours les quinze ans d'activité requis. Cette fois, la grande chancellerie a été moins regardante sur leur ancienneté ».

On trouve donc, à côté de femmes hauts-fonctionnaires, des femmes PDG ou consuls, des élus, des infirmières, des viticultrices, des femmes proviseurs et encore d'innombrables présidentes d'associations (Croix-Rouge, maladie de Parkinson, visiteurs de prison, services de soins à domicile...).

Compte tenu de sa faible représentation dans l'ordre de la Légion d'honneur, le deuxième sexe se trouve surtout au premier grade, celui des chevaliers. Au grade supérieur, les officiers comptent quelques célébrités, comme Sonia Rykiel, Marie Carven, Yvette Horner ou Perrine Pelen. Au grade de commandeur ne figure qu'une seule femme, Marie-Claire Franzini, née Scaramoni, vice-présidente du Comité d'action de la Résistance.

Tous les ministères promettent qu'ils feront mieux lors de la prochaine promotion de l'ordre du

Mérite, le 15 mai. François Mitterrand avait édicté des instructions analogues à celles de M. Chirac, en 1981 (Le Monde du 3 avril). Des hauts et des secrétaires avaient été décorés au début du premier septennat, mais l'ancien chef de l'Etat s'était plaint, par la suite,

Un décret de Bonaparte

La Légion d'honneur est le plus ancien des ordres nationaux, créé par décret du 29 floral an X (15 mai 1802) de Napoléon Bonaparte, premier consul. Devenu empereur des Français le 18 mai 1804, il a donné à l'institution son statut définitif et a procédé à la première remise solennelle d'insignes le 15 juillet 1804.

L'ordre national du Mérite a été créé par un décret du 3 décembre 1963, à l'initiative du général de Gaulle. Destinée à récompenser les « mérites distingués acquis, soit dans une fonction publique, civile ou militaire, soit dans l'exercice d'une activité privée », cette décoration a remplacé celles du Mérite social, commercial et industriel, artisanal, touristique, postal, sportif, de la santé publique, etc., qui préexistaient. Sont demeurés, cependant, le Mérite agricole, les Palmes académiques et le Mérite maritime. Il existe, en outre, un ordre des Arts et Lettres, ainsi que de nombreuses décorations militaires.

que les ministères reprennent les mauvaises habitudes et que les ordres récompensent les citoyens selon leur rang dans la société plutôt que pour leurs services.

Rafaële Rivalet

La « fabrication » d'une promotion

Huit mois avant une promotion, les chefs des cabinets ministériels demandent aux préfets de leur faire « remonter » des propositions de candidature. Ces hauts fonctionnaires ont tendance à distinguer les interlocuteurs naturels que sont, pour eux, les notables locaux, et ils prêtent une oreille attentive aux candidatures envoyées par des élus de la majorité. Les chefs des cabinets reçoivent aussi les propositions de l'administration. Les candidatures des agents de base sont souvent écartées au profit de celles des hauts fonctionnaires, qui conviennent de ce signe de réussite sociale et l'obtiennent à l'ancienneté.

A l'Elysée, c'est Bertrand Landrieu, directeur du cabinet de Jacques Chirac, qui s'occupe du dossier. Les propositions retenues sont transmises au Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, qui vérifie la validité des candidatures. Contrairement à une idée reçue, il n'est pas nécessaire de solliciter ni d'accepter une distinction pour en bénéficier.

Le douanier Iglésias récompensé pour son « flair »

PERPIGNAN de notre envoyée spéciale. Chez les gens « modestes », on se lève tôt. Dès 7 heures, revêtu de son uniforme bleu marine à bandes rouges, le douanier Iglésias est au travail sur la plate-forme autoroutière du col du Perthus, à 30 kilomètres de Perpignan. Il surveille le flux des voitures de tourisme qui, en provenance d'Espagne, pénètrent sur le territoire français.

A cette heure, un vent glacial pince les oreilles sous les képis, traverse les parkas et engourdit les pieds. « On voit le mont Canigou ! Ce n'est pas étonnant, avec cette tramontane ! », s'exclame l'un des trois douaniers qui travaillent avec Gérard Iglésias, avant de se réfugier quelques minutes dans une aubette, minuscule abri de verre et d'aluminium encastré.

M. Iglésias ne parle pas beaucoup, mais il a l'œil sur le trafic. Les douaniers devant faire des contrôles ciblés, et non plus systématiques, depuis le 1^{er} janvier 1993, il s'efforce de repérer les voyageurs suspects. « Huit fois sur dix, ce sont des marginaux qui n'ont pas d'emploi : il sait les reconnaître », précise, admiratif, l'un de ses supérieurs hiérarchiques. Le douanier Iglésias scrute les visages derrière les pare-brise. Soudain, il arrête une voiture, demande au chauffeur d'où il vient, où il va, examine ses papiers. « Tel passager dit qu'il vient de passer quinze jours de vacances à Barcelone, alors qu'il n'a pas de bagages. Il y a toujours quelque chose qui ne va pas dans les explications de ceux qui passent de la drogue », indique-t-il.

Lorsque quelque chose « cloche », le douanier Iglésias prie le chauffeur de se garer, pour inspecter sa voiture. Muni d'une longue torche et d'un tournevis, il se penche sous les sièges, examine le coffre à bagages, dévisse le cou-

vercle de la jauge à essence. Dès qu'il repère un écrou inutile, une trace de colle fraîche ou un morceau de mastic, il se dit qu'on a aménagé une cachette pour de la drogue. La plupart du temps, ses investigations lui donnent raison : il découvre des doubles fonds dans les coffres ou les réservoirs à essence, trouve des paquets de stupéfiants sous les pare-chocs ou les ailes des voitures. Il a, ainsi, saisi 7 tonnes de cannabis, 41 kilos de cocaïne ou d'héroïne, sans compter, en outre, 25 kilos d'or. Ses chefs disent de lui qu'il a le « flair du douanier ». Ses collègues l'appellent moins gentiment « le chien à deux potes ».

Son succès fait des envieux : les mauvaises langues disent qu'il a été distingué parce qu'il n'est pas syndiqué à la CGT

Agé de quarante-neuf ans, M. Iglésias exerce le métier de douanier depuis près de trente ans. Ce fonctionnaire est le fils d'un Espagnol antifranquiste, qui s'était réfugié en France en 1936, et d'une Française. Né à vingt kilomètres de Perpignan, Gérard ne voulait pas « rester agriculteur » comme son père. Il a passé le concours de préposé aux douanes, « parce que ça s'est présenté », et sa carrière a commencé à l'aéroport d'Orly.

Il s'est marié avec une fille de son village et a deux grands enfants. La construction de la plate-

forme autoroutière du Perthus, en 1976, lui a donné l'occasion de revenir au pays. Il y a fait construire une maison et ne veut plus en partir, quitte à laisser passer une promotion.

Agent de catégorie C, il gagne 12 000 francs par mois (dont 3 000 francs de primes), plus quelques « parts de saïse » lorsqu'il réussit des prises importantes. Les collègues de son « équipe » sont contents qu'il ait été nommé chevalier de la Légion d'honneur. « Pour une fois qu'on ne décorera pas une huille ! », s'exclame l'un d'eux. « Ça fait honneur à la profession ! », approuve un autre. Son succès fait aussi des envieux : les mauvaises langues disent qu'il a été distingué parce qu'il n'est pas syndiqué à la CGT, largement représentée dans sa brigade, et qu'il ne participe que mollement aux mouvements sociaux.

C'est la direction régionale des douanes qui l'a remarqué. Considérant qu'il s'agit d'un « professionnel hors pair, travailleur et discret », elle a présenté sa candidature à la direction générale, qui l'a soumise à la direction du personnel du ministère de l'économie et des finances, qui, elle-même, l'a transmise au cabinet du ministre.

M. Iglésias avait déjà été décoré de l'Ordre du Mérite en 1989. Cela n'a rien changé à sa vie de tous les jours, puisqu'il ne s'est jamais rendu aux assemblées générales de l'association départementale de l'Ordre. Modeste, il a craint de se « retrouver avec des notables ». Réservé, il a eu peur de se trouver pris dans un réseau d'invitations et de contreparties, mais il se dit « très honoré » de cette décoration. Il l'a d'ailleurs encadrée et accrochée, bien en évidence, à l'entrée de sa salle à manger.

R. Rs

L'éducation nationale distingue des femmes proviseurs

MICHELLE AMIEL n'est pas dupe. Elle se doute que, si elle a été distinguée dans la promotion de Pâques de la Légion d'honneur, c'est parce qu'elle est à la fois « femme » et « modeste », deux critères dont le président de la République a demandé qu'ils soient mieux pris en compte. Jacques Chirac veut aussi que les ordres nationaux retiennent mieux la société française en matière « d'enseignement, de recherche, de formation et de solidarité nationale ».

Le cabinet de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, indique que M^{me} Amiel, proviseur au lycée polyvalent Evariste-Galois de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, a été distinguée « parce qu'elle s'est attaquée à des choses difficiles, notamment lorsqu'elle était proviseur dans un établissement classé en ZEP (zone d'éducation prioritaire) : elle fait partie de ceux qui contribuent à réduire la fracture sociale ».

M^{me} Amiel pense plutôt que c'est son travail de militante pédagogique qui a été récompensé. Elle préside une association, le Cercle de recherche et d'action pédagogique, qui la met souvent en contact avec le ministère puisqu'elle sollicite subventions et décharges d'enseignement. « A la fin du mois de mars, à la sortie d'une réunion, un conseiller du ministre m'a informée qu'on allait proposer ma candidature au grade de chevalier de la Légion d'honneur. J'ai répondu que j'étais très honorée », raconte M^{me} Amiel. « Je ne cours pas après les honneurs, précise-t-elle.

Plusieurs centaines

de milliers de décorés

« Le Français est un monsieur décoré, qui ignore la géographie et qui a des parents à la campagne ». Le premier terme de cette définition humoristique trouve un fondement dans le nombre des titulaires des différentes distinctions créées ou conservées par la République.

● **Légion d'honneur** : on comptait 207 196 titulaires de la Légion d'honneur au 1^{er} janvier 1996, répartis dans les divers grades : chevalier, officier, commandeur, auxquels s'ajoutent deux dignités : grand officier et grand-croix.

● **Mérite** : l'ordre national du

Mérite comptait, au 1^{er} janvier 1996, 206 595 membres, répartis selon les mêmes grades et dignités que pour la Légion d'honneur. Les deux ordres ont le même chancelier : le général Gilbert Fourny, ancien chef d'état-major de l'armée de terre après avoir été le chef d'état-major particulier de François Mitterrand.

● **Palmes académiques** : organisé par un décret de 1955, mais héritier d'une distinction datant de 1808, l'ordre des Palmes académiques, destiné aux personnels de l'éducation nationale, peut accueillir chaque année un nouveau contingent de 7 570 chevaliers, 3 785 officiers et 280 commandeurs de nationalité française (les étrangers ne sont pas contingents).

● **Mérite agricole** : créé en 1883 pour récompenser les mérites acquis au service de l'agriculture, l'ordre du Mérite agricole peut accueillir chaque année 3 200 nouveaux chevaliers, 800 officiers et 60 commandeurs.

● **Mérite maritime et Arts et Lettres** : ces deux autres ordres ministériels, attribués et gérés par le ministère chargé de la marine marchande et par celui de la culture, récompensent, l'un, toutes les activités touchant à la mer ; l'autre, depuis 1957, les artistes et les écrivains, ainsi que les personnes contribuant au rayonnement culturel de la France. Les bénéficiaires de ces deux décorations sont en nombre inférieur à ceux des autres ordres.

R. Rs



La CFTC demande un « contrat de progrès » en faveur des familles

Alain Juppé réunit à Matignon une conférence pour définir une « politique forte »

Le premier ministre réunit lundi 6 mai à Matignon, conformément à un engagement pris à la fin de l'année 1995, une conférence nationale

sur la famille. Alain Juppé note dans la lettre d'invitation aux participants que « notre pays a besoin d'une politique familiale forte, qui

prenne mieux en compte l'ensemble des préoccupations des familles ». La CFTC a fait au gouvernement des propositions précises.

DÉCIDÉ après le sommet social du 21 décembre 1995, la conférence nationale sur la famille qui réunit à Matignon, lundi 6 mai, l'ensemble des partenaires sociaux, le mouvement familial et des élus, aura plus pour objectif de définir un « catalogue de mesures », a précisé, jeudi 2 mai, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, pour éviter tout malentendu. Cette mise au point n'était pas de nature à troubler Alain Juppé, pour lequel la tenue de cette conférence constitue en soi « un vrai succès ». C'est en effet avec un catalogue de revendications très raisonnables que le président de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) se rendra à Matignon.

Des cinq centrales syndicales représentatives, la CFTC est la seule

à avoir donné son point de vue avant la réunion. Ce n'est pas une surprise étant donné la place majeure qu'occupe la question des familles dans les centres d'intérêt de la centrale chrétienne. L'affirmation d'« une ambition pour la famille », des décisions gouvernementales prises en fin d'année après avoir été préparées dans le cadre d'ateliers, voire une première annonce qui pourrait concerner soit les jeunes parents adultes, soit les familles nombreuses : tout cela formerait un canevas qui conviendrait parfaitement à la CFTC. « Si le premier ministre a l'intention de nous annoncer des mesures concrètes rapides », a-t-il expliqué « le 2 mai, en citant en exemple « le dégel des prestations familiales, ou des mesures pour les grands enfants à charge ».

Mais M. Deleu a surtout insisté pour que Matignon tienne les engagements pris par le gouvernement précédent et pour qu'il offre une « vision dans la durée » pour les familles. La conférence devra montrer « une ambition » pour la famille et non « un repli stratégique ». « C'est une politique globale que les familles attendent », car elles sont « au cœur » de l'environnement socio-économique : « Travail, formation, exclusion, retraite, fiscalité, modernisation de l'école, démographie ». De plus, les familles ont perdu « 25 % de leur pouvoir d'achat en vingt ans », a-t-il précisé, en affichant un souci particulier pour les classes moyennes, sur lesquelles est prélevé l'essentiel de la fiscalité.

M. Deleu a rappelé l'urgence de « conciliation de la vie familiale et professionnelle », d'une « maîtrise

du temps », qui passera par « l'aménagement et la réduction du temps de travail » mais aussi par la mise en place d'une « allocation de libre choix ». Avancant l'idée de « contrat de progrès », la CFTC demande aussi des engagements en matière de prestations-logement, et de mise en place d'un « statut parental » (formation, protection sociale, retraite, veuvage...).

Alors que selon un sondage IFOP publié par le Pèlerin Magazine, 73 % des Français seraient favorables à des allocations familiales calculées en fonction du revenu, la CFTC a rappelé son opposition à toute imposition des allocations familiales ou à leur modulation en fonction des ressources.

Elle est aussi « fermement opposée » à la remise en question du quotient familial. Sur ces points, M. Deleu a reçu le renfort de M. Viamet. Le secrétaire général de la CGT a en effet réitéré, jeudi 2 mai, son hostilité à une modulation des allocations familiales en fonction du revenu. « Nous restons partisans d'allocations familiales attribuées par rapport au nombre d'enfants et non par rapport au revenu, car, en définitive, on aboutirait très vite à une autre forme d'inégalité », a déclaré M. Viamet.

La réunion du 6 mai devrait déboucher sur la mise en place de quatre ou cinq ateliers de travail (dont un vraisemblablement consacré à la fiscalisation des allocations familiales), qui devront faire émerger des mesures concrètes. Selon la CFTC, ce calendrier rend indispensable une « réunion conclusive » en fin d'année.

Alain Beauvillier

Le FLNC-canal habituel s'affirme prêt à se dissoudre

VINGT-CINQ HOMMES en cagoule, se réclamant du mouvement nationaliste corse FLNC-canal habituel, ont tenu, vendredi 3 mai au soir, une conférence de presse clandestine, en Corse du Sud, pour se dire prêts à « prononcer l'autodissolution immédiate » du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) si le gouvernement met en œuvre « l'autonomie interne, la disparition des conseils généraux, la reconnaissance du peuple corse et l'enseignement obligatoire de la langue et de la culture corses ». En guerre ouverte depuis l'éclatement du FLNC, au début des années 90, avec leurs rivaux du canal historique, qui, le 12 janvier, avaient réuni dans le maquis quelque six cents militants puissamment armés, les militants du canal habituel ont déclaré que, vingt ans après la création du FLNC, le 5 mai 1976, ils « tendent la main au chef de l'Etat et à son gouvernement ». Par ailleurs, un commerçant, Jacky Massoni, a été tué par balles, vendredi soir, à Bastia. Son ou ses agresseurs ont pris la fuite.

Deux nouveaux cas de « vaches folles » dans l'ouest de la France

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES VÉTÉRINAIRES et alimentaires (CNEVA) a annoncé, vendredi 3 mai, que deux nouveaux cas de « vaches folles », concernant des animaux de six ans et demi et de huit ans, ont été détectés dans les Côtes-d'Armor et dans la Manche. Cinq cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ont d'ores et déjà été enregistrés en France en 1996 ; depuis l'apparition de la maladie, il y a six ans, le nombre de cas recensés dans l'Hexagone s'élève désormais à 18, dont la grande majorité en Bretagne.

L'animal contaminé dans les Côtes-d'Armor, une vache limousine, est le premier cas de bête de race à viande touchée. Les milieux professionnels, vétérinaires et administratifs, n'ont pas été surpris par cette annonce, des animaux nés avant juillet 1990, date d'interdiction d'incorporation de farines de viande dans les aliments du bétail, étant encore présents dans les troupeaux.

DÉPÊCHES

■ ÉLECTIONS SÉNATORIALES : le Conseil constitutionnel a annulé, vendredi 3 mai, l'élection au Sénat de Claude Haut (PS) dans la Vaucluse. Maire de Vaison-la-Romaine et conseiller général du Vaucluse, M. Haut avait été élu au second tour, le 24 septembre 1995, avec 375 voix, contre 374 à Jacques Bérard (RPR), sénateur sortant. Le Conseil a jugé qu'il n'était « pas en mesure de s'assurer de la sincérité des opérations électorales du fait de la disparition d'une liste d'émargement ».

■ « AFFAIRE » GARAUDY : Jean-Yves Le Gallou, député européen et président du groupe Front national au conseil régional Ile-de-France, a déclaré, vendredi 3 mai, que « Roger Garaudy serait aujourd'hui fondé à demander le droit d'asile à l'étranger ». Selon M. Le Gallou, la « campagne de presse actuelle » contre l'écrivain, mis en examen à la suite de la parution d'un livre aux thèses révisionnistes, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, « relève de la persécution politique ».

■ CHASSE : Alain Juppé a rappelé, vendredi 3 mai, à Bordeaux, que la pratique « traditionnelle » de la chasse à la tourterelle, dans le Médoc, est « une activité totalement illégale ». « Ce n'est pas une chasse, c'est du braconnage. Je crois que les vrais chasseurs, ceux qui respectent la loi, ne l'approuvent pas. Donc, je souhaite que la loi soit respectée », a ajouté le maire de Bordeaux.

Jacques Chirac souligne que la professionnalisation ne constitue pas une « critique » des appelés

DRAGUIGNAN de notre correspondant

Deux mille huit cents hommes, une cinquantaine d'hélicoptères, des pièces d'artillerie et treize chars Leclerc ont été engagés, vendredi 3 mai, sur le polygone de tir de Canjuers, dans le Var, à l'occasion de la première visite de Jacques Chirac à l'armée de terre. Le président de la République était accompagné du ministre de la défense, Charles Millon, et du général Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre. Il a salué « la compétence, le dynamisme, le haut niveau de technicité » de l'armée de terre, assurant les cadres présents, issus du corps d'armée de Lille, que c'est « pour préserver ces qualités » qu'il a décidé de la professionnalisation.

Six phases successives d'un exercice consacré au renseignement ont été organisées, sous l'égide d'artillerie, à l'heure de la professionnalisation, au sein de groupes en opération et en mission spéciale, à la mobilisation des moyens terrestres ont été suivies, pendant près de quatre heures, par M. Chirac. Les moments les plus spectaculaires ont été l'intervention des commandos de recherche et d'action en profondeur (CRAP) de la 11^e division parachutiste, des tris d'artillerie de 155 et de lance-roquettes multiples. Le coût de cet exercice, qui devait être plus important à l'origine, est estimé à 22 millions de francs.

Dans une allocution aux troupes, dont la teneur a été diffusée a posteriori par le Sirpa, puisque la presse et les caméras de télévision n'étaient pas présentes,

le président de la République s'est voulu rassurant, « en cette période de grands changements ».

Soulignant la nécessité d'une réforme des armées, comme il l'avait fait le 23 février à l'Ecole militaire, M. Chirac a expliqué qu'il entend rencontrer, écouter et, aussi, rassurer les cadres de l'armée et les hommes du rang.

DÉCISIONS ANNONCÉES « À L'ÉTÉ »

« Il faut, a-t-il déclaré, que les choses soient dites clairement : la professionnalisation de l'armée de terre n'est pas une critique de nos appelés, auxquels je rends hommage ; mais d'autres formes de menaces plus insidieuses, comme le terrorisme, relèvent d'autres moyens ». « Ce qui est en cause aujourd'hui », a ajouté le chef de l'Etat, c'est la recherche du meilleur rendement de l'efficacité opérationnelle ».

M. Chirac a précisé que les dissolutions et transferts d'unités « seront annoncés à l'été ». « Je veillerai à ce qu'ils ne soient pas remis en cause », a-t-il précisé. Pour construire l'armée « efficace de demain », il faudra « recruter des jeunes de qualité à un rythme plus élevé que par le passé », a indiqué le chef de l'Etat. « L'armée de terre saura relever ce défi, a-t-il assuré, et je suis heureux qu'elle ait décidé d'ouvrir ses rangs à un plus grand nombre de jeunes femmes. Il n'empêche que le nombre actuel de régiments de combat - 124 - devrait être ramené à 85, au pire à 83. »

Jean-Paul Giraud

Les agriculteurs du Centre, du Bassin parisien et de l'Est s'inquiètent de la sécheresse observée depuis octobre

LES QUELQUES PLUIES qui sont tombées jeudi 2 et vendredi 3 mai sur le Bassin parisien n'ont pas été suffisamment abondantes pour calmer les inquiétudes qui commencent à se manifester chez les agriculteurs d'une bonne partie des régions situées au nord d'une ligne Saint-Brieuc-Briançon, notamment ceux de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, de l'Est, du Bassin parisien, de la région Centre, de la Lorraine et de certains départements normands.

Entre octobre et fin avril, période pendant laquelle se rechargent les nappes phréatiques, le déficit relevé oscille, pour ces zones, entre 30 % et 50 %, indique-t-on à Médoc France. A Abbeville, dans la Somme, alors que la moyenne normale est de 434 millimètres sur cette période, les comptages ne relèvent que 184 millimètres. Dans les chambres d'agriculture, qui ont chacune un service agronomique, on évoque, sans céder toutefois à la panique, la grande sécheresse de 1976, qui avait commencé, elle aussi, par un déficit pluviométrique d'hiver important. Si le printemps et l'été de cette année ressemblent à ceux de 1976, on pourra parler de calamité.

Dans le Loiret, le préfet a pris un arrêté interdisant l'arrosage des cultures pendant vingt-quatre heures durant le week-end. Une décision analogue avait été prise par son collègue d'Eure-et-Loir. Le niveau de la nappe phréatique située sous le sol de Beauce et à cheval sous cinq départements a beaucoup baissé. « Pendant les douze derniers mois, il nous manque un tiers des précipitations habi-

tuelles », explique le directeur de la chambre du Loiret, Pierre Rouschemeyer. Pour que le maïs et les betteraves, semés il y a peu, lèvent, il faudrait de l'eau maintenant.

La situation semble encore plus préoccupante en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais, puisque avec un déficit de 200 millimètres par rapport à une période normale on est à un minimum jamais observé sur une période janvier-avril, selon un agronome de la chambre régionale à Amiens. Conséquence : le blé, semé à l'automne, végète. Le potentiel de croissance des plantes est déjà altéré, et les paysans, qui avaient tablé sur un rendement d'environ 80 quintaux à l'hectare, n'en espèrent plus que 75, au mieux, quand s'achèveront les moissons. « Le blé est court, il ne sort pas vite. Il souffre, selon notre jargon, de "stress hydrique" », ajoute un technicien.

MANQUE DE FOURRAGE

Les engrais azotés ne peuvent jouer leur rôle puisque, faute de pluie, ils n'ont pas pu s'infiltrer en profondeur. Les experts qui suivent la croissance des plantes sont obligés de modifier les paramètres et de réviser les logiciels. Comme le blé, les pois protéagineux souffrent du manque d'eau. En revanche, le colza, planté il y a déjà plusieurs mois et assez fortement enraciné, résiste.

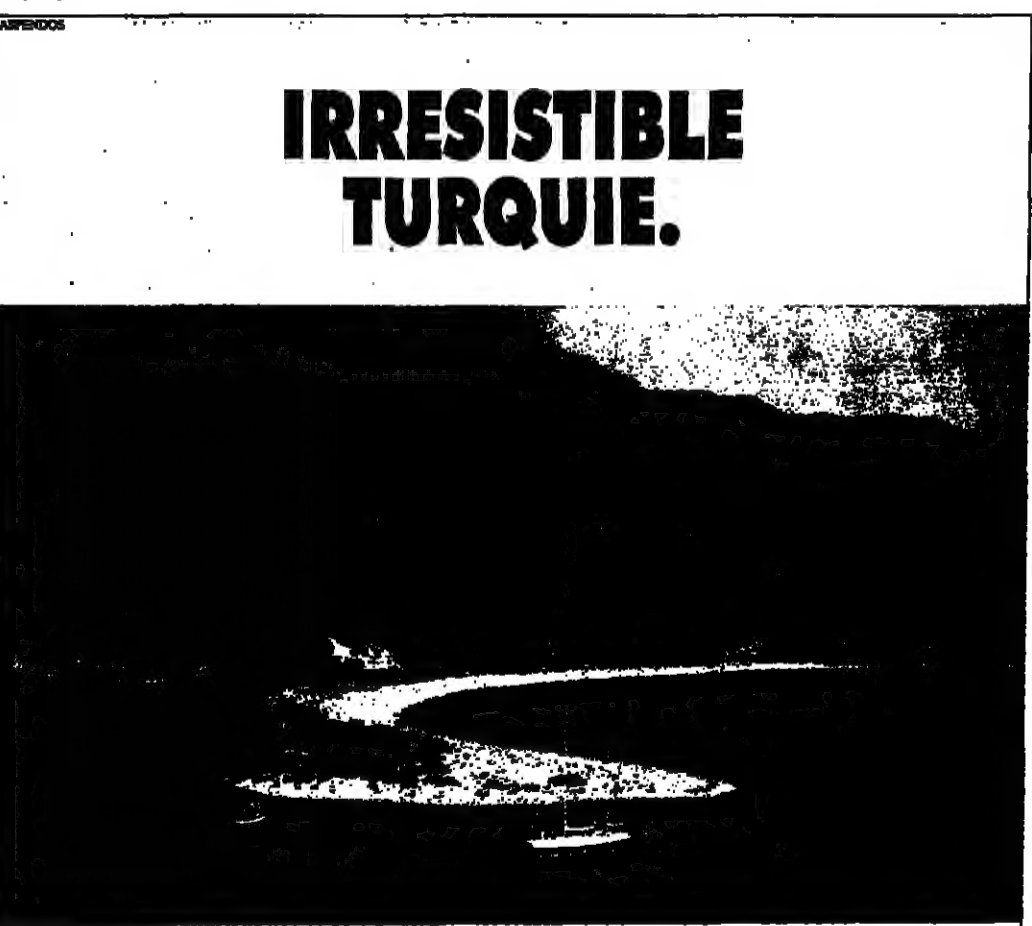
Terres du champagne, les vignobles de la Marne et de l'Aube viticoles n'inspirent, eux, pas de soucis immédiats, car la sécheresse n'a jamais été maléfique pour la qualité des vins d'appellation, bien au contraire. En revanche, les

grandes cultures auraient besoin d'être arrosées. Le tournesol et le maïs destinés à l'alimentation animale, semés fin mars, lèveront mal s'il ne pleut pas, et leur maturation risque d'être perturbée.

A la chambre d'agriculture de la Meuse, on évalue à 50 % le déficit pluviométrique. La situation est délicate mais pas encore franchement préoccupante. « S'il ne pleut pas correctement dans les huit jours, les problèmes graves apparaîtront, car nous sommes dans une période clé : c'est maintenant que se constituent, selon les règles de la génétique végétale, les différents composantes du futur rendement d'une plante », explique un technicien agronome à Bar-le-Duc. Cependant, le phénomène de sécheresse est heureusement compensé par un très bon enracinement, ce qui permet aux plantes d'aller chercher de l'eau en profondeur, sauf dans les sols collantueux.

Dans les régions de prairies (Haute-Marne, Morvan), le manque d'eau, s'il se prolonge, aura aussi des conséquences fâcheuses sur la pousse de l'herbe. C'est en effet à la mi-mai que les agriculteurs commencent à couper le foin qui sera ensilé et mis en réserve pour nourrir les animaux ; mais cette herbe pousse mal. Comme ces régions d'embouche et d'élevage extensif sont aussi celles qui souffrent le plus de la mévente de bovins, à cause de la crise de la « vache folle », on peut craindre que la conjonction des deux phénomènes ne crée des situations graves.

François Grosrichard



Somptueuse, la fameuse Croisière Bleue à bord d'une de ces traditionnelles goëlettes turques...

Des milliers de kilomètres de plage, des mers limpides, une nature belle à couper le souffle, des paysages d'une grande diversité et, partout, des sites archéologiques comme Ephèse, Pergame, Aphrodisias, Didymes... témoins des civilisations qui se sont succédé. Unique au monde, le Bosphore : cet endroit magique où l'Orient et l'Occident se rencontrent.

Unique au monde, le palais de Topkapi, avec ses fabuleux trésors.

Uniques au monde, la Cappadoce avec ses surprenants paysages lunaires, Pamukkale, avec son spectaculaire "château de coton" érigé par la nature.

Une infrastructure hôtelière moderne, confortable, une cuisine parmi les meilleures du monde, des possibilités de shopping à des prix très avantageux...

Et tout autour de vous, cette gentillesse, ce sens de l'hospitalité typiques de la Turquie.

TURQUIE

La Turquie parle à votre cœur.

Service d'information de Turquie - 102 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris
Tél. 45 62 78 68 - 3615 Turquie

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1996

JUSTICE Le garde des sceaux, Jacques Toubon, a demandé, vendredi 3 mai, au procureur général de Paris d'engager des poursuites contre trois organes de presse - *Libération*, *Le Monde* et *Minute* - pour « diffamation publique envers des fonctionnaires publics ». Ces journaux avaient publié des informations relatives au dossier de la

petite Lauriane Kamal, qui avait dénoncé à plusieurs reprises les violences et abus sexuels dont elle aurait été victime lors de « fêtes » à caractère pédophile. ● UN NOU-

veau témoignage, produit par la famille Kamal, tend à illustrer, une nouvelle fois, les soupçons de partialité de magistrats niçois dans cette affaire. ● DANS UNE ATTESTATION

destinée à la justice, le président du CIDE fait état des pressions qui auraient été exercées sur un médecin-expert ayant eu à examiner la petite Lauriane.

destinée à la justice, le président du CIDE fait état des pressions qui auraient été exercées sur un médecin-expert ayant eu à examiner la petite Lauriane.

M. Toubon poursuit la presse pour défendre la magistrature niçoise

Le garde des sceaux a demandé au procureur général de Paris d'engager une procédure contre « Le Monde », « Libération » et « Minute » pour des articles ayant relaté des accusations impliquant les milieux judiciaires dans une affaire de pédophilie

DEUX FAITS nouveaux sont venus relancer, vendredi 3 mai, le débat sur le traitement judiciaire du dossier de la petite Lauriane Kamal, dont les parents, divorcés, se disputent la garde depuis quatre ans, et qui a dénoncé, à plusieurs reprises, des violences et abus sexuels dont elle aurait été victime. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, a demandé au procureur général de Paris d'engager des poursuites pénales contre trois organes de presse - *Libération*, *Le Monde* et *Minute* - pour « diffamation publique envers des fonctionnaires publics ». Ces journaux avaient successivement publié des informations relatives à cette affaire, notamment l'évocation, par la petite fille, de « fêtes » à caractère pédophile auxquelles auraient pris part « des juges de Nice » (*Le Monde* du 9 avril).

Dans la même journée du 3 mai, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui devait examiner la décision de « placement à titre provisoire » de

Lauriane, contre laquelle sa mère, Marie-Pierre Guyot, avait interjeté appel, a renvoyé l'examen du dossier au 17 mai : les avocats de la famille de Karim Kamal, le père de la fillette, ont protesté contre la présence, dans le dossier de la cour et dans celui de leur adversaire, d'un document qui ne leur avait pas été communiqué. Selon les défenseurs de la famille Kamal, cette « omission » irait au-delà d'une simple question de procédure. Le document en question est en effet le texte du communiqué du procureur général d'Aix-en-Provence, daté du 24 avril, dans lequel ce dernier annonçait le « classement sans suite » de l'enquête préliminaire ouverte par le parquet de Nice sur l'existence éventuelle d'un réseau pédophile. Cette enquête avait été ouverte par le procureur de Nice, Jean-Jacques Zimhe, au mois de décembre, et confiée à la PJ de Marseille.

Dans son communiqué, le procureur général d'Aix-en-Provence

évoquait les « investigations approfondies » qui avaient conduit à ce classement. Aucun des quatre enfants ayant dénoncé des abus sexuels n'a pourtant été entendu par la justice. Trois d'entre eux sont aujourd'hui réfugiés à l'étranger, et Lauriane Kamal demeure introuvable depuis le 1^{er} mars, date à laquelle sa mère avait reçu l'ordre du juge des enfants de Grasse, Marie-Agnès Murciano, de la conduire dans un foyer de la direction des actions médicales et sociales (DAMS). Dans sa décision du 3 mai, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné la communication à sa procédure du dossier de cette enquête préliminaire. Ainsi pourra-t-on savoir quelles sont les « investigations approfondies » auxquelles faisait référence le procureur général.

C'est en tout cas au lendemain de ce classement sans suite qu'une trentaine de magistrats du tribunal de Nice s'étaient réunis, le 25 avril, en assemblée générale, afin de de-

mander au ministre de la justice d'« engager toute poursuite pénale qui s'impose » contre les organes de presse ayant publié « les allégations gravement attentatoires à leur honneur » (*Le Monde* du 27 avril).

« BEAUCOUP D'APPUIS »

Dans la matinée du même jour, Marie-Pierre Guyot, la mère de Lauriane, avait téléphoné au *Monde*, pour se féliciter du classement de l'enquête préliminaire. « Maintenant, on va régler les comptes », nous avait déclaré M^{me} Guyot, alternant menaces et protestations de bonne foi, parlant d'« envoyer le milieu » contre certains journalistes et accusant son ancien mari, Karim Kamal, aujourd'hui réfugié aux États-Unis et sous le coup de nombreuses condamnations par défaut, de l'avoir évincée qu'il utilisait « les pires méthodes pour [la] briser ». Au cours de cet entretien téléphonique, la mère de Lauriane nous avait confirmé avoir mis sa fille « à l'abri », tout en refusant de nous communiquer ses coordonnées personnelles. Elle avait par ailleurs affirmé disposer de « beaucoup d'appuis », qu'elle était « en contact avec M. Toubon » et qu'elle s'entretenait - ou de cette affaire. Interrogé par *Le Monde*, le cabinet du garde des sceaux a formellement démenti. « Tout contact » avec M^{me} Guyot, tant pour ce qui concerne le ministre lui-même que ses collaborateurs.

Persistant à dénoncer la « partialité » de la justice niçoise, la famille Kamal a, de son côté, produit un nouveau témoignage. Un barman, employé d'un café situé sur la promenade des Anglais, déclare par écrit avoir « remarqué deux femmes » dans cet établissement,

dans la soirée du 29 février, et affirme, d'après photographies, qu'il s'agit de M^{me} Guyot et d'un magistrat niçois ayant eu à connaître de l'une des nombreuses procédures engagées dans l'« affaire Kamal ». Selon ce témoin, qui a récemment réitéré ses déclarations sur FR 3-Côte d'Azur, les deux femmes auraient « téléphoné lon-

sentée. Sollicité par *Le Monde*, le magistrat en question a formellement démenti avoir « jamais rencontré M^{me} Guyot dans un café, pas plus le 29 février qu'à une date quelconque ».

M^{me} Guyot nous avait, en revanche, confirmé s'être trouvée dans ce café, mais en affirmant y avoir retrouvé une cousine. Un do-

Pressions sur un médecin-expert

Dans une attestation rédigée le 1^{er} mai et destinée à être produite en justice, le président du Comité international pour la dignité de l'enfant (CIDE), Georges Glaz, fait état du témoignage de l'un des médecins-experts ayant constaté, le 20 novembre 1993, des ecchymoses sur le corps de Lauriane Kamal. « Ce dernier m'a appris, écrit M. Glaz, qu'après avoir examiné l'enfant, il avait reçu un coup de téléphone du procureur de Nice, M. Aumérat. Il précise qu'il a demandé le médecin lui avait indiqué que cet appel avait eu pour objet de lui demander de « minimiser le cas ». Selon M. Glaz, le médecin aurait « ajouté avoir été très étonné par ce coup de téléphone, qui va à l'encontre de toutes les pratiques habituelles ».

Paul-Louis Aumérat, aujourd'hui procureur général à Montpellier, a déclaré au *Monde* qu'il ne se « souvient pas d'un tel appel », au demeurant « habituel » selon lui. Au juge des enfants de Grasse, M^{me} Murciano, l'expert avait déclaré sur procès-verbal, le 21 décembre 1995, avoir reçu un appel d'« un magistrat » : « Sa démarche, avait-il précisé, était d'obtenir de moi des précisions sur mes déclarations écrites, que j'ai considérées alors comme suffisantes. »

guement » d'un poste situé à l'intérieur du café.

Ce témoignage a en fait été obtenu grâce à un détective engagé par la famille Kamal, quelques heures après la décision du juge des enfants de Grasse de faire placer Lauriane dans un foyer. Ce détective a suivi M^{me} Guyot et a assisté à sa rencontre avec cette seconde femme. C'est à partir de la description de cette dernière effectuée par le témoin - « la cinquantaine, brune, cheveux mi-longs, grosses lunettes » - que la photo d'un magistrat niçois lui a été pré-

sentée - dont *Le Monde* s'est procuré la copie - attestée en tout cas qu'un appel fut passé, le 29 février au soir, à partir du publicophone de ce café, à destination de Rome, en Italie. Le numéro appelé était celui du beau-père d'un autre magistrat, membre du parquet de Nice, ayant eu lui aussi à connaître, par ses fonctions, le dossier de la petite Lauriane. Peut-il réellement s'agir d'une coïncidence ou faut-il croire M^{me} Guyot, lorsqu'elle prétend disposer de « beaucoup d'appuis » ?

Hervé Gattegno

COMMENTAIRE

JUSTICE ET SOUPÇON

Sous le titre « Une affaire de pédophilie embarrasse la justice niçoise », *Le Monde* avait relaté les grandes lignes de l'« affaire Kamal » et énoncé quelques-unes des questions que pose, sur la fonctionnement de l'institution judiciaire, le traitement de ce dossier. Pour avoir relaté ces faits, *Le Monde* sera poursuivi en justice, sur ordre du garde des sceaux, M. Toubon s'appuyant sur la décision du parquet de Nice de classer « sans suite » l'enquête préliminaire qui avait été ouverte après les déclarations de

plusieurs enfants, mettant en cause des « juges » dans un possible réseau pédophile.

Au prix d'un raisonnement tendant du sophisme, M. Toubon estime que la décision administrative - non susceptible d'appel - de refuser une enquête veut absolution. Alors même qu'une enquête préliminaire, contrôlée par le parquet, n'offre pas les garanties du « contradictoire ». Plusieurs enfants ont pourtant accusé des magistrats, plusieurs experts ont constaté des traces de violences sur le corps d'une fillette de cinq ans. Que la police n'ait pas pu démontrer l'existence d'un réseau pédophile n'efface pas ces faits. Les dys-

fonctionnements de la justice niçoise dans cette affaire restent patents et demandent à être expliqués.

Deux semaines après avoir ordonné des poursuites après la publication d'un article du *Monde* sur l'affaire Gigastorage, M. Toubon récidive. Dans les deux cas, plutôt que de chercher à mettre en évidence d'éventuelles anomalies dans le comportement des juges, il choisit comme seul moyen de défendre l'honneur de la justice, de s'en prendre à la presse. Les juges seraient-ils au-dessus de toute forme de critique ?

Franck Nouchi

Mgr Gaillot refuse les ministères que lui proposent les évêques

JACQUES GAILLOT ne veut pas des ministères qu'on lui propose. Dans un texte adressé au *Monde* vendredi 3 mai, l'ancien évêque d'Evreux refuse les trois suggestions qui lui ont été transmises à la mi-janvier par Mgr René Picardet, évêque d'Orléans, chargé par le conseil permanent de l'épiscopat français de trouver avec le prélat, écarté de sa charge en janvier 1995, un terrain d'entente et les voies d'une réintégration. Mgr Gaillot s'était vu proposer de prendre la responsabilité de grosses aumônes, soit dans un hôpital psychiatrique du Val-de-Grasse, soit dans un hôpital de l'Essonne, soit à la prison de Fresnes (Val-de-Marne).

« Des amis ont souligné qu'en acceptant une de ces charges très pénibles j'allais manquer à beaucoup, en France et à l'étranger, explique l'ancien évêque d'Evreux dans son texte. Ils pensaient aux croyants qui se sont levés depuis janvier 1995 dans un esprit commun de solidarité avec les exclus et de renouveau avec l'Eglise. N'était-ce pas me dérober à une responsabilité plus large qui peut rejoindre aujourd'hui et demain la foule de celles et ceux qui sont marginalisés, oubliés, niés ? »

AUPRÈS DES EXCLUS

Evêque ex paribus de Partenia, diocèse algérien aujourd'hui disparu, Jacques Gaillot continue donc de poser problème à la hiérarchie catholique, en souhaitant implicitement obtenir une charge épiscopale correspondant à son charisme auprès des exclus. Cette charge ne répond en effet ni au droit ni à la tradition de l'Eglise, où la charge de l'évêque s'exerce sur une portion de territoire de l'Eglise, et non sur des catégories sociales. Créer un « évêque aux exclus », avait-on fait remarquer dans les rangs de l'épiscopat au lendemain de sa visite au pape, le 21 décembre 1995, serait ouvrir la voie à un morcellement des communautés (*Le Monde* daté 24-

25 décembre 1995). Installé depuis février au siège de son association de soutien, Partenia 2000, au 131, rue Cardinet à Paris (17^e arrondissement), Mgr Gaillot dit donc son attachement à ce statut hors normes, qu'il a entretenu notamment durant son année passée rue du Dragon, « au milieu des familles sans logis, des sans-papiers » : une situation, rappelle-t-il, « qu'il n'avait pas choisie ». « Les exclus eux-mêmes, avance-t-il, qui ont totalement soif de dignité, seraient sensibles à une reconnaissance de mon travail avec eux par les évêques. »

« Coprésident de l'association

Droits devant et président de Droit au logement (DAL), j'ai été amené, témoigne Mgr Gaillot, à participer à de nombreuses luttes pour défendre la dignité et les droits de celles et ceux que la société délaisse. En particulier des étrangers sans papiers qui sont jetés dans la clandestinité et le désespoir. Et le prélat de demander : « Ce combat contre l'exclusion n'est-il pas aussi celui des Eglises ? »

« Maintenant évêque de Partenia, poursuit l'ancien évêque d'Evreux, c'est à un diocèse immense, à un peuple nombreux que j'ai affaire. Partenia, c'est partout

(...). Chaque jour, tant d'appels me rendent sensible à la détresse des pauvres... La tâche est considérable. Tous les organismes et associations sont débordés face à ce grand enjeu de société. En ce domaine, personne ne peut avoir le monopole de la lutte contre l'exclusion. »

« Le dialogue continuera avec les évêques », affirme cependant Mgr Gaillot, qui, après une visite de deux jours en Belgique, devait se rendre, lundi 6 mai, à Paderborn (Allemagne) pour y rencontrer le théologien allemand Eugen Drewermann.

Jean-Michel Dumay

La FSU met en garde contre une tentative d'« atteinte au service public d'éducation »

ALORS qu'elle prépare des « rencontres nationales pour l'éducation » qui auront lieu le 16 mai à Paris, la Fédération syndicale unitaire (FSU) a adressé une sérieuse « mise en garde » à propos de la commission de réflexion sur l'école. Son secrétaire général, Michel Deschamps, a rencontré le président de la commission, Roger Fauroux, et le rapporteur général, Georges Chacornac, durant deux heures, vendredi 3 mai. A l'issue de cette entrevue, le responsable de la FSU a indiqué que, « si elles se confirmaient, les premières propositions du rapport de la commission constituent une véritable atteinte au service public d'éducation ».

« Non seulement nous exprimons notre total désaccord, mais ce serait une source de conflit avec la première fédération enseignante », a-t-il ajouté. Loin de les avoir rassurés, les propos de M. Fauroux ont, semble-t-il, conforté les dirigeants de la FSU dans cette crainte.

Si ce n'est pas la première fois qu'ils s'entretenaient avec Roger

Fauroux, les responsables de la FSU n'ont eu revanche jamais été entendus par la commission dans son ensemble. « Nous constatons qu'aucune des propositions que nous lui avons présentées n'a été retenue. »

Au contraire, Michel Deschamps a cru percevoir dans ces discussions « une volonté de réduction des ambitions fortes de la scolarité obligatoire avec l'organisation d'une baisse de niveau ». Selon lui, « M. Fauroux prépare une réforme de l'éducation nationale précise et cohérente qui, si elle est mise en application, signifie la destruction du service public et surtout un nivellement par le bas de l'éducation. »

TABLEAU NOIR

Plus généralement, la FSU s'inquiète des effets de la « campagne actuelle qui vise à noircir le tableau du système éducatif ». Surtout, elle regrette que les « idées des acteurs eux-mêmes, les enseignants et les personnels, n'apparaissent pas dans ce débat ». Ce devrait être l'objectif de la rencontre du 16 mai, qui

précéderait une manifestation nationale prévue le 1^{er} juin. Après avoir été parmi les acteurs en pointe du mouvement social de décembre, la FSU entend donc reprendre l'offensive sur le strict terrain éducatif.

La publication des résultats des évaluations des élèves entrant en CE2 et en sixième (*Le Monde* du 3 mai) lui en a déjà donné l'occasion. Certes, comme le reconnaît Daniel Bret, secrétaire général du syndicat des instituteurs, le SNUipp, « il ne s'agit pas de constater que l'école produit trop d'échecs ». Mais il s'inquiète d'une interprétation qui pourrait servir de prétexte pour justifier des réponses dangereuses accentuant les inégalités. Quant au Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), il estime que « la situation d'exclusion dans laquelle des jeunes ont toutes les chances de se retrouver nécessiterait des mesures de grande ampleur qui ne sont pas prises ».

Michel Delberghe

Quatre ans de prison requis contre Philippe de Canson

LE PROCUREUR de la République de Toulon a réclamé, vendredi 3 mai, une peine de quatre ans d'emprisonnement, dont un ou deux avec sursis, contre le député (RPR) du Var, Philippe de Canson, poursuivi pour prise illégale d'intérêt en tant qu'élu. Le magistrat a également demandé contre le successeur de Yann Piat, assassiné le 25 février 1994 à Hyères, une interdiction d'exercer toute activité publique, professionnelle ou sociale. La justice reproche au député d'avoir favorisé l'obtention d'une subvention du conseil général pour la construction d'une maison de retraite appartenant à sa femme et à son fils. Soulignant qu'une des pistes de l'enquête sur le meurtre de Yann Piat aboutissait à cette fameuse maison de retraite, le procureur a dénoncé « une véritable oméga entre la pègre et une partie du microcosme politique ». L'avocate de M. de Canson, M^{me} Frédérique Pons, a réclamé la relaxe de son client en dénonçant « une affaire montée en épingle ».

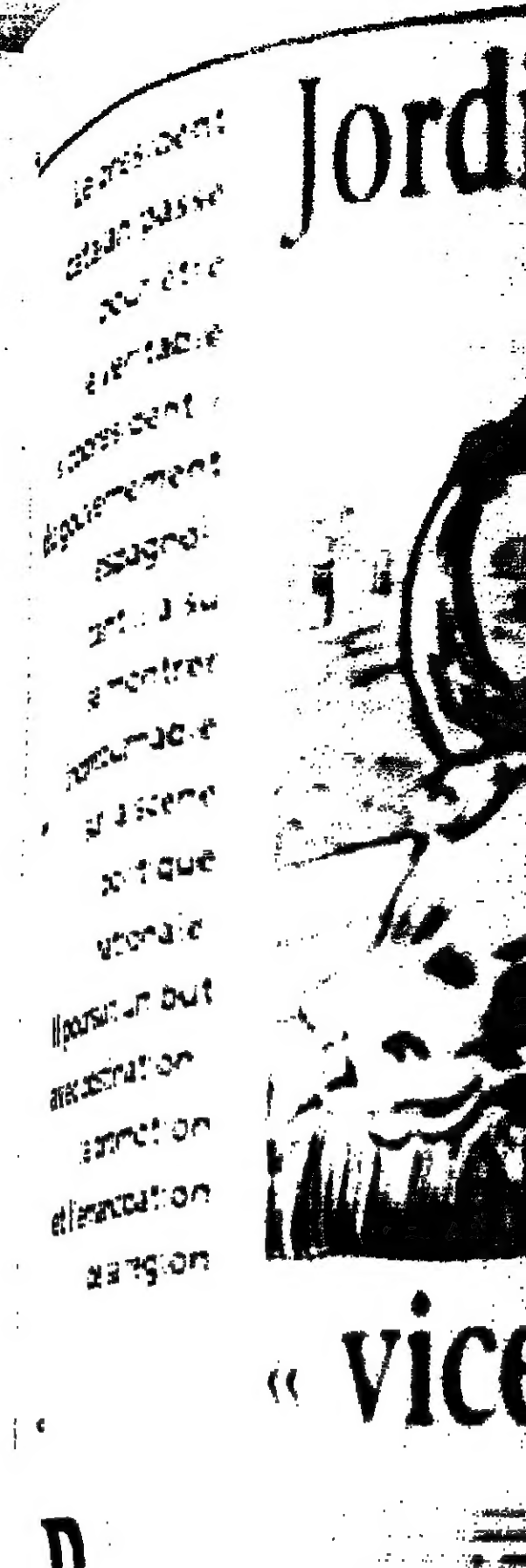
DÉPÊCHES

■ PRISON : la surpopulation touche près de six prisons sur dix (108 sur 182), annonce l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), dans une étude rendue publique vendredi 3 mai. Selon ce syndicat, majoritaire chez les surveillants, 17 établissements enregistrent des taux de surpopulation de plus de 200 %. Il dénonce également le manque d'encadrement, avec, dans certains cas, un gardien pour plus de cinquante détenus. Le syndicat réclame la création de 2 500 postes, qui viendraient s'ajouter aux quelque 19 000 surveillants actuels. Les prisons françaises reçoivent plus de 59 000 personnes - détenus provisoires et condamnés - pour 49 000 places théoriques.

■ IMMIGRATION : les Africains sans papiers réfugiés depuis un mois et demi dans un local de la SNCF rue Pajol (Paris 18^e) ont décidé, vendredi 3 mai, d'entamer une grève de la faim. 57 personnes - 42 hommes et 15 femmes - sur les quelque 300 présentes, se sont portées volontaires pour cette nouvelle action qu'ils considèrent comme « un moyen de poursuivre la lutte d'une autre manière ». Prise sans concertation avec le collège des médiateurs, qui venait de réclamer à Matignon l'examen rapide de leurs dossiers en fonction de critères « justifiant » leur régularisation, cette décision marque un nouveau durcissement dans le mouvement entamé il y a deux mois.

■ MÉDECINE : l'activité sexuelle d'augmentation pas significativement les risques d'accident chez les malades cardiaques, a révélé une étude publiée dans le *Journal de l'Association américaine de médecine (JAMA)*. Réalisée auprès d'un échantillon de 858 personnes par le professeur James Muller, de l'université de Harvard, cette enquête montre que le risque d'infarctus du myocarde augmente certes légèrement dans les deux heures suivant les rapports sexuels, mais pas davantage chez les patients souffrant d'insuffisance cardiaque que chez les personnes en parfaite santé.

■ ÉDUCATION : Jacques Verchtyte, inspecteur d'académie d'Indre-et-Loire et ancien proviseur du lycée de Washington, a été chargé par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de lancer l'appel d'offres national en direction des établissements et des équipes pédagogiques volontaires pour conclure des « contrats d'innovation » avec des établissements difficiles. Cette mesure faisait partie du plan de lutte contre la violence à l'école présenté le 20 mars.



HORIZONS

PORTRAIT

Le président catalan passe pour être le véritable « coprésident » du gouvernement espagnol, tant il a su se montrer incontournable sur la scène politique nationale. Il poursuit un but avec obstination : la promotion et l'émancipation de sa région

Jordi Pujol,



« vice-roi » d'Espagne

BIENT-ÊTRE dans son fauteuil, Jordi Pujol, président de la Généralitat de Catalogne, ne se laisse pas impressionner par les journalistes. Il est calme, posé, et répond avec une précision et une clarté remarquables. Il est le seul homme politique espagnol qui, à ce jour, ne soit pas considéré comme un « coprésident » du gouvernement espagnol. « Non, non », répond-il, « je ne suis pas coprésident. C'est une image journalistique, qui ne correspond pas à la réalité. Je ne suis pas coprésident, mais je suis le garant de la stabilité du pouvoir central. Et d'ajouter malicieusement : « Nous avons de l'influence, cela est vrai. » Et quelle influence !

Depuis le mois de juin 1993, date à laquelle les socialistes ont remporté leur dernière victoire électorale, à une courte majorité, les voix de la « gouvernabilité » du pays passent inévitablement par Barcelone et le Palais de la Generalitat, siège du pouvoir catalan. Et cela est encore plus vrai depuis les élections du 3 mars, gagnées par le Parti Populaire. Sans ce petit homme rusé, ses seize députés représentant 1151 000 voix, soit moins de 5 % des suffrages, José María Aznar ne peut obtenir l'investiture et former un gouvernement. Demain, s'il le veut, Jordi Pujol peut mettre en minorité le pouvoir et provoquer un nouveau scrutin, comme cela s'est produit après qu'il eut retiré son soutien à Felipe Gonzalez en septembre 1995. Le président Pujol n'est peut-être pas techniquement parlant le coprésident de l'Espagne, mais il est en mesure d'imposer ses volontés, de faire valoir ses desiderata. Il est devenu l'homme-clé de la politique espagnole et sait parfaitement en jouer, afin d'avancer ses pions sur l'échiquier national et de faire progresser son projet d'émancipation de la Catalogne.

Quelle revanche pour ce nationaliste orgueilleux de soixante-cinq ans, militant infatigable de la cause catalane, qui, jusqu'en 1975, a dû subir les vexations et la répression du régime franquiste ! Arrêté en mai 1960 pour avoir osé chanter, en présence de Franco, le *Cant de la senyera*, l'hymne au drapeau cata-

lan, il fut torturé par la police et condamné à sept années d'emprisonnement par un conseil de guerre. Libéré au bout de deux ans et demi, il sera assigné à résidence, à Gérone, pendant neuf mois, avant de pouvoir reprendre son action en faveur de la reconnaissance du particularisme, de la différence et de l'originalité culturelle et historique de la « nation catalane », ce qu'il appelle « le fait différentiel ».

« Nous ne recherchons pas une compensation parce que nous avons été malmenés. Il ne doit pas y avoir une revanche », nous avait-il déclaré, il y a dix-huit mois. Ce que recherche avant tout Jordi Pujol, c'est affirmer la spécificité d'une région de six millions d'habitants au sein de l'entité espagnole. L'affranchissement par rapport à Madrid, tout en préservant les liens avec la Couronne : tel est l'objectif poursuivi par le fondateur, il y a vingt-deux ans, de Convergence démocratique de Catalogne (CDC), qui, quatre ans plus tard, en 1978, donnera naissance, avec l'Union démocratique de Catalogne (UDC), à la coalition Convergence et Union (CIU). L'indépendance, la sécession ne sont officiellement pas les buts poursuivis. « C'est une peur irrationnelle, affirme-t-il dernièrement au journal *La Vanguardia*, parce que nous n'y prétendons pas et, si nous y prétendions, nous ne le pourrions pas, et pas uniquement en raison de l'opposition espagnole. »

A lors, quel est le dessein ? Sans ambages, Jordi Pujol répond : « Nous aspirons à un statut similaire à celui du Québec actuellement, c'est-à-dire une reconnaissance de personnalité différenciée. Je ne suis pas fédéraliste, parce que le fédéralisme recouvre un critère homogénéisateur. Cependant, nous pourrions essayer la voie du fédéralisme asymétrique tel qu'il existe au Canada. » La Catalogne ne serait donc plus placée au même niveau que les seize autres communautés autonomes qui composent l'Espagne, selon la formule « café para todos », c'est-à-dire égalitaire. Un statut à part pour le monde à part, comme cela pourrait l'être pour les Basques ou les Galiciens. Le modèle reste à construire.

Dans l'immédiat, il convient d'avancer sur le chemin de l'autonomie dans le respect de la Consti-

tution et du statut d'autonomie (décembre 1979), à propos duquel le chef du gouvernement catalan estime qu'il convient tout simplement de le mettre totalement et complètement en application, ce qui, à ses yeux, n'est pas encore le cas. Car le modèle institutionnel de l'Espagne est en évolution, et Jordi Pujol est l'un de ses moteurs, à combien étonnants.

Depuis son accession à la tête de la Catalogne, le 8 mai 1980, sa ligne de conduite a toujours été de faire de sa région un vrai pays reconnu comme tel dans le monde entier, même s'il reste rattaché à l'Espagne. « Fer pais » (construire le pays), telle est la tâche qu'il s'est assignée. Il se plaît à rappeler qu'il est le cent quinzième président d'une institution dont les origines remontent au XIV^e siècle, donc bien avant que le royaume d'Espagne ne soit ce qu'il est.

Devenu en quelque sorte le

imposer - une langue interdite sous le franquisme, en est un exemple.

Sa position d'interlocuteur obligé de Madrid, de faiseur de majorité, constitue un levier inespéré pour Jordi Pujol. Il semble désormais bien loin, le temps où la fièvre Castille toulait la Catalogne laborieuse, où les Castillans méprisaient ces descendants de commerçants phéniciens qui « faisaient de l'argent ». Qualifié de « petit de Gaulle » par l'écrivain Manuel Vazquez Montalban ou de « Napoléon » ou de « vice-roi » par d'autres, ce coureur de fond populiste poursuit imperturbablement sa trajectoire, utilisant au maximum les opportunités. Sa grande force est d'avoir su se présenter en apôtre du nationalisme catalan. Son cinquième succès aux élections régionales de novembre 1995 tient à cette personnalisation d'un idéal ; d'autant qu'il sait l'utiliser à

senyera (drapeau catalan à bandes rouges et or) au sommet de l'Ebre ?

Les critiques ne semblent pas émouvoir cet homme perpétuellement en mouvement, aux allures de Bouddha quand il ferme les yeux pour réfléchir ; mais il sait se souvenir et contre-attaquer au moment choisi. L'adversité ne lui a jamais fait peur. Il force, explique, tente de convaincre. Son secret est d'avoir toujours su maintenir le contact avec le terrain. Il arpente méthodiquement toutes les circonscriptions, écoutant les uns et les autres, distribuant bons mots et conseils, s'intéressant à tout, n'oubliant rien. Grand communicateur, il a toujours eu l'art de se brancher sur l'inconscient collectif. Habile tacticien, il a su préserver son pouvoir en écartant tous ses rivaux, à commencer par le plus sérieux d'entre eux, Miquel Roca. En vrai seigneur, il règne sur ses terres et clame qu'« en l'an 2010, il ne sera plus président de la Generalitat ». Il aura quatre-vingts ans et estime que le moment sera alors venu de passer le témoin. En attendant, avec son sourire tout en dents, il continue de caresser des yeux les oranges de son palais en tentant de se dégager le cou de son col de chemise trop serré.

Successeur de Josep Tarradellas, rentré de son exil tourangeau au lendemain du franquisme, Jordi Pujol s'est lentement imposé, mettant patiemment en place son pouvoir, après avoir été laborieusement élu président en 1980. Quatre ans plus tard, sa carrière a bien failli être interrompue brutalement par les déboires de la Banca catalana, dont il était le principal actionnaire. L'enquête de la Banque d'Espagne sur certaines irrégularités et l'intransigence de Felipe Gonzalez l'ont placé dans une situation particulièrement délicate. Finalement, après deux ans de tergiversations, les choses sont rentrées dans l'ordre, mais le président catalan en difficulté n'a jamais oublié ses malheurs causés par les socialistes. Il n'a pas non plus oublié les violentes critiques de ses alliés d'aujourd'hui et l'anticatalanisme virulent de certains de ses dirigeants.

Il y a quelques mois, les militants du Parti populaire l'accueillaient encore à Madrid aux cris de « Enano, habla castellano ! » (« Nain, parle castillan ! »). Et, il y a seule-

ment un an, Francisco Alvarez Cascos, numéro deux du PP, n'hésitait pas à dire : « Il serait bon que Pujol descende de son Olympe et facilite la construction d'une Catalogne plurielle. Pujol est le grand boulet de la Catalogne, parce que ses thèses sont insoutenables. » Depuis, les choses ont bien changé. Le pragmatisme a prévalu d'un côté comme de l'autre, au nom des intérêts bien compris de chacun. Dès le 4 mars, pratiquement tout le monde savait que Jordi Pujol finirait par accorder son soutien à José María Aznar, après l'avoir octroyé à Felipe Gonzalez. L'impérieuse nécessité de promouvoir la Catalogne fut l'argument de fond, qu'il prétextait parfois de l'intérêt général. « La bête noire du Parti populaire », selon l'expression de Jordi Pujol lui-même, est devenu l'homme de la situation.

I ssu de la petite bourgeoisie, ce catholique conservateur a été touché par la foi catalane « dès l'âge de douze ans », dit-il. Après des études au Collège allemand, ses parents envisagent, pour lui, la prêtrise, mais, en dépit de sa « grande vocation », les autorités ecclésiastiques le lui déconseillent, en raison de « sa trop grande inquiétude intérieure et personnelle ». Devenu médecin, métier qu'il n'exercera jamais, il mènera de front, très tôt, activisme politique et catholique au sein de diverses organisations, en compagnie de son épouse, Marta Ferrusola, qui, tout au long de l'ascension de son mari - et plus tard -, jouera le rôle de conseillère et de chef de voûte d'un clan familial qui, pour Jordi Pujol, a toujours été un refuge. Coincé entre un extrémisme indépendantiste, dont son fils Oleguer est partisan, et son réalisme, ce pèlerin du catalanisme a sans cesse joué de l'accordéon entre ses aspirations et son souci de ne pas aller trop loin.

Les esprits critiques disent qu'il ne sait jamais sur quelle chaise il s'assied. D'autres le prennent pour un individualiste roulant essentiellement pour lui seul. Trop marqué par son catalanisme, il ne peut aspirer à un destin national, mais il s'est indéniablement glissé dans la peau de l'incontournable second rôle grâce à son savoir-faire et aux vents favorables de l'histoire.

Michel Bôle-Richard

« Nous aspirons à un statut similaire à celui du Québec actuellement, c'est-à-dire à une reconnaissance de personnalité différenciée... »

porte-drapeau intérieur et le porte-voix extérieur de ce nationalisme à la fois pointilleux et ouvert sur l'Europe, Jordi Pujol s'est identifié à l'image d'ambassadeur. Un chanteur polyglotte (il parle six langues) qui sillonne les capitales étrangères pour dire que la Catalogne existe. « Je suis un voyageur de commerce. Lorsque j'arrive à un endroit, j'ouvre ma valise et je montre le produit, afin de le vendre. C'est un très bon produit, mais il faut dépenser beaucoup de salive pour vendre la Catalogne », commente ce VRP qui a été reçu pratiquement par tous les grands de ce monde.

De temps à autre, des pages de publicité sont publiées dans les quotidiens internationaux pour rappeler que la Catalogne est « un produit distinct » de l'Espagne. Sous l'impulsion de Jordi Pujol, des efforts énormes ont été faits pour, en même temps, recatalaniser le pays et ancrer à jamais dans les esprits son « fait différentiel ». La loi de normalisation linguistique de 1983, pièce maîtresse d'une politique visant à favoriser - voire à

bon esclent, sans radicalisme, mais sans faiblesse.

Grâce à un art consommé du double langage, de virevoltes, de dérapages verbaux plus ou moins bien contrôlés, ce bateleur est « un politicien multiface, qui présente une image aussi changeante que celle d'un kaléidoscope », comme le décrit le journaliste José Antich dans un livre qui lui est consacré. Ses adversaires le lui reprochent souvent et ses détracteurs ironisent sur cette identification à la Catalogne, que Manuel Vazquez Montalban situe « à la limite de la pathologie ».

Le metteur en scène Albert Boadella a ridiculisé cette mégalomanie nationaliste dans une pièce, *Ubu président*, satire acerbe contre « Jordi » que l'on voit jouer avec le globe terrestre, comme Chaplin dans *Le Dictateur*. « J'en ai marre que l'on nous répète constamment que nous avons de la chance d'être catalans car les Catalans sont les meilleurs du monde », déplore l'auteur. Une expédition n'a-t-elle pas été organisée pour aller planter la

La Shoah, la mémoire et les historiens

Avec la disparition de ceux qui en ont été les contemporains, le génocide des juifs par les nazis quitte inexorablement le monde des tribunaux, de la littérature, de la réflexion métaphysique ou religieuse pour celui de la recherche

Au milieu des années 80, l'historien canadien Michael Marrus constatait que le champ de la recherche sur la Shoah était d'ores et déjà devenu trop vaste pour qu'un seul individu puisse prétendre le maîtriser. A cette époque, une bibliographie sélective recensait déjà près de deux mille ouvrages, en toutes les langues, et plus de dix mille publications, rien que sur Auschwitz.

Pendant les quinze années qui suivent la deuxième guerre mondiale, les historiens du génocide des juifs ont pourtant travaillé dans une certaine solitude. L'attention et l'intérêt du public ne datent guère que du procès Eichmann, en 1961. En France, le négationnisme, dès les années 50, fleurit sur cette ignorance. Certains historiens, pourtant, n'avaient pas attendu la fin du conflit pour passer au stade de l'analyse. Ainsi Franz Neumann, aux Etats-Unis, décrit, dès 1942, le système chaotique du III^e Reich, et c'est lui qui sera l'inspirateur de Hilberg. Même au seuil de l'annéisme, des historiens juifs ont tenu à décrire ce qu'ils subissaient en recourant à des méthodes de professionnels : Simon Dubnov par exemple, dont les notes sur le ghetto de Riga n'ont pas été retrouvées à ce jour, ou Emmanuel Ringelblum, historien du judaïsme polonais avec son *Journal du ghetto de Varsovie*.

Longtemps, le *Breviaire de la haine*, de Léon Pollakow, publié au début des années 50, a fait figure de somme jusqu'à ce que paraisse aux Etats-Unis, en 1961, le livre de Raul Hilberg, lequel exploitait pour la première fois les sources archivistiques allemandes. Depuis, sa *Destruction des juifs d'Europe* (Fayard) n'a guère été dépassée, et l'historiographie de la Shoah a pris son essor, essentiellement dans les universités ou les centres de recherche américains, allemands et israéliens.

A la différence du témoin, du romancier ou du scénariste, l'historien travaille à partir d'archives, en citant ses sources. Il tente aussi d'établir une certaine distance critique avec son sujet. Pendant longtemps, il est vrai, cette attitude ne lui a pas assuré bonne presse, notamment auprès des survivants. La froideur requise par la discipline était jugée inadéquante à la monstruosité de l'événement. L'historien israélien Yehuda Bauer, pourtant spécialiste reconnu, a vu ainsi dans l'approche universitaire du génocide des juifs une façon de « laver et souffrir dans un océan de notes ».

Aujourd'hui, on peut néanmoins penser que le massacre le plus systématique de l'histoire humaine est appelé à perdre indéfiniment son statut d'objet de mémoire, avec la disparition de ceux qui en ont été les contemporains. Il quitte inexorablement le monde des tribunaux, de la littérature, de la réflexion métaphysique ou religieuse pour celui de la recherche.

Ce monde-là n'en bruit pas moins de nombreux débats. L'ouverture et l'exploitation des archives de l'ex-Union soviétique éclaireront sans doute plus d'une zone encore laissée dans l'ombre. Ainsi, dans les archives soviétiques, Jean-Claude Pressac a pu exhumier des documents décisifs sur la technique de l'extermination employée à Auschwitz. C'est là aussi qu'on a retrouvé un train entier de lettres de soldats allemands accompagnés de photos qui confirment l'implication de la Wehrmacht dans les massacres de juifs ; responsabilité de l'armée allemande qu'avait pressentie, dès le début des années 80, Helmut Krausnick et Hans-Heinrich Wilhelm.

En attendant que ces nouveautés soient intégrées à l'historiographie, un certain nombre de débats continuent à préoccuper les historiens. L'un d'eux porte sur la question du caractère unique de la Shoah par rapport aux autres atrocités du XX^e siècle, les massacres des Arméniens ou bien les « famines de terreur » dans le cadre de la guerre déclarée par Staline à la

Arrivée d'un convoi de juifs hongrois à Auschwitz-Birkenau pendant l'été 1944 ; femmes et enfants sont sélectionnés pour la chambre à gaz. Image extraite de « L'Album d'Auschwitz », photos retrouvées par Lili Jacob et publiées au Seuil, en 1981, grâce à Serge Klarsfeld.



paysannerie - dont le bilan avait été estimé par l'historien britannique Robert Conquest à treize millions de victimes, de 1930 à 1937.

Avec leur cinq à six millions de victimes, depuis l'enfermement dans les ghettos, en 1940, les fusillades des « commandos mobiles de tuerie », l'interdiction aux juifs d'émigrer, le 23 octobre 1941, les premiers gazages au camp d'extermination de Chelmno en décembre 1941, jusqu'aux meurtrières évacuations des camps en 1945, les juifs d'Europe ont été ceux qui ont le plus souffert en proportion. Des juifs seuls les nazis avaient planifié l'annihilation totale. Le « génocide » - terme forgé en 1943 par le juriste américain Raphael Lemkin - n'est pas le plus grand massacre que le monde ait connu. Mais il n'est pas non plus un massacre « ordinaire ». Le mécanisme bureaucratique d'un Etat moderne qui y a été appliqué lui confère incontestablement sa spécificité.

Un des autres débats de la communauté scientifique oppose ceux qui voient dans l'extermination l'application d'un programme et ceux qui en font le résultat d'un engrenage. Pour les premiers - l'école « intentionnaliste » -, il y

aurait continué entre l'antisémitisme hitlérien et le génocide. A l'appui de cette thèse, qui dérive du procès de Nuremberg, lequel visait à établir la culpabilité des chefs nazis sur la base d'une « conspiration », on cite des textes d'avant-guerre dans lequel Hitler en appelle déjà à la disparition des juifs et notamment les fameux discours du 30 janvier 1939, où le Führer « prophétise » « l'annéisme de la race juive en Europe ».

Le langage officiel nazi utilisait euphémismes ou noms de code pour désigner le meurtre de masse

On ne peut nier que l'antisémitisme de Hitler en particulier, et de l'Allemagne de cette époque en général, ait joué son rôle dans ce qui allait devenir la « solution finale », notamment dans la contribution très directe qu'un certain nombre de ci-

toyens ordinaires allaient apporter à ce massacre. Au début de 1996, le livre controversé d'un jeune politologue américain de l'université Harvard, Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners* (« Les bourreaux consentants de Hitler »), a remis l'accent sur ce point. Il entend montrer que, si tant d'Allemands ont directement trempé dans le génocide, et en tout cas l'ont soutenu, c'est parce que la haine antijuive était profondément ancrée dans leur culture. D'autres études, comme celle du Britannique Ian Kershaw, qui a analysé de près l'opinion publique en Bavière à l'époque nazie, estiment plutôt que « la route d'Auschwitz fut tracée par la haine mais pavée d'indifférence ».

Plutôt que par un antisémitisme séculaire, le meurtre de masse s'expliquerait donc par le fonctionnement du système du III^e Reich, imposant la « solution finale » pièce à pièce. Il s'agit de la tendance dite « fonctionnaliste ». Les tenants de cette théorie soulignent l'atmosphère de radicalisation et d'emballage meurtrier qui, à partir de mars 1941, période de préparation de l'invasion de l'Union so-

viétique, s'empare de la machine nazie. L'Allemand Martin Broszat estime même - et cela n'entraîne aucune disculpation de Hitler - que les premiers massacres sont le fruit d'une série d'initiatives locales, au départ improvisées puis mises en ordre. La fameuse conférence de Wannsee, le 20 janvier 1942, sous la direction de Heydrich, ne viendrait, du coup, qu'étendre à l'ensemble de l'Europe, où onze millions de juifs sont recensés, une tuerie qui a déjà commencé depuis des mois, dans le sillage de l'invasion de l'URSS. Pour le Suisse Philippe Burin, c'est à l'automne 1941 que le processus de décision menant à la « solution finale » se cristallise, comme une sorte de revanche prise contre les juifs du piétinement de la Wehrmacht devant Moscou.

Hormis quelques allusions, on n'a jamais trouvé de décret écrit de Hitler ordonnant la « solution finale » et, comme le dit Michael Marrus, « aussi incroyable que cela puisse paraître dans cette atmosphère enfiévrée, l'ordre d'envoyer des millions de gens à la mort n'a peut-être été qu'un simple « signe de tête » de Hitler à ses lieutenants ».

Autre difficulté que rencontrent les historiens de la période : la pratique systématique de l'euphémisme et du codage dans le langage officiel nazi. « Traitement spécial », « évacuation », « éloignement » constituent autant de camouflages du meurtre de masse. Himmler, lors du discours de Posen, le 4 octobre 1943, destiné à « mouler » les dignitaires du Reich dans la « solution finale », ne sort de sa réserve que pour recommander le secret : « Ce sujet, dit-il, doit être abordé entre nous en toute franchise, mais nous n'en ferons jamais mention en public. Je veux parler de la liquidation des juifs, de l'extermination de la race juive. C'est une question dont il faudrait parler brièvement : les juifs doivent être exterminés. C'est notre programme et nous devons l'appliquer ».

Plus récemment, l'historiographie s'est penchée sur le rôle moteur de l'idéologie raciale et eugéniste dans l'origine du génocide. Les ouvrages de Gitta Sereny et du Britannique Michael Burleigh ont mis en évidence les lignes de continuité entre la volonté de suppression des malades mentaux et des handicapés - le fameux programme T4 qui fera près de cent mille victimes - et la Shoah. Certains des « techniciens » de l'euthanasie se retrouveront dans les camps de la mort, comme Christian Wirth ou Franz Stangl à Treblinka.

D'autres chantiers, dépassant la querelle entre intentionnalistes et fonctionnalistes, se sont désormais ouverts à une historiographie qui, après avoir consacré beaucoup d'attention et d'efforts aux bourreaux, se penche sur les victimes, notamment autour de la sensible question des *Judenräte*, soulevée par Hannah Arendt à l'occasion du procès Eichmann (les « conseils juifs » formés par les Allemands pour gérer les ghettos et les communautés en attente de destruction). Le thème de la résistance juive oppose depuis longtemps Raul Hilberg, qui en fait peu de cas, à l'historiographie israélienne, qui, elle, a tendance à la mettre en valeur.

Depuis le début des années 80, on sait, grâce au *Terrifiant secret* de Walter Laqueur, que le monde a été informé bien plus tôt qu'on ne le pensait généralement du plan d'extermination en cours. Au moins officiellement : dès le mois d'août 1942, quand l'information parvient aux Etats-Unis, par le biais d'un télégramme du représentant en Suisse du Congrès juif mondial, Ghehardt Riegner. La conséquence est l'inévitable réexamen de l'attitude des alliés et des neutres : pouvaient-ils « faire quelque chose » ? L'étude des négociations entre nazis et juifs, de la mauvaise volonté des Britanniques à bombarder Auschwitz à l'été 1944, commence à fournir quelques éléments de réponses. Enfin, de nombreux historiens s'intéressent depuis quelques années à l'histoire de la mémoire du génocide, comme Annette Wieviorka en France, voire à celle de son exploitation politique post factum, comme Tom Segev en Israël. Sans doute, les grandes sommes explicatives et globalisantes laissent place à des études plus pointues. Mais n'est-ce pas la preuve qu'on en sait de plus en plus sur la Shoah et que ce savoir demeure sans doute le meilleur antidote contre ceux que Pierre Vidal-Naquet appelait « les assassins de la mémoire » ?

Nicolas Weill

★ Parmi les ouvrages généraux disponibles en poche, signons, de Michael Marrus, *L'Holocauste dans l'histoire*, Champs-Flammarion (336 p., 53 F) ; de Raul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, Folio (en deux volumes) ; d'Anne Grynberg, *La Shoah, l'impossible oubli*, Découvertes-Gallimard (176 p., 87 F) ; de Georges Bensoussan, *Histoire de la Shoah*, « Que sais-je ? » PUF.

François Bédarida, historien

« Le débat est clos sur les faits »

« Quel est le bilan chiffré de la Shoah tel que la communauté scientifique l'a établi ? »

- Certes, on n'attendra jamais la précision absolue, compte tenu de la géographie du massacre qui s'étend à travers toute l'Europe, de la durée de celui-ci, de la politique officielle du secret et de la masse des victimes. Le chiffrage s'est fait en plusieurs étapes. La première, en 1945-1946, est effectuée à l'instigation du Tribunal militaire international (TMI) de Nuremberg, qui a adopté le chiffre de cinq millions sept cent mille, en s'appuyant sur une estimation d'Eichmann. Au même moment, un Comité anglo-américain d'enquête sur le judaïsme et la Palestine aboutit à un chiffre équivalent. Enfin, il faut signaler les travaux d'un excellent démographe de ce temps : Jacob Lestchinsky.

Depuis les années 50 jusqu'à aujourd'hui, les historiens ont poursuivi le travail. Pour Léon Pollakow, le chiffre des victimes est de six millions, du même ordre que celui de Jacob Robinson (cinq millions huit cent mille) au début des années 60. Hilberg se situe quelque peu en dessous de cette estimation, à cinq millions cent mille, dont 25 % assassinés en plein air par les « commandos mobiles » de tuerie (*Einsatzgruppen*), 60 % dans les camps et 15 % dans les ghettos.

Plus récemment, le chiffre de cinq millions a été avancé par l'historien germano-américain Gerald Fleming. Mais, depuis 1992, une équipe allemande dirigée par W. Benz est revenue au chiffre de six millions.

- Par quelles méthodes obtient-on ces chiffres ?

- Par l'étude des archives principalement. La première démarche, l'addition, consiste à ajouter les chiffres des déportations, des massacres, dont les *Einsatzgruppen* tenaient une comptabilité très précise, et des gazages. On a là-dessus un document fondamental : le rapport du statisticien SS Richard

tous les supposés « sous-hommes », par exemple des malades mentaux. Le chiffre des morts parmi les prisonniers soviétiques atteint ainsi les trois millions trois cent mille. Mais il s'agit d'une folie meurtrière qui découle d'une autre logique. Il faut procéder aux distinctions nécessaires, faute de quoi on perd le sens de l'événement.

« Toute volonté de biaiser l'histoire de la Shoah, de la mettre en doute au nom d'une méthode hypercritique, est le produit d'une manipulation d'ordre idéologique »

Korherr, établi pour Himmler en mars 1943.

L'autre, la méthode par soustraction, retrace le nombre des survivants de celui de la population juive avant la guerre. A l'est et tout particulièrement sur le territoire soviétique, les incertitudes sont plus grandes qu'à l'ouest. A cet égard, l'ouverture des archives de l'ex-URSS est susceptible de nous apporter des précisions qui manquaient encore.

- Que sait-on des autres victimes, c'est-à-dire des victimes non juives ?

- Que pensez-vous de l'efficacité de la « loi Gayssot », du 13 juillet 1990, sur la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité ?

- Je ne crois pas qu'il appartienne à la justice de décider par décret de la validité des assertions historiques. Ce n'est pas en punissant les auteurs d'insanités que l'on contribue à la connaissance. J'y ai toujours été défavorable, et un certain nombre d'historiens, comme Madeleine Rebérioux, l'étaient aussi quand elle a été adoptée - sans être écoutée.

- Croyez-vous qu'il y ait des « tabous » dans l'historiographie de la Shoah ?

- Prétendre, comme l'abbé Pierre, qu'il y a des tabous, que le débat n'est pas clos, est absurde. Non seulement la masse de livres et de travaux scientifiques est

énorme, mais le sujet est omniprésent dans le public, dans les médias, au cinéma, à la télévision. D'autre part, à quelques rectifications mineures près, le débat est clos sur les faits. Là où il demeure ouvert, c'est sur l'interprétation.

J'ajoute que l'invocation par Roger Garaudy du livre de Josué ne paraît relever du parfait crénelisme intellectuel. Mettre en parallèle la prétendue extermination des Cananéens par les Hébreux et la Shoah, c'est tout simplement oublier que le livre de Josué a été composé plusieurs siècles après les faits, à partir de traditions passablement enjolivées. C'est oublier aussi que les historiens et les archéologues ont montré que, loin d'avoir été exterminés par les Hébreux, les Cananéens ont continué à vivre sur les territoires de la Palestine après la conquête de Josué. Enfin il s'agit d'exploits mythiques et le B.A.-Ba exige que l'on fasse la distinction entre l'épopée et l'événement historique !

- Toute volonté de biaiser l'histoire de la Shoah, de la mettre en doute au nom d'une méthode hypercritique, de la relativiser en la noyant au milieu de la masse des horreurs dont toute l'histoire de l'humanité est remplie, est le produit d'une manipulation d'ordre idéologique. Mieux vaut en être conscient.

★ François Bédarida, ancien directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), est notamment l'auteur de *Le Nazisme et le Génocide, histoire et témoignage*, Pocket, 1992.

Le Monde

EDITORIAL

Paradoxes espagnols

Le nouveau président du gouvernement espagnol, José María Aznar, a tout lieu d'être satisfait. Deux mois après les élections qui ont consacré sa très courte victoire, il était assuré de former, dimanche 5 mai, son gouvernement. Son rival malheureux, Felipe Gonzalez, est même allé jusqu'à souhaiter la stabilité de son mandat. Mais ce succès a son prix, ou plutôt ses contraintes. Car, pour parvenir à rassembler une majorité, José María Aznar n'a eu d'autre solution que de conclure un pacte avec le dirigeant catalan Jordi Pujol.

La résidie le premier paradoxe pour le gouvernement issu du Parti populaire, formation qui n'a jamais caché son peu de sympathie pour les autonomies. Or, pour rallier les Catalans, le nouveau président du gouvernement a accepté, avant même sa prise de fonctions, l'autonomie dont disposent les régions au-delà des Pyrénées. L'accord passé avec les Catalans est même d'une tout autre ampleur que ceux qui ont été conclus avec le Pays basque ou les Canaries. Tout d'abord, parce que cette région est - de loin - la plus riche d'Espagne. En

suite, parce que Jordi Pujol, son président depuis plus de quinze ans, a conquis un rôle d'arbitre du jeu politique national: n'a-t-il pas appuyé Felipe Gonzalez avant de lui retirer son soutien puis de permettre, aujourd'hui, à son rival de s'installer à la présidence?

Avec seize députés et moins de 5 % des voix, le « vice-roi », comme il est parfois surnommé, réalise, une fois encore, son objectif: obtenir chaque jour un peu plus d'autonomie pour sa province, en restant l'homme-clé de la politique espagnole. Reste à savoir si le soutien qu'il apporte à José María Aznar assurera au Parti populaire une stabilité pour cette nouvelle étape de l'alternance espagnole. Et l'exemple de la précédente législature ne doit pas, à cet égard, rassurer pleinement le nouveau président du gouvernement. A n'en pas douter, Jordi Pujol tentera, avec l'habileté qui lui est coutumière, d'exiger toujours un peu plus de liberté de José María Aznar. Le Parti populaire, jamais avare de critiques à l'encontre du « vice-roi » avant cette nouvelle alliance, ne devrait pas voir d'un bon œil les Catalans profiter ainsi de son arrivée au pouvoir. La tenue de nouvelles élections régionales, dans un délai de trois ans, ne sera pas sans influencer sur le comportement du président de la Généralité de Catalogne.

Dernier paradoxe de la coalition entre conservateurs et Catalans: alors que ces derniers jouent l'Union européenne contre les Etats, le Parti populaire est, lui, animé par un tropisme plus nationaliste que n'était le très européen PSOE de M. Gonzalez. Ce ne sera pas la moindre des contradictions à gérer pour M. Aznar. Si l'accord entre le Parti populaire et les régionalistes catalans n'a rien d'une alliance contre nature, les difficultés quotidiennes qu'il ne manquera pas de provoquer seront autant d'embûches pour le nouveau président du gouvernement. Une fois passée la période d'état de grâce.

AU COURRIER DU MONDE

Dans le courrier qui est parvenu au Monde, au sujet de la maladie de la « vache folle », on trouve d-dessous quelques extraits - on relève l'hypothèse avancée par Jacques Buterlin, géologue, sur une possible origine des prions, ces agents mal connus auxquels sont attribuées les causes du mal. Un autre lecteur nous adresse la curieuse prédiction de Rudolf Steiner, inspirateur de l'agriculture bio dynamique, qui, en



1923, expliquait pourquoi les bœufs risquaient de devenir fous s'ils étaient nourris avec de la viande. L'avertissement avait le mérite de prévenir, dès cette époque, les éventuelles conséquences d'initiatives non maîtrisées. Quand elles ne sont pas abusives, les coupes sont souvent malheureuses: l'une d'elles avait amputé d'un élément d'information indispensable une lettre de lecteur, ce qui nous conduit à réparer cette omission.

UNE HYPOTHÈSE SUR L'ORIGINE DES PRIONS

Je ne suis pas biologiste, mais géologue spécialisé dans l'étude des fossiles unicellulaires, en particulier les foraminifères et leur évolution au cours des temps géologiques. J'ai été frappé par la lecture des articles sur les prions parce qu'ils me font penser à des évolutions « régressives », dont nous avons des exemples dans les organismes fossiles.

Si nous réexaminons les différentes hypothèses concernant l'origine de la vie sur la terre, il en est une qui expliquerait par une complexité progressive de la matière vivante due à l'agglomération de molécules conduisant à des composés protéiques qui, en s'agglomérant, finissent par produire des micro-organismes unicellulaires contenant des acides ribonucléiques et des acides ribonucléiques (ARN et ADN) qui jouent un rôle capital dans l'évolution des organismes.

Des études paléontologiques récentes sur l'évolution des organismes ont mis en évidence que, contrairement à ce qui était admis précédemment, elle ne se réalise pas indépendamment des facteurs du milieu qui, favorables ou défavorables, interviennent dans les modalités de l'évolution, en particulier chez les organismes unicellulaires (virus, microbes, foraminifères, etc.).

C'est ainsi, pour prendre un exemple chez les foraminifères, organismes unicellulaires marins, qui sont du domaine de la microspécie, à la limite Eocene-Oligocène (soit environ il y a vingt-huit millions d'années), un refroidissement des eaux marines a entraîné une disparition de certaines espèces de foraminifères ou une évolution régressive, avec réapparition de formes ancestrales.

De telles observations ont été également signalées chez les vertébrés (Dommergues et al.). Revenons aux prions. On peut imaginer qu'ils sont apparus par une évolution régressive, à partir d'organismes unicellulaires (virus, microbes), liés à des conditions de milieu devenues défavorables pour eux. On pourrait même imaginer qu'il en est de même pour les rétrovirus du sida.

Je suis parfaitement conscient qu'il s'agit là d'une simple hypothèse. Mais, peut-être pourrait-elle justifier des études de biologistes et de médecins spécialisés dans ce domaine.

Jacques Buterlin, Paris

LES AVERTISSEMENTS DE RUDOLF STEINER

Rudolf Steiner (1861-1925), inspirateur de l'agriculture biodynamique (la méthode d'agriculture écologique la plus répandue dans le monde, encore que quasiment confidentielle en France), donnait dès 1923 les symptômes et le diagnostic de la maladie de la « vache folle », ainsi qu'en témoigne le texte cité plus loin publié dans la revue Triades par le docteur Joseph Hétiart-Dubreuil en 1991.

Malgré son caractère assez extraordinaire, cela n'aurait qu'un caractère

LA FILIÈRE POISSON

L'alimentation industrielle du bétail pose le problème de la barrière d'espèce entre les mammifères. La transmission de l'encéphalopathie spongiforme serait due à des prions, agents de transmission dont nous savons peu de choses. Mais vous savez que les aliments artificiels existent également pour les poissons, que nos truies sont élevées en mangeant de la chair de cheval, mais également de la vache, que l'on a diagnostiqué quelques cas de ténia chez l'homme, provoqués par la consommation de truies.

Nous savons maintenant (ou, on nous a fait croire) qu'un contrôle existe désormais sur la fabrication des aliments pour bétail, mais ce contrôle existe-t-il également pour la pisciculture qui est en plein développement. Le saumon et tous les

autres poissons d'élevage, voire turbots, loupes, esturgeons, crevettes ne peuvent-ils pas être incriminés de la même manière que les « vaches folles »? Existe-t-il un contrôle vétérinaire pour les poissons d'élevage arrivant sur le marché? Personnellement, j'ai beaucoup de mal à admettre que les prions transmettent la maladie par la voie mouton-vache-homme et qu'ils ne la transmettent pas par la voie cheval-mouton ou vache-poisson-homme. Qu'en pensez-vous spécialistes, nos biologistes?

Laurent Talliani, Pavillons-sous-Bois, Seine-Saint-Denis

LES ÉCUS DE LA SOLIDARITÉ

Concernant le programme d'abattement des « vaches folles », vous mentionnez dans Le Monde du 4 avril que les bêtes à abattre seront payées aux éleveurs en moyenne 560 écus par animal, dont 70 % pris en charge par le budget européen.

Pour bien sensibiliser les éleveurs sur l'origine de leurs indemnités, je pense que ceux-ci devraient recevoir directement de Bruxelles leurs chèques libellés en écus pour la part prise en charge par la « mutualité » européenne.

Bien sûr, ces chèques remis à leurs banques par les éleveurs, quel que soit leur pays d'origine au sein de la Communauté, seraient alors convertis dans leurs devises nationales.

Henri Pouzoullie, Saint-Nazaire

OÙ EST LA FOLIE?

Est-ce difficile de dire que ce ne sont pas les vaches qui sont folles, mais qu'une accumulation proprement « inouïe » de « savoir » en une ou deux petites dizaines d'années ne peut plus être gérée par nos gouvernements, dans toutes les directions variées où ce « savoir » intervient? Et que ce sont eux qui ne savent plus où donner de la tête. Ce mal-là se soignera et guérira. Mais il y faudra malheureusement beaucoup de temps.

Dr Stéphane Di Vittorio, Paris

DEUX TABOUS

Les articles publiés par votre journal à propos de la « vache folle » sont très courageux, qu'il s'agisse de celui intitulé « Une agriculture contre nature » ou celui mentionnant que, « en 1995, les experts européens ont repoussé un programme anti-« vache folle » proposé par Londres. C'est d'autant plus courageux qu'il existe à notre époque deux tabous: 1. l'argent roi et 2. l'infailibilité européenne.

E. Lannec, Paris

LA POSITION DU PÈRE MICHEL LELONG

Le Père Michel Lelong nous écrit: « La façon dont sont rapportés mes propos relatifs au dernier livre de Roger Garaudy (Le Monde du 20 avril) risque de conduire vos lecteurs à m'attribuer des idées qui ne sont pas les miennes. En réalité,

Repenser la société du travail

Suite de la première page

D'ici peu, il y a fort à parier qu'ils s'appuieront sur la démonstration de l'Américain Jeremy Rifkin, dont le livre, La Fin du travail, sera édité prochainement en français (Éditions La Découverte).

Que la remise en cause du travail, comme pierre angulaire de nos sociétés, intervienne à ce moment précis et dans un tel bouillonnement de réflexions contradictoires ne doit cependant pas surprendre. Au contraire, il faut y voir la conséquence ultime d'un contact économique et social que la persistance du chômage rend insupportable. Puisque tous les traitements ont échoué, y compris ceux qui sont présentés comme les plus rationnels, n'est-il pas temps de bousculer les grilles habituelles de lecture, frappées d'évidente légitimité? C'est précisément parce que le chômage se développe, et qu'il touche des millions d'actifs, que l'on en vient à se demander s'il faut encore accorder du sens à une fonction qui ne se définit que par son absence, et qui ne définit que des tâches dénuées de sens. Avec la crise, qui cache une mutation, et le phénomène angissant de l'exclusion, il devient dangereux d'attribuer au seul travail la capacité de produire du « bien social », ainsi que le définit Robert Castel par exemple.

Dans le même temps, il est manifeste que le travail lui-même est en train de changer de nature. Là où il y avait souffrance et douleur, liées à la nécessité de produire pour assurer les besoins de la survie, apparaissent des sujétions moins évidentes et aux frontières plus floues. A mesure que l'évolution technologique se diffuse, ce qui constitue la réalité du travail se fait plus informel, plus immatériel et ne répond plus aux critères anciens. Se distend le rapport au temps, qui permettrait de déterminer la tâche prescrite selon des normes. S'évanouit également le rapport à l'espace qui fixait le lieu de l'exercice professionnel. Tant et si bien que l'on sait mal où et quand commence le travail.

PLURIELS ÉCOLES

Progressivement, aussi, la fameuse théorie du déversement chère à Alfred Sanvy prend un sérieux coup de vieux. Si, dans les schémas passés, le progrès n'a jamais tué l'emploi, les forces libérées par l'agriculture trouvant à terme à s'employer dans l'industrie taylorienne, rien ne permet de croire aujourd'hui que le théorème se vérifie à nouveau. La production peut être assurée avec de moins en moins d'effectifs et si le bien-être ne dépend plus de la seule consommation des objets, l'essentiel des besoins objectifs étant satisfaits dans les pays oc-

cidentaux, le travail - l'emploi - peut diminuer. Sauf dans les services, qui ne sont justement pas considérés, toujours, comme de l'emploi.

A partir de là, peut se comprendre l'actuel débat qui vise à réinterroger la place dévolue au travail. Puisque les politiques publiques sont frappées d'impuissance, ne serait-ce pas parce que le problème est mal posé ou que nous n'avons pas pris la mesure des mutations en cours? Radicales ou utopiques, reformatrices ou critiques, différentes analyses tentent de sortir de la quadrature du cercle et cherchent, au-delà des présupposés économiques trop longtemps mis en avant, à formuler autrement les fondements de la société.

C'est ainsi que rivalisent plusieurs écoles, unes, implicitement, dans la remise en cause de la valeur centrale du travail. Il y a les tenants de la réduction du temps de travail et plus encore du partage du travail, qui trouvent leur inspiration du côté de Guy Auzan ou de Pierre Laroche, et ce dernier ayant bâti sa réputation sur la semaine de quatre jours qui dissimule à peine le souhait de vivre autrement. Il y a ceux qui voudraient explorer les confins de l'emploi, lui substituer l'idée d'activité et se donner pour projet de restaurer une citoyenneté qui ne serait pas uniquement liée au travail. André Gorz, Jacques Robin ou Jean-Louis Laville représentent, à maints égards, ce courant-là. D'autres, de Bernard Perret à Jean-Paul Fitoussi ou Pierre Rosanvallon, s'efforcent de définir ce qu'ils se refusent à appeler une troisième voie pour ne pas être confondus avec Jacques Chirac. Ils questionnent l'Etat-providence, réclament son adaptation et veulent en revenir aux bases d'une société qui garantirait la cohésion sociale.

D'AUTRES VALEURS

En dépit de leurs désaccords, et bien sûr avec des inflexions, les uns et les autres sont porteurs de critiques fondamentales qui, par-delà le travail, mettent les mécanismes économiques au banc des accusés. Peut-être ne se reconnaîtraient-ils pas dans le livre de Pierre Thuillier (La Grande Implosion, Éditions Payard) mais, à leur façon, ils prennent des distances avec ces dogmes, à leurs yeux trop impératifs, que sont les notions de rentabilité, de croissance, de compétitivité et de produit intérieur brut, en quoi devraient se résumer les richesses supposées d'un peuple.

Ainsi Dominique Méda se plaît-elle à souligner la logique d'un système où il faut consommer « civiquement » pour produire et produire pour qu'il y ait, dit-on, du travail pour tous. Absurde, laisse-t-elle entendre. Comme si la vie se limitait aux seuls biens matériels. Comme si l'équilibre d'une société tenait dans ses seules performances économiques. Et comme si la quête du travail justifiait tout.

Alain Lebaube

PRÉCISION TENNIS DE TABLE

Dans notre article sur la non-sélection du pongiste français, Olivier Marumek, aux championnats d'Europe de tennis de table (Le Monde du 26 avril), nous indiquions, après avoir cité une déclaration du président de la Fédération justifiant cette non-sélection, que les joueurs s'étaient « choqués ». Il fallait comprendre que ceux-ci étaient « choqués » non par cette déclaration, mais par la

polémique lancée par Olivier Marumek à l'égard de la Fédération.

RECTIFICATIF JEAN-LUC DELARUE

Dans nos articles sur la polémique opposant Jean-Luc Delarue à la direction de France 2, nous avons attribué par erreur, à deux reprises, à l'animateur et producteur de télévision le prénom de son père Jean-Claude (Le Monde des 30 avril et 3 mai).

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1996

ASSURANCES le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a donné, vendredi 3 mai, le signal de départ de la privatisation des Assurances générales de

France, troisième assureur français et huitième européen. L'Etat va céder 45,6 % des 56,9 % de la participation qu'il détient dans le capital de l'entreprise. Il espère en recueillir

entre 8 et 10 milliards de francs. Le programme de privatisation du gouvernement prévoit 22 milliards de francs de recettes de privatisation en 1996. LE SUCCÈS de l'opération n'est pourtant pas assuré.

Les performances des précédentes privatisations et, notamment, celle de l'UAP en avril 1994 ont laissé de mauvais souvenirs aux investisseurs.

LE PRÉSIDENT des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani, rappelle, dans un entretien au « Monde », qu'il s'agit de la première privatisation de l'après-crise immobilière.

L'Etat espère une dizaine de milliards de francs de la privatisation des AGF

Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a donné vendredi 3 mai le signal de départ pour la mise sur le marché du troisième assureur français. La réussite de l'opération n'est pas acquise malgré la forte présence d'institutionnels français et étrangers

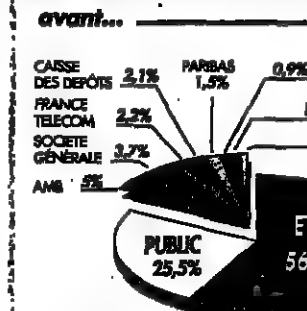
C'EST PARTI ! Dans un communiqué publié vendredi 3 mai après la clôture des Bourses de Paris et de Londres, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a lancé le signal du départ de la privatisation des Assurances générales de France, qui seront restées tout juste cinquante ans dans le giron public. Après avoir cédé, en début d'année, les actions qu'il détenait dans Total pour 3 milliards de francs, l'Etat va se désengager du troisième groupe d'assurances français en vendant 45,6 % des 56,9 % qu'il détient. Il espère en retirer entre 8 et 10 milliards de francs, en fonction de la participation qu'il conservera *in fine*, et qui sera inférieure à 10 %.

Cela fait presque dix ans que les AGF attendaient ce signal. En 1987, alors que la compagnie était fin prête pour sa mise sur le marché, la compagnie de Suez lui avait grillé la politesse, sur décision d'Edouard Balladur, alors ministre des finances. Le trac d'octobre de la même année ruine définitivement les espoirs de la compagnie d'être privatisée à court terme. En janvier 1994, quand Antoine Jeancourt-Galignani succède à Michel Albert à la présidence des AGF, il n'a qu'une idée en tête : préparer la compagnie pour cette échéance. Il s'y attelle donc dès son arrivée. Tout est mis au point pendant l'été. Mais, en septembre, c'est la déconvenue. Les pouvoirs publics préfèrent céder une partie du constructeur automobile Renault. Même scénario, en décembre. Alors que le ministre est prêt à « appuyer sur le bouton », la décision est repoussée à l'extrême.

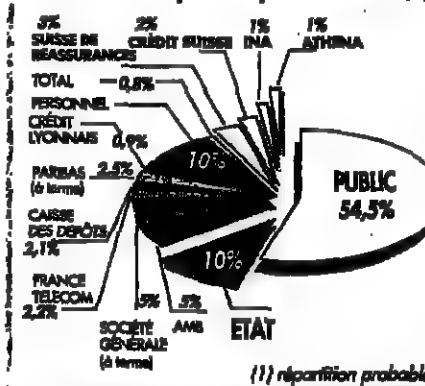
La compagnie d'assurances figure pourtant sur la liste des pri-

Les institutionnels étrangers seront majoritaires

RÉPARTITION DU CAPITAL



... après la privatisation (1)



(1) répartition probable

Avant la privatisation, le groupe AGF détenait plus de 5 % du capital de la compagnie. La participation qu'il conservera l'Etat l'accroît à 10 %.

Mais au fil des mois le dossier du Comptoir des entrepreneurs - dont les AGF détiennent près de 30 % - les déboires de sa filiale, la banque du Rhénus, la crise de l'immobilier, la mauvaise tenue des marchés, les performances boursières catastrophiques des « financiers » et le goût amer qu'a laissé la privatisation de l'UAP en avril 1994 font reculer tantôt Antoine Jeancourt-Galignani, tantôt les pouvoirs publics. La Seita, Rhône-Poulenc, Pechiney seront privatisés avant l'assureur.

Difficile dans ces conditions de motiver le personnel, qui est d'abord chauffé à blanc avant de recevoir une douche froide. Depuis le début de l'année, les rumeurs d'une possible privatisation « au printemps » courent les couloirs.

DES COMPTES METTOYÉS

Rue de Richelieu, comme à Bercy, on est rapidement convaincu que la « fenêtre de tir » peut être fixée courant mai. Depuis octobre 1995, la Bourse a retrouvé de la vigueur. De janvier à avril, le marché parisien a progressé de 13 %. Les banques conseils se remettent au travail. Le Crédit commercial de France, conseil de l'Etat, est le coordinateur global de l'opération et sera chargé de centraliser l'ensemble des ordres. Il est chef de file, avec JP Morgan, pour la tranche institutionnelle française et internationale qui représente 70 % du total. A la Société générale, les investisseurs parisiens First Boston, qui confie le placement de la tranche publique de vente. Une tranche spéciale « Japon » sera dirigée par la banque Daiwa. La voie est dégagée. Au premier

semestre 1995, profitant du nouveau plan comptable qui contraint les assureurs à dévaloriser leurs participations ligne par ligne, les AGF ont procédé à un grand nettoyage de leurs comptes, passant plus de 11 milliards de provisions. En annonçant, le 14 mars, un bénéfice net consolidé part du groupe de 1,082 milliard de francs, en hausse de 23 %, la compagnie d'assurances sort sa meilleure carte. L'année 1995 a vu le redres-

toyage avancé du bilan en 1995 a marqué la rupture avec le passé. La nouvelle stratégie axée en priorité sur la rentabilité produira ses effets dès 1996 », estime la banque d'affaires Kleinwort Benson dans une étude du 26 avril.

Mais si le patron des AGF rappelle que la privatisation des AGF est la première de l'après-crise immobilière et que les valeurs financières sont actuellement en bas de cycle - et que c'est donc le mo-

Les modalités de l'opération

L'Etat met en vente au minimum 62 millions de titres sur les 56,9 % du capital. L'offre publique de vente (OPV) se déroulera du 21 au 29 mai pour le public et jusqu'au 31 mai pour les salariés. Le prix de vente sera annoncé le 20 mai au soir après la clôture de la Bourse. Les futurs actionnaires auront près de trois semaines pour réserver leurs titres auprès des établissements financiers.

Environ 17 millions de titres seront proposés à l'OPV destinée au grand public, 39 millions de titres pour la tranche institutionnelle et entre 6 et 7 millions pour les salariés et ex-salariés du groupe et de ses filiales. Les particuliers pourront acquérir 5 actions au minimum et 90 au maximum, cette quantité pouvant être portée à 180, si l'acquéreur règle en titres de l'emprunt 6 % juillet 1997 (« emprunt Balladur »). Il sera attribué une action gratuite pour 10 actions achetées et conservées au moins dix-huit mois, dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 30 000 francs.

sement des activités d'assurance dommages, grâce à une baisse de la sinistralité, dont la contribution au résultat net courant de l'assureur passe de moins 122 millions de francs à plus 402 millions. L'assurance-crédit est en expansion, l'assurance-vie se développe et la réassurance n'a pas connu de gros sinistres en 1995.

Les analystes saluent, dans l'ensemble, cette nouvelle visibilité du groupe d'assurances. « Le net-

tement d'en profiter - il serait imprudent de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Les épargnants et les investisseurs français sont échaudés par les précédentes privatisations. C'est auprès des institutionnels étrangers que, comme pour Pechiney, l'opération pourrait connaître le plus grand succès.

La période de pré-placement, qui débute lundi 6 mai et court jusqu'au 21 mai, constituera le premier test de l'appétit que provoquent les AGF. L'annonce, le 20 mai au soir, par la Commission de privatisation, du prix de l'action sera le reflet. Sa fixation ne sera pas aisée : trop haut, il découragera les investisseurs. Trop bas, on criera à la braderie du patrimoine national. Selon les analystes, l'Etat pourrait proposer une légère décote de 5 % par rapport au cours de 137 francs en clôture vendredi 3 mai.

La privatisation des AGF constitue la plus grosse opération lancée par le gouvernement depuis le début de l'année. Parmi les entreprises du secteur financier encore sous tutelle de l'Etat figurent le Crédit lyonnais, le GAN - qui ne sont ni l'un ni l'autre en situation d'être mis sur le marché -, la Banque Hervet et la Caisse nationale de prévoyance notamment. Le gouvernement a, en outre, annoncé l'ouverture de la majorité du capital du groupe bancaire CIC d'ici à la fin de l'année.

Plus de 40 % du chiffre d'affaires hors de France

Le groupe des AGF est présent dans tous les métiers de l'assurance : assurances de personnes (5 millions de contrats), de dommages, assurances internationales, réassurance, assurance-crédit.

- Sa clientèle comprend plus de 90 des grandes entreprises françaises et plus de 100 000 PME. Le groupe opère dans 40 pays.
- Son chiffre d'affaires consolidé a quadruplé en dix ans. Il a atteint 77,4 milliards de francs en 1995, dont 43 % hors de France.

- Les AGF emploient 30 000 personnes, dont 15 000 en France, et disposent d'un réseau national de 4 700 commerciaux salariés et 1 200 agents généraux.
- Parmi ses principales participations : Albatros Investissements (25 %), Havas (2,7 %), Pechiney (5,99 %), Schneider (4,66 %), Rhône-Poulenc (5,8 %), Total (3,2 %), Comptoir des Entrepreneurs (29,7 %), Crédit lyonnais (2,1 %), Scor (9,7 %), Womins et Cie (9,9 %), Société générale (2,6 %), Paribas (6,3 %).

Antoine Jeancourt-Galignani, PDG des AGF

« J'attends un changement de culture fondamentale »

« Les valeurs financières n'ont pas vraiment le vent en poupe à la Bourse de Paris depuis quelques mois. Quels arguments pouvez-vous avancer pour convaincre les investisseurs d'acheter des titres AGF ?

« C'est la première privatisation de l'après-crise. La première privatisation d'une société financière, qui intervient après qu'on ait traité dans les bilans les conséquences de la crise immobilière. On peut, enfin, considérer que c'est la première privatisation qui vienne en bas de cycle. Toutes les grandes émissions, les augmentations de capital et les privatisations, comme celle de l'UAP, ont été réalisées entre septembre 1993 et le printemps 1994, quand les valeurs financières étaient au plus haut. Nous avons nettoyé nos comptes et mis au point une stratégie de rentabilité. Les actionnaires devraient en bénéficier.

« Qu'est-ce que la privatisation va changer pour les AGF ?

« J'en attends un changement de culture fondamentale. La privatisation doit donner aux salariés un plus grand sens des responsabilités, avec les chances et les risques que cela représente. Chacun, de l'em-

ployé au président, va désormais être comptable de ses actions vis-à-vis d'actionnaires privés. Je suis convaincu que, dans une entreprise publique, personne ne se sent vraiment en risque.

« La privatisation facilitera également un échange de capital avec notre partenaire allemand AMB. Enfin, elle mettra l'Etat à l'abri de la tentation de nous confier des missions de service public ou d'intérêt général.

« Être privé est-il un gage de rentabilité ?

« Non. Les AGF ont fait un effort stratégique considérable. Nous avons alloué du capital à chacune de nos branches, avec pour objectif un retour sur fonds propres de 15 % avant impôts, pour atteindre 10 % après impôts pour l'ensemble avant l'an 2000. L'année 1996 a vu la création d'un système de bonus modulé en fonction des performances. Aujourd'hui, 40 cadres y sont assujettis. En 1997, ils seront 150. En contrepartie, ils ont accepté d'abaisser leur salaire fixe de 5 %. Nous prévoyons un doublement du bénéfice par action en 1997. »

Propos recueillis par Babette Stern

Ba. S.

idit 96

Le guide des entreprises de France

Adresser un E-Mail sur Internet ? Envoyer un fax ? C'est possible à partir de votre Minitel !

3615 LEMONDE

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés

La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)

Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ? Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

3615 LEMONDE

Jacques Chirac un an après

Un numéro spécial du Monde

lundi 6 mai daté mardi 7 mai

Le Monde

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Les banques veulent pr
et prélever les liquidités

Les banques veulent prendre 49 % d'Eurotunnel et prélever les liquidités dégagées par la société

Une augmentation de capital de 5 milliards, à 5 francs l'action, est vraisemblable

Les banques créancières d'Eurotunnel se sont mises d'accord pour proposer un plan de sauvetage de la société. Les banques veulent 49 % du

capital de la société immédiatement, et pourraient en détenir à terme les trois quarts. Les banques veulent « pomper » les liquidités

d'Eurotunnel. Fin 1998, celles-ci atteindraient entre 750 millions et 1,2 milliard de francs. Dans dix ans, elles devraient atteindre 3,5 milliards.

A QUELLE SAUCE vont être mangés les petits actionnaires d'Eurotunnel ? Les banquiers créanciers de la société concessionnaire du tunnel sous la Manche semblent en avoir désormais une idée précise. Réunis vendredi 3 mai à Paris, les quatre banquiers principaux d'Eurotunnel - la BNP, le Crédit Lyonnais, Midland et Natwest - ont présenté leurs propositions de restructuration à un comité restreint de 25 banques. Ce plan, qui a été approuvé, sera présenté à la direction d'Eurotunnel la semaine prochaine et la semaine suivante aux mandataires ad hoc chargés de concilier les intérêts d'Eurotunnel et de ses banquiers, Robert Badinter et Lord Wakeham.

Le plan prévoit de facto une prise de contrôle d'Eurotunnel par les banquiers, qui veulent détenir immédiatement 49 % des actions de la société grâce à une augmentation de capital qui se déroulerait à l'automne prochain.

La grande inconnue réside sur le prix d'émission de ces actions. « Il est hors de question de payer ces actions au prix où l'ont payé les actionnaires lors des augmentations de capital successives (autour de 25 francs). D'ailleurs, le cours actuel de l'action, à 5,70 francs, est largement surévalué puisque Eurotunnel ne vaut rien », explique un délégué des banques. Un grand banquier, qui se veut rassurant, juge parallèlement que les petits actionnaires, qui ont investi 23 milliards de francs dans un projet qui

n'en vaut plus en Bourse que 5,2 milliards de francs, ne feront pas d'effort supplémentaire. La conclusion s'impose : « Les banquiers vont donner l'impression qu'ils consentent un sacrifice considérable en proposant une augmentation de 5 milliards de francs au prix de 5 francs l'action », en déduit, furieux, un proche d'Eurotunnel. Une hypothèse que les banquiers se refusent de commenter.

MACHINERIE FINANCIÈRE

Cette augmentation de capital ne suffira pas à absorber les 65 milliards de francs de dette d'Eurotunnel. Les banquiers prévoient d'utiliser une multitude d'outils pour soulager la société qui ne peut plus payer ses intérêts. Ils veulent organiser une machine financière qui leur permette de prélever les maigres liquidités du tunnel au fur et à mesure de la montée en puissance de son exploitation.

Le plan a pu être mis au point depuis que les deux cabinets d'audit Mazars et Coopers & Lybrand ont remis leurs conclusions sur les perspectives de l'entreprise. Leurs conclusions ne diffèrent pas énormément de celles établies par la direction d'Eurotunnel.

Selon ces prévisions, la société ne dégagera en 1998 qu'une capacité d'autofinancement (cash-flow) comprise entre 750 millions et 1,2 milliard de francs. La montée en puissance sera lente, car la concurrence très forte sur le trafic transmanche devrait continuer de

luminer les revenus de la société. A partir de 1999, tout devrait aller mieux. Eurotunnel table sur un apaisement de la concurrence que se livrent ferries, compagnies aériennes et Eurotunnel. La disparition en 1999 des ventes hors taxes devrait supprimer une partie des revenus qui permettent aux ferries de livrer à Eurotunnel une guerre commerciale sans merci. Le train Eurostar devrait finir par monter en puissance et prendre aux compagnies aériennes une part de marché du trafic transmanche plus significative. D'ici dix ans, le cash-flow dégagé par l'entreprise devrait s'établir autour de 3,5 milliards de francs par an. Un chiffre qu'Eurotunnel se refuse à commenter.

Mais 3,5 milliards de cash-flow permettent, avec des taux à 8 %, de rembourser une dette à peine supérieure à 40 milliards de francs. Or d'ici à 2005, si rien n'est fait, la dette devrait doubler et dépasser les 120 milliards. Il faut donc trouver un plan qui permette à Eurotunnel de n'avoir une dette que de

40 milliards dans dix ans. De ce fait, les banquiers, dans leur plan, sont prêts à faire un sacrifice immédiat, qui pourrait être compris entre 20 et 28 milliards de francs, selon le Financial Times du samedi 4 mai.

En sus de l'augmentation de capital de l'automne, les banques prévoient une conversion massive d'une partie de leur dette en obligations payant un intérêt symbolique - de l'ordre de 1 %. Ces obligations seraient remboursables, selon les performances de la société, soit en actions, soit en obligations soit en cash. Dans le pire des cas, les banquiers d'Eurotunnel finiraient pas détenir environ les trois quarts du capital de la société.

A ces obligations, s'ajouteraient des prêts participatifs avec un taux d'intérêt fixe faible et un taux variable et une suppression des marges des banques sur leurs prêts. Reste à savoir si la direction d'Eurotunnel et ses actionnaires acceptent ce plan.

Arnaud Leparmentier

Livret jeune : parution du décret au « Journal officiel »

LE DÉCRET D'APPLICATION sur la création du Livret jeune est paru au Journal officiel du vendredi 3 mai. Annoncée le 30 janvier, la création de ce produit, rémunéré à 4,75 %, réservé aux 12-25 ans et plafonné à 10 000 francs, avait été définitivement adoptée par le Parlement le 28 mars dans la loi DDOEF (portant diverses dispositions d'ordre économique et financier). Depuis l'annonce de la création de ce livret d'épargne, au moment où le taux de rémunération du Livret A a été abaissé à 3,75 %, plusieurs centaines de milliers de participants ont déjà réservé des Livrets jeune auprès des banques.

DÉPÊCHES

■ SFR : l'exploitant de téléphonie mobile facturera désormais les communications téléphoniques en fonction de leur durée réelle, à la seconde près. SFR, filiale de la Générale des eaux, a précisé le 3 mai qu'il est le premier opérateur national à mettre en place cette facturation. Jusqu'à présent, après une minute de communication, la facturation s'opérait sur la base d'une fraction indivisible, toute unité de 0,50 franc commençant étant entièrement facturée.

■ CIBA-SANDOZ : la Commission européenne ne donnera pas son accord à la fusion des deux groupes pharmaceutiques suisses Ciba-Geigy et Sandoz si ces deux groupes n'apportent pas de correctifs à leur projet, affirmait-on le 3 mai à Bruxelles. La commission a décidé de procéder à une investigation approfondie de la fusion envisagée entre les deux groupes, qui se traduira par une enquête détaillée de quatre mois de l'ensemble du projet, qui concerne quarante produits différents.

■ ALCATEL : le groupe français a annoncé, le 3 mai, le regroupement de ses activités en Allemagne dans les secteurs des télécommunications, des câbles, des systèmes et de l'énergie au sein d'une société holding, Alcatel Deutschland.

■ Entreprises minière et chimique (EMC) : le groupe public a réduit sa perte nette consolidée de 495 millions de francs en 1994 à 342 millions pour 1995. Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 16,842 milliards de francs (+7,1 %). Dans un communiqué paru le 3 mai, EMC indique que, « pour la première fois depuis 1989, le résultat courant redevient positif à hauteur de 102 millions de francs ».

■ TÉLÉCOMMUNICATIONS : les groupes AT&T, BT, Cable & Wireless et Siris ont annoncé, le 3 mai, la création de l'Association des opérateurs de services de télécommunications (AOST). Ensemble, ils ont adressé des propositions d'amendements concernant le projet de loi dont la discussion commencera le 7 mai à l'Assemblée nationale.

L'opérateur téléphonique BT met en cause son autorité de tutelle

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

« C'est la faute à Ofel ! », entend-on ces jours-ci au siège de BT (ex-British Telecom) après l'échec des négociations sur une fusion avec Cable & Wireless qui aurait donné naissance à l'un des premiers groupes mondiaux de télécommunications (Le Monde du 4 mai). L'Ofel (Office of Telecommunications), autorité de tutelle indépendante des télécoms britanniques, avait annoncé son intention de maintenir BT au sein d'un cadre réglementaire étroit jusqu'en 2001, sinon au-delà. Cette prise de position aurait provoqué, selon BT, la méfiance des gros actionnaires de C & W.

Don Cruickshank, directeur d'Ofel, a les épaules assez solides pour accepter avec philosophie ce rôle d'ennemi public numéro un. « Plus long et plus complexe que prévu, le processus de déréglementation en Grande-Bretagne, entamé en 1984, ne devrait pas être terminé en 2000. Nous sommes toujours dans une phase transitoire : bien que de nouveaux opérateurs investissent, la concurrence est loin d'être égale avec des acteurs aux tailles et ambitions très différentes », explique au Monde le « régulateur » britannique.

Créé il y a douze ans, parallèlement à la privatisation de BT, l'Ofel a pour mission d'arbitrer le marché, de surveiller les licences déjà acquises, de fixer les normes de qualité. En raison du monopole d'origine de BT, toujours propriétaire du réseau national, il n'existait guère d'autre possibilité que d'instituer un strict contrôle des activités du numéro un des télécoms. L'anneau utilisé est une limitation des tarifs (price cap) des services téléphoniques indexés sur l'inflation, moins un pourcentage variable selon les années. Don Cruickshank envisage d'ailleurs l'imposition d'un deuxième price cap pour mieux surveiller les prix imposés par BT aux autres compagnies déstabilisées d'utiliser son réseau. « Du point de vue du consommateur, il s'agit d'un système efficace puisque les tarifs de BT ont baissé. Contrairement d'accroître son rendement, le groupe a réalisé une meilleure performance que prévu », ajoute notre interlocuteur.

Don Cruickshank rejette l'affirmation que la déréglementation des télécoms a conduit à l'avantage de contrôles administratifs. « Pour faire la transition entre un monopole et le libre marché, il faut des règles détaillées et un organisme de régulation spécifique doté d'un pouvoir de coordination », réplique-t-il. Nommé par le ministre du commerce et de l'industrie pour cinq ans, le directeur général d'Ofel est soumis à la tutelle du Parlement. L'organisme, qui n'emploie que 160 salariés, ne coûte pas un penny à l'Etat puisque ses recettes proviennent des licences payées par les opérateurs.

MANQUE DE TRANSPARENCE

Pour ses détracteurs, l'Ofel bénéficie seulement aux plus importantes des compagnies étrangères implantées sur le marché britannique, puisqu'aucun acteur national ne peut attendre la taille critique propre à concurrencer BT. D'autres soulignent le manque de transparence des décisions de l'Ofel ainsi que ses réticences à faire appel à des experts indépendants. Don Cruickshank se dit impressionné par le projet de privatisation de France Télécom : « Il existe une réelle volonté d'établir un régime concurrentiel qui ne pourra que renforcer France Télécom. Le plus grand danger est l'illusion d'une libéralisation, le maintien d'un protectionnisme déguisé. Il ne faut pas sous-estimer la capacité de l'ancien monopole d'Etat d'influencer l'organisme de déréglementation. Ce dernier doit se montrer intraitable. Certaines de ses actions vont paraître illogiques, nocives aux intérêts de France Télécom. C'est, au départ, le prix à payer pour construire un marché totalement déréglementé ».

En revanche, ce comptable de formation, écossais d'origine mais britannique comme on n'en fait plus, se montre sceptique quand on évoque la construction européenne. Il s'oppose à la création d'un super-Ofel au sein de l'Union européenne dans la foulée de la déréglementation communautaire en 1998. A ses yeux, chaque pays membre a ses particularismes et justifie sa propre réglementation.

Marc Roche

CALAIS . DOUVRES DOUVRES . CALAIS



Nous aussi on trouvait que ça manquait d'un bon restaurant entre Calais et Douvres.

A l'évidence, vous n'embarquez pas pour un circuit gastronomique mais il est

toujours agréable de savoir, même en pleine mer, que la bonne cuisine est au rendez-vous. C'est là

tout l'ambition nourrie par SeaFrance-Sealink : rendre la traversée de la Manche plus appétissante que jamais.

Le choix en plus. A bord de nos navires, tous les goûts sont permis : entrez à toute heure

dans notre Café Parisien, notre Brasserie, notre Relais Gourmet, ou notre authentique Pub.

L'attention en plus. Nos croissants sont préparés à bord, nos plats allient bon goût

et fraîcheur, nos crûs sont des grands crûs. Vous êtes bien à bord d'un navire 3 étoiles.

Sans un franc de plus. Avec 14 aller-retours par jour, vous pouvez profiter sans

arrêter de ce nouvel art de vivre en mer sans que cela ne vous coûte plus qu'un simple ferry. C'est notre

engagement. Renseignez-vous dans votre agence de voyages ou dans les agences SeaFrance. N° Azur 36 63 63 01

SeaFrance. Le moins qu'on puisse faire c'est d'en faire plus.

SEA FRANCE
SEALINK

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1996

ACTIONS Entre 1990 et la fin de 1995, la Bourse de Paris a fait du surplace, affichant des performances médiocres qui ont découragé les investisseurs. Pourtant, les

temps changent et les actions françaises semblent se reprendre. Elles ont gagné près de 25 % lors des sept derniers mois. ● **LES ACTIONS** affichent sur le long terme les meil-

leurs performances. Elles ont aujourd'hui le vent en poupe parce que les rendements monétaires et obligataires ont baissé. En outre, la multiplication des OPA et les prévi-

sions favorables de croissance des bénéfices des entreprises portent le marché. ● **POUR SE CONSTITUER** un portefeuille de titres, il faut avant tout sélectionner des valeurs

solides et dont la stratégie et la gestion sont claires. Un moyen d'éviter les surprises sur un type d'investissement qui par essence est risqué.

La Bourse demeure incomparable sur le long terme

Les Français ont été échaudés par les faibles gains enregistrés à la Bourse de Paris au cours des dernières années et par les piètres performances d'ensemble des sociétés privatisées. Pourtant, l'indice CAC 40 vient de gagner près de 25 % en sept mois

LES FRANÇAIS n'aiment pas la Bourse. L'euphorie de la fin des années 80, née à la fois des excès du second marché et plus encore des gains apparemment automatiques des premières privatisations, a disparu avec le krach d'octobre 1987. Tout au plus, le retour des privatisations en 1993 et 1994 a pu séduire un temps des actionnaires vite échaudés par des performances particulièrement médiocres. En fait, entre 1990 et la fin de 1995, la Bourse de Paris a fait du surplace. On est loin de la hausse de 128 % de l'indice Dow Jones de la Bourse de New York en cinq ans, qui s'est traduite par un engouement presque sans précédent des Américains pour les fonds de placement en actions.

Dans ce contexte, les épargnants français déjà réticents devant la moindre prise de risque inhérente à l'investissement boursier ont déserté peu à peu la Bourse. Les succès de l'épargne financière ont été liés aux avantages fiscaux de l'assurance-vie et aux taux exceptionne-

ment élevés servis jusqu'en 1995 par les sifflons monétaires.

Mais les temps changent. La Bourse de Paris a gagné près de 25 % depuis octobre 1995. Les transactions deviennent plus importantes. Les valeurs françaises bénéficient avant tout du mouvement général de baisse des taux d'intérêt entamé depuis sept mois, qui réduit d'autant les rendements des sifflons monétaires et de l'assurance-vie traditionnelle. Les rumeurs d'acquisitions et autres OPA animent de nouveau la Bourse de Paris. L'heure est aux fusions et aux concentrations dans des secteurs où la concurrence est mondiale (chimie, pharmacie, banques). Le marché français ne se tient plus à l'écart. General Electric a racheté l'an dernier la Sovac. Paribas a lancé une OPA sur la Compagnie de navigation mixte. Le Crédit agricole vient d'annoncer la reprise d'Indosuez, la filiale de la Compagnie de Suez.

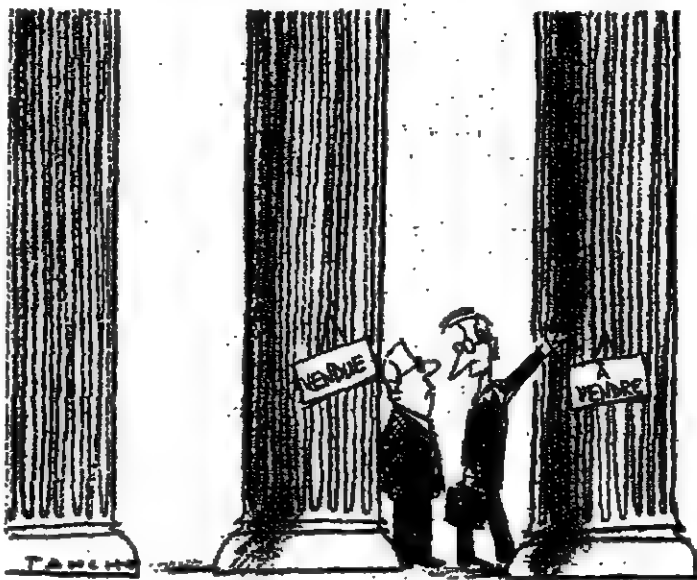
La création prochaine de fonds de pension en France investis à très long terme et donc pour une bonne

part en actions devrait donner un coup de fouet à Paris. Même si l'impact sur les cours de l'apparition de fonds de pension sera dans un premier temps avant tout psychologique. Autre nouveauté, la place parisienne figure depuis plusieurs mois en tête de liste des recommandations des grandes banques américaines, ne serait-ce que parce qu'elle doit rattraper son retard. La plupart des grands marchés (Wall Street, Londres, Francfort, Amsterdam) ont atteint au cours des dernières semaines des sommets historiques. Les Parisiens qui restent à plus de 10 % de ses plus hauts historiques atteints brièvement en février 1994. En outre, selon les analystes, les résultats des entreprises françaises devraient s'améliorer de près de 20 % cette année.

LA FIDÉLITÉ PAIE

Et puis sur le long terme, l'investissement en actions bat tous les autres, à condition d'avoir de la croissance économique dont il est le fidèle reflet. Europeperformance a réalisé une étude sur les sifflons et autres fonds communs sur les huit dernières années, qui montre que la durée minimum d'investissement, pour être sûr au moins de récupérer son capital, est d'au moins 19 mois pour les sifflons obligataires et d'au moins 41 mois pour les sifflons actions. Mais au-delà de cinq ans, les actions affichent les meilleures performances. Investir en actions, c'est s'exposer à des variations brutales des cours dans un temps réduit, mais c'est aussi participer à la croissance et au développement d'une entreprise et en partager les fruits.

La difficulté, c'est de bien choisir les titres. Ensuite, la fidélité paie sur



le long terme lorsque la gestion de l'entreprise est bonne. Les grands groupes industriels ayant une taille mondiale, si possible pas trop endettés et qui ont des stratégies claires offrent souvent la garantie de performances appréciables sur une longue période. Le meilleur exemple est celui de l'Air liquide, numéro un mondial des gaz industriels. Son cours a été multiplié par deux depuis 1989, sans compter les attributions gratuites de titres aux actionnaires et les dividendes versés chaque année.

CHOISIR DIX À QUINZE VALEURS

La gestion d'un portefeuille passe par le choix au minimum de dix à quinze valeurs, situées dans des secteurs d'activité différents, afin de répartir les risques. Il faut aussi respecter un certain équilibre géographique. Il est conseillé de dé-

tenir un petit nombre de valeurs américaines, allemandes et japonaises de qualité. C'est une façon de profiter de cycles économiques plus favorables dans d'autres pays. On peut ainsi considérer aujourd'hui que les valeurs japonaises devraient bénéficier de la reprise de l'économie japonaise. En revanche, les groupes américains semblent moins attrayants après une envolée spectaculaire des cours et de leurs bénéfices au cours des derniers mois. Quant à l'Allemagne, sa situation conjoncturelle est très proche de celle de la France, mais certains groupes occupent des positions sur leurs marchés dont on ne trouve pas d'équivalent en France (Hoechst, BASF et Bayer dans la chimie, par exemple).

Enfin, l'investisseur particulier doit éviter les titres spéculatifs. Il ne dispose pas des moyens

que possèdent les professionnels et a toutes les chances d'être pris à contre-pied par les évolutions brutales de cours.

Il faut savoir que gérer un portefeuille en direct nécessite du temps et un apprentissage des mécanismes boursiers. Il importe de suivre attentivement l'environnement économique et s'intéresser de près aux sociétés composant le portefeuille et à leur santé, leur stratégie, leurs perspectives de résultats. Pour ceux qui n'ont pas le temps ou l'envie de gérer un portefeuille, les sifflons et les fonds communs investis en actions permettent d'obtenir des résultats presque équivalents. Là encore, il faut faire un choix difficile parmi un grand nombre de produits qui vont des plus larges (sifflons en actions françaises) aux plus spécialisés (certains marchés étrangers (Asie du Sud-Est, marchés émergents...), voire certains secteurs d'activité (pharmacie, environnement). Il existe aussi des sifflons d'indices dont la performance correspond à celle d'un indice boursier de référence (CAC 40 ou SBF 120 à Paris, Dow Jones à New York, DAX à Francfort...).

Sur le plan fiscal, enfin, il faut savoir que les actions françaises et sifflons et fonds investis spécifiquement en actions françaises bénéficient d'un traitement de faveur et ils sont placés dans un PEA (Plan d'épargne en actions). Les plus-values et revenus d'actions sont exonérés d'impôt au-delà d'un délai de cinq ans (*Le Monde* des 14 et 15 avril). Les arbitrages à l'intérieur du PEA sont possibles, mais il ne faut pas réduire le volume de son investissement sous peine de pénalités.

Eric Leseur

Tenir compte des frais

Détenir un portefeuille d'actions revient à se constituer une succession de lignes de titres de même nature et à les gérer. Les lignes doivent être suffisamment nombreuses pour diversifier les risques et pas en trop grand nombre, non plus, pour ne pas coûter trop cher en frais. Car des droits de garde sont facturés tous les ans par l'intermédiaire financier (banque, société de Bourse) pour la conservation des titres et leur gestion administrative. Un montant forfaitaire minimal est même appliqué par ligne. Il faut y ajouter les frais de courtage payés à chaque ordre d'achat et de vente en fonction du montant de la transaction. A cet égard, il faut impérativement s'en tenir aux quotités (nombre minimal de titres pour une transaction standard), ce qui évite de payer des frais considérables dit de « rompus ». A tout cela s'ajoute l'impôt de Bourse (0,3 %). En faisant le cumul de ces frais, les professionnels considèrent qu'il n'est pas rentable de constituer un portefeuille avec une mise initiale inférieure à 150 000 francs et avec une dizaine de lignes.

La vigilance s'impose avec le crédit relais

Profiter de la crise immobilière pour vendre le logement que l'on possède et acheter plus grand n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Si la baisse des prix au mètre carré permet de s'offrir un logement plus vaste à moindre coût, revendre celui que l'on possède est, en revanche, plus difficile que par le passé. Que faire alors si une bonne affaire vient à passer ?

Les crédits relais constituent une réponse adaptée à ce problème. Ils concernent tout particulièrement qui cherche à acquérir un bien sans avoir encore revendu celui qu'il détenait auparavant et qui est, donc, à la recherche d'un financement à court terme en attendant d'avoir encaissé le produit de la vente.

Dans leur principe, les crédits relais permettent de financer la nouvelle acquisition dans la limite d'un pourcentage correspondant, le plus souvent, à 70 % de la valeur estimée du bien à vendre. Leurs taux se situent actuellement entre 6,5 % et 9 %.

Contrairement aux prêts immobiliers classiques, les

crédits relais sont généralement dits *in fine*. En clair, l'emprunteur n'acquiesce que les intérêts de la somme empruntée pendant toute la durée du crédit, le remboursement du capital s'effectuant au terme (*in fine*), une fois que le bien ancien aura été cédé.

Si vous êtes contraint de recourir à une solution de ce type en ayant trouvé un acquéreur potentiel, orientez-vous plutôt vers les établissements qui modulent le taux de leur crédit selon le délai de revente. Dans la plupart des cas, une ristourne de 1 % à 1,5 % vous sera consentie si cette vente intervient dans un délai de six à neuf mois. De manière générale, sachez aussi que, si vous avez besoin d'un prêt complémentaire pour financer une nouvelle acquisition, l'établissement prêteur acceptera de faire un geste supplémentaire si vous vous endettez chez lui. Mais prudence : un geste, aussi spectaculaire soit-il, sur un crédit de courte durée ne doit pas occulter les conditions du prêt complémentaire, lequel engage, généralement, son souscripteur sur une durée de dix à quinze ans.

Arnaud de Fréminville

Réduire ses impôts en achetant sa résidence principale à crédit

Les ménages qui achètent leur résidence principale à crédit prennent rarement en compte la réduction d'impôt qui leur sera accordée sur les intérêts d'emprunt. Et pourtant cet avantage fiscal est loin d'être négligeable.

Dans la pratique, peu importe que l'acquisition ait lieu au début, au milieu ou en fin d'année. L'acquéreur aura droit à l'avantage fiscal sur cinq années. Exemple : un couple a acheté sa résidence principale en souscrivant un crédit le 30 juin 1990. Cette année-là, il

trava profité de la réduction d'impôt que sur six mois. De 1991 à 1994 elle s'appliquera chaque année sur douze mois. Enfin, en 1995, un solde de six mois d'intérêts permettra de réduire une dernière fois ses impôts. Au total ce sont donc bien cinq années qui auront été prises en compte. A noter que les frais d'emprunt ouvrent droit comme les intérêts à la réduction d'impôt. Il peut s'agir des frais de notaire, de dossier, d'inscription hypothécaire, d'assurance perte d'emploi, des garanties décès.

Le montant de la réduction d'impôt varie selon qu'il s'agit d'immobilier ancien ou neuf. Pour l'ancien, cette réduction d'impôt est égale à 25 % des intérêts : dans la limite d'un plafond de 15 000 francs plus 2 000 francs par enfant à charge. Exemple : un couple marié sans enfant a acquis 17 000 francs d'intérêts en 1995 au titre d'un

emprunt souscrit en 1993. Montant de la réduction d'impôt à laquelle il aura droit : 3 750 francs (15 000 x 25 %).

Pour le neuf, lorsque l'emprunt a été contracté à compter du 1^{er} juin 1984, la réduction d'impôt reste de 25 % mais le plafond varie selon la date à laquelle le crédit a été souscrit.

Entre le 1^{er} juin 1984 et le 17 septembre 1991, les intérêts ouvrent droit à réduction d'impôt dans la limite d'un plafond de 30 000 francs par an pour un couple marié auquel s'ajoutent 2 000 francs pour le premier enfant, 2 500 francs pour le deuxième et 3 000 francs à partir du troisième.

A partir du 18 septembre 1991, le plafond sur lequel s'applique la réduction d'impôt est porté à 40 000 francs pour un couple marié ou 20 000 francs pour un célibataire ou une personne seule. Dans les deux cas, il existe une majoration de 2 000 francs pour le premier enfant, 2 500 francs pour le deuxième et 3 000 francs à partir du troisième. Exemple : un couple marié avec deux enfants a payé en 1995 60 000 francs d'intérêts sur un emprunt souscrit en 1992 pour acheter un logement neuf. Montant de la réduction d'impôt au titre de cette année : 11 250 francs, soit (40 000 + 2 000 + 2 500) x 25 %. Remarque : la réduction d'impôt sur intérêts d'emprunt ne peut être cumulée avec le bénéfice du prêt à taux zéro.

Laurent Edelmann

Investir dans un club de football anglais

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

Les clubs professionnels de football anglais cotés à la Bourse de Londres sont plus sérieux qu'il n'y paraît, comme l'atteste l'engouement croissant des investisseurs institutionnels à l'égard d'un placement qui n'a plus rien de folklorique.

Une poignée d'autres, dont Chelsea et Everton, sont par ailleurs cotés sur l'Alternative Investment Market (AIM), un marché pour petites et nouvelles sociétés. Mais face à l'intérêt croissant des fonds d'investissement et de retraite anglo-saxons - y compris les plus conservateurs d'entre eux comme les *Scottish widows* écossais -, pour ce placement sortant des sentiers battus, bon nombre de clubs prestigieux comme Liverpool, Leeds et Arsenal étudient à leur tour une introduction en Bourse. En facilitant des augmentations de capital, l'inscription à la corbeille londonienne procure des capitaux supplémentaires nécessaires pour permettre aux clubs d'acheter des stars ou de moderniser leurs installations.

Depuis 1991, date de son entrée en Bourse, le cours de Manchester United, actuel leader du championnat anglais et finaliste de la « Cup », a augmenté de 600 %, sa capitalisation boursière passant de 31 millions de livres à 201 millions, malgré plusieurs saisons calamiteuses. Pour sa part, le titre Tottenham a presque doublé de valeur au cours de la même période. Quant à la performance de Chelsea et d'Everton, elle impressionne les professionnels de l'AIM. A l'origine de cet essor du « placement foot », les observateurs soulignent le boom actuel de ce sport, secondé par l'approche de l'Euro 96, le championnat

d'Europe des nations qui se déroule en juin en Grande-Bretagne, la quasi-disparition du hooliganisme des stades et l'arrivée de vedettes étrangères, à commencer par l'enfant terrible Eric Cantona.

Actuellement, trois clubs (Manchester United, Tottenham Hotspurs et Millwall) sont inscrits au London Stock Exchange

Par ailleurs, comme l'indique Patrick Murphy, sociologue au centre d'étude du football de l'université de Leicester, les clubs sont désormais de véritables entreprises de loisirs déclinant toute une gamme de services, des produits estampillés à la restauration en passant par l'édition, la mode ou l'hôtellerie. Dans la plupart des cas, les propriétaires sont des hommes d'affaires - Alan Sugar, patron d'Amstrad et de Tottenham, en est le meilleur exemple - qui, après avoir fait fortune, se sont payés un club pour assouvir un besoin de promotion sociale. Ces magnats, qui n'aiment pas perdre de l'argent, ont imposé leur façon brutale de traiter les affaires aux amateurs qui se considéraient jusque-là comme les dépositaires légaux de la réputation du jeu. « Sur le plan financier, les droits de retransmission télévisés et les recettes du sponsoring s'échelonnent sur plusieurs années, ce qui assure un confortable matelas de liquidités. Peu de secteurs disposent d'un

tel atout », indique l'établissement Panmure Gordon. Enfin, la loyauté des petits investisseurs - souvent des supporters - envers la « marque » est un avantage non négligeable.

« Le problème de ce type de placement c'est que les profits, recettes et dividendes, qui vont souvent de pair avec les performances sur le terrain, sont totalement imprévisibles. Un imprévisible comme la blessure d'un avant-centre peut affecter gravement le cours en Bourse. » Comme le souligne Trevor Smith, analyste auprès du courtier spécialisé Waters Lunis, l'attrait du produit, jugé « séduisant mais à risque », a ses limites. Ainsi, la suspension d'Eric Cantona pendant une longue période après une agression contre un spectateur a fait chuter la valeur boursière de son club, Manchester United, de 3 millions de livres (10 millions de francs). Et le cours de Millwall, qui se déme pour éviter la relégation, est au plus bas. Par ailleurs, bien des conseillers financiers mettent en garde leurs clients contre les habitudes d'un milieu « footballistique » qui s'illustre régulièrement par des scandales et par le goût des comptes flous.

Manchester United, plus rentable que British Telecom ou la pierre ? Aux yeux des grands seigneurs de l'argent, le football ne tient plus du gadget. Symbole par excellence de la classe ouvrière anglaise, ce sport serait-il enfin devenu un exercice de gentlemen ?

Marc Roche

La Bourse en direct
36 15 LEMONDE
223 F la semaine

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	05-05-96	DIF.
Bouygues	2042	-
Danone	791	-
Edenred	491	-
LMVH Most Valon	1279	-
Perrier-Ricard	529,70	-
Remy Cointreau	145,60	-
Saint-Louis	1461	-

ASSURANCES	05-05-96	DIF.
AGF-AsurGen-France	138	-
AXA	322	-
GAN	151,20	-
SCOR SA	190	-
UAP	108,20	-
Union Assur-Fid	606	-

BATIMENT ET MATERIAUX	05-05-96	DIF.
Bouygues	518	-
Ciments Fr.Fr.	248,80	-
Colas	910	-
Effage	800	-
Eurotunnel	5,70	-
CTM-Entrepose	325	-
Imetal	799	-
Jean Lefebvre	319,10	-
Lafarge	316,80	-
Poliet	327	-
Saint-Gobain	606	-
SCF	111,10	-

CHIMIE	05-05-96	DIF.
Air Liquide	921	-
Gasogène (G)	514	-
Michelin	248,10	-
Plastic-Omn.(Ly)	457	-
Rhone-Poulenc A	122,80	-
Roussel Uclaf	1214	-
Sanofi	406,30	-
Synthelabo	397	-

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE	05-05-96	DIF.
BIC	576	-
Carrefour	1390	-
Christian Dior	684	-
Clarks	707	-
DMC (Dollfus MI)	258,30	-
Esprit Int	1300	-
Groupe Andre S.A.	492,40	-

Une semaine foncièrement mauvaise

LA BOURSE DE PARIS n'a pas fait d'émotions au cours de la semaine écoulée et certains boursiers n'ont pas été mécontents que celle-ci ne compte que quatre séances en raison de la fête du 1^{er} mai. Vendredi, en clôture, le bilan hebdomadaire apparaît médiocre: en quatre séances, l'indice CAC 40 a perdu 1,07 % à 2.115,38 points.

En début de semaine, l'animation est venue du secteur bancaire avec Suez dans la perspective de la prise de contrôle de la banque indonésienne par le Crédit agricole. Dans l'attente de la tenue du conseil d'administration réuni lundi 29 avril à 15 heures, la cotation de la Compagnie financière était suspendue. Tout comme le titre du Crédit foncier de France dans l'attente de la publication de ses résultats le même jour. L'une des différences majeures entre les deux titres est que seul Suez affiche un cours en fin de semaine alors que le CFF a déjà passé deux séances suspendues et deux autres réservées à la baisse en quête d'acheteurs.

Suez termine la période à 206 francs en recul de 7,62 % sur son cours du vendredi précédent. Pour les analystes, Suez est devenue soit une grosse scierie, soit une holding pure à laquelle doit

s'appliquer une décote de l'ordre de 30 % à 35 %. Une société de Bourse chère par Reuter estime que la valeur d'actif net réévaluée à 330 francs sur la base d'un prix de vente d'Indosuez de 12 milliards de francs valorise ainsi l'action à moins de 230 francs, compte tenu également des engagements de la société dans l'immobilier.

Mauvaise semaine donc pour le Crédit foncier dont les pertes annoncées lundi avoisinent 11 milliards de francs. Le dernier cours coté est celui du vendredi 26 avril à 62,95 francs. Depuis, une trop grande affluence d'ordres de ventes n'a pas permis une cotation. Jeudi, l'action du CFF, après trois tentatives infructueuses correspondant aux trois seules de réservation à la baisse fixées par la SBF (+10 %, -5 % et -5 %), n'a pu être cotée. Un cours de 51,25 francs a été proposé vendredi à l'ouverture mais aucune contrepartie n'a été trouvée. Lundi, l'action sera offerte à 41,70 francs. Considérée comme une valeur de « père de famille » à l'image de l'Air liquide, elle devient aujourd'hui une valeur de père de famille... ruiné: depuis le début de 1995, l'action a perdu près de 84 % de sa valeur.

Toujours du côté des financières, les Assurances générales de France terminent la semaine en repli de 2,14 % à 137 francs. La privatisation du groupe ne soulève pas l'enthousiasme. La plupart des spécialistes estiment que l'offre publique de vente pourrait se faire entre 130 et

134 francs mais le choix du bas de cette fourchette aurait plus la faveur des investisseurs. Le ministre des finances, Jean Arthuis, a annoncé vendredi en fin de journée le lancement de la procédure de privatisation. La période de préplacement débutera lundi 6 mai et 30 % de l'offre seront réservés aux particuliers, l'Etat conservant une participation maximale de 10 % hors réserve d'actions gratuites. Les particuliers pourront acquérir 5 actions au minimum et 90 au maximum, cette quantité pouvant être portée à 180 si l'acquéreur règle en titres de l'emprunt 6 % juillet 1997 (« emprunt Ballardur »).

Les valeurs de la distribution ont été bien orientées: l'indice de France termine la semaine en hausse de 9,14 % à 1.015 francs bénéficiant d'une rumeur selon laquelle Auchan entrerait dans le capital. Guyenne-Gascogne, autre valeur opérable, a gagné 7,18 % à 1.732 francs. Carrefour a distribué une action gratuite pour deux anciennes mais est toujours au plus haut, et termine la semaine à 2.680 francs. Cette division permettra notamment aux petits porteurs de se porter acquéreurs. Les analystes estiment que le durcissement de la législation sur la grande distribution n'est pas forcément mal perçu dans la mesure où il donne une rente de situation aux acteurs actuels.

François Bostnavarion

LIQUIDES	05-05-96	DIF.
L'Oréal	1536	-
Moulinex	87	-
Salomon (Ly)	3646	-
S.E.B.	860	-
S.M. Rosinon	1750	-
Sommer-Albert	1490	-
Solène et al	1288	-

DISTRIBUTION	05-05-96	DIF.
Carrefour	2657	-
Casino Guichard	196	-
Castorama (L)	980	-
Comptoir Mod.	2029	-
Danone	380	-
Docks France	1008	-
Calsonic Lafayette	1615	-
Guibert	825	-
Guyenne Gascogne	1733	-
Pinault-Prin.	1496	-
Primagaz	532	-
Prodomas	1438	-
Rasel	1240	-

IMMOBILIER ET FONCIER	05-05-96	DIF.
C.F.C.	425	-
Sue Impartier(Ly)	4250	-
Sellings	364	-
Simco	499	-
UIF	447,90	-
Luda	51,70	-
Sic	739	-
Sogaparc (Fin)	688	-

MINES D'OR, DIAMANT	05-05-96	DIF.
Anglo American	341,80	-
De Beers	165,10	-
Driefontein	81	-
Gencor Limited	20,40	-
Harmony Gold	60	-
Randfontein	39,20	-
Saint-Helena	33,65	-
Western Deep	261,80	-

PETROLE	05-05-96	DIF.
Elf Aquitaine	386,60	-
Esso	620	-
Geopysique	357	-
Total	346	-
BP France	346	-
Erap-Elf Cpt	346	-

SICOM OU EX-SICOM	05-05-96	DIF.
Bal Investis	854	-
Interbal	257	-
Kliverne	605	-
Lochard	880	-
Selecofrance	164,50	-
Unibail	505	-
Genefim	152,10	-
Immobail	128	-

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	05-05-96	DIF.
Azair	707	-
BIS	585	-
Canal	1230	-
Cap Gemini Sogsi	185,50	-
CEP Communication	452	-
Club Méditerranée	489,60	-
Eaux (Gie des)	556	-
Eco	1149	-
Baro Disney	14,85	-
Filipacchi Media	986	-
Havas	430,50	-
Lyonnais Eau	526	-
Publicis	391,10	-
S.I.T.A.	1108	-
Sligos	490	-
Sodexo	1963	-
Technip	466,30	-
Soc. Delmas(SVD)	850	-
Dauphin OTA	282	-
OGF Om. Gest.Fin.	553	-
TFI-1	553	-

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les performances des SICAV de chaque catégorie)

le 26 avril

LIBELLE Organisme promoteur Rang Rang Valeur liquid.

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 12,39 %, sur 5 ans : 34,37 %

EMERGENCE POSTE	1	100,12
NORWICH SELECTION	2	130,42
OBJECTIF PATRIMOINE	3	830,60
NATIO EPARGNE RETRAITE	4	136,27
ALLIANCE (D)	5	1080,20
ALLIANCE (D)	6	1089,82
VALUEURS DE FRANCE	7	455,76
CONVERGENCE	8	351,81
INTERSELECTION FRANCE	9	571,25
FEDERAL CROISSANCE (C)	10	174,99
CPR CAPITAL EXPANSION	11	3269,39
QUEST VALEURS (C)	12	1561,41
CIO	13	1405,78
CM EPARGNE LONG TERME (C)	14	224,56
CM EPARGNE LONG TERME (D)	15	224,56
CM EPARGNE LONG TERME (C)	16	2009,50
AVENIR ALIZES (C)	17	111,99
AVENIR ALIZES (D)	18	111,99
AVENIR ALIZES (C)	19	1984,26
AVENIR ALIZES (D)	20	111,99
AVENIR ALIZES (C)	21	111,99
AVENIR ALIZES (D)	22	111,99
AVENIR ALIZES (C)	23	111,99
AVENIR ALIZES (D)	24	111,99
AVENIR ALIZES (C)	25	111,99
AVENIR ALIZES (D)	26	111,99
AVENIR ALIZES (C)	27	111,99
AVENIR ALIZES (D)	28	111,99
AVENIR ALIZES (C)	29	111,99
AVENIR ALIZES (D)	30	111,99
AVENIR ALIZES (C)	31	111,99
AVENIR ALIZES (D)	32	111,99
AVENIR ALIZES (C)	33	111,99
AVENIR ALIZES (D)	34	111,99
AVENIR ALIZES (C)	35	111,99
AVENIR ALIZES (D)	36	111,99
AVENIR ALIZES (C)	37	111,99
AVENIR ALIZES (D)	38	111,99
AVENIR ALIZES (C)	39	111,99
AVENIR ALIZES (D)	40	111,99
AVENIR ALIZES (C)	41	111,99
AVENIR ALIZES (D)	42	111,99
AVENIR ALIZES (C)	43	111,99
AVENIR ALIZES (D)	44	111,99
AVENIR ALIZES (C)	45	111,99
AVENIR ALIZES (D)	46	111,99
AVENIR ALIZES (C)	47	111,99
AVENIR ALIZES (D)	48	111,99
AVENIR ALIZES (C)	49	111,99
AVENIR ALIZES (D)	50	111,99
AVENIR ALIZES (C)	51	111,99
AVENIR ALIZES (D)	52	111,99
AVENIR ALIZES (C)	53	111,99
AVENIR ALIZES (D)	54	111,99
AVENIR ALIZES (C)	55	111,99
AVENIR ALIZES (D)	56	111,99
AVENIR ALIZES (C)	57	111,99
AVENIR ALIZES (D)	58	111,99
AVENIR ALIZES (C)	59	111,99
AVENIR ALIZES (D)	60	111,99
AVENIR ALIZES (C)	61	111,99
AVENIR ALIZES (D)	62	111,99
AVENIR ALIZES (C)	63	111,99
AVENIR ALIZES (D)	64	111,99
AVENIR ALIZES (C)	65	111,99
AVENIR ALIZES (D)	66	111,99
AVENIR ALIZES (C)	67	111,99
AVENIR ALIZES (D)	68	111,99
AVENIR ALIZES (C)	69	111,99
AVENIR ALIZES (D)	70	111,99
AVENIR ALIZES (C)	71	111,99
AVENIR ALIZES (D)	72	111,99
AVENIR ALIZES (C)	73	111,99
AVENIR ALIZES (D)	74	111,99
AVENIR ALIZES (C)	75	111,99
AVENIR ALIZES (D)	76	111,99
AVENIR ALIZES (C)	77	111,99
AVENIR ALIZES (D)	78	111,99
AVENIR ALIZES (C)	79	111,99
AVENIR ALIZES (D)	80	111,99
AVENIR ALIZES (C)	81	111,99
AVENIR ALIZES (D)	82	111,99
AVENIR ALIZES (C)	83	111,99
AVENIR ALIZES (D)	84	111,99
AVENIR ALIZES (C)	85	111,99
AVENIR ALIZES (D)	86	111,99
AVENIR ALIZES (C)	87	111,99
AVENIR ALIZES (D)	88	111,99
AVENIR ALIZES (C)	89	111,99
AVENIR ALIZES (D)	90	111,99
AVENIR ALIZES (C)	91	111,99
AVENIR ALIZES (D)	92	111,99
AVENIR ALIZES (C)	93	111,99
AVENIR ALIZES (D)	94	111,99
AVENIR ALIZES (C)	95	111,99
AVENIR ALIZES (D)	96	111,99
AVENIR ALIZES (C)	97	111,99
AVENIR ALIZES (D)	98	111,99
AVENIR ALIZES (C)	99	111,99
AVENIR ALIZES (D)	100	111,99

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 15,07 %, sur 5 ans : 32,83 %

LE PORTFOLIO DIVERSE	1	1465,43
BIOPIERRE	2	1344,26
TECHNO-CAN	3	8169,21
SAINT-HONORE M & S	4	1457
PARABUS	5	983,85
PARABUS	6	136,24
PARABUS	7	861,24
PARABUS	8	1057,78
PARABUS	9	1188,11
PARABUS	10	995,17
PARABUS	11	165,56
PARABUS	12	340,48
PARABUS	13	1275,56
PARABUS	14	1221,02
PARABUS	15	469,07
PARABUS	16	1262,85
PARABUS	17	745,73
PARABUS	18	180,67
PARABUS	19	180,67
PARABUS	20	180,67
PARABUS	21	180,67
PARABUS	22	180,67
PARABUS	23	180,67
PARABUS	24	180,67
PARABUS	25	180,67
PARABUS	26	180,67
PARABUS	27	180,67
PARABUS	28	180,67
PARABUS	29	180,67
PARABUS	30	180,67
PARABUS	31	180,67
PARABUS	32	180,67
PARABUS	33	180,67
PARABUS	34	180,67
PARABUS	35	180,67
PARABUS	36	180,67
PARABUS	37	180,67
PARABUS	38	180,67
PARABUS	39	180,67
PARABUS	40	180,67
PARABUS	41	180,67
PARABUS	42	180,67
PARABUS	43	180,67
PARABUS	44	180,67
PARABUS	45	180,67
PARABUS	46	180,67
PARABUS	47	180,67
PARABUS	48	180,67
PARABUS	49	180,67
PARABUS	50	180,67
PARABUS	51	180,67
PARABUS	52	180,67
PARABUS	53	180,67
PARABUS	54	180,67
PARABUS	55	180,67
PARABUS	56	180,67
PARABUS	57	180,67
PARABUS	58	180,67
PARABUS	59	180,67
PARABUS	60	180,67
PARABUS	61	180,67
PARABUS	62	180,67
PARABUS	63	180,67
PARABUS	64	180,67
PARABUS	65	180,67
PARABUS	66	180,67
PARABUS	67	180,67
PARABUS	68	180,67
PARABUS	69	180,67
PARABUS	70	180,67
PARABUS	71	180,67
PARABUS	72	180,67
PARABUS	73	180,67
PARABUS	74	180,67
PARABUS	75	180,67
PARABUS	76	180,67
PARABUS	77	180,67
PARABUS	78	180,67
PARABUS	79	180,67
PARABUS	80	180,67
PARABUS	81	180,67
PARABUS	82	180,67
PARABUS	83	180,67
PARABUS	84	180,67
PARABUS	85	180

Les marchés obligataires américains vivent dans la psychose de l'inflation

Le rendement de l'emprunt d'Etat américain à long terme est remonté au-dessus de 7 %

L'annonce d'une croissance plus forte que prévu au premier trimestre aux Etats-Unis a provoqué un viril des marchés obligataires américains.

Le rendement de l'obligation à trente ans est remonté au-dessus de 7 %, son plus haut niveau depuis près d'un an. Les investisseurs craignent

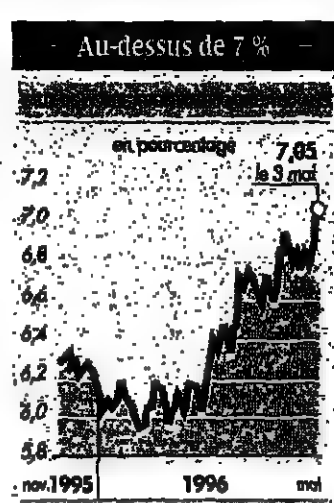
que ce rebond inattendu de l'économie, dans une situation de quasi-plein emploi, ne provoque des tensions sur les salaires et sur les prix. En Europe, l'événement de la semaine a été le passage

du rendement des obligations françaises au-dessus de celui des emprunts d'Etat allemands.

LES APPRÉHENSIONS inflationnistes ont continué, cette semaine, à faire des ravages sur les marchés financiers américains. Le rendement de l'obligation de référence à trente ans est remonté pour la première fois depuis près d'un an au-dessus de la barre des 7 % (contre 5,95 % le 1^{er} janvier). Il s'inscrivait, vendredi 3 mai, en clôture, à 7,05 %.

Les investisseurs s'inquiètent du dynamisme actuel de l'économie américaine. Tirée par la consommation, la croissance du produit intérieur brut (PIB) aux Etats-Unis s'est établie à 2,8 % au premier trimestre (après 0,5 % au dernier trimestre de 1995), alors que les économistes prévoyaient une progression limitée à 1,5 %. Le scénario d'un atterrissage en douceur de l'économie s'éloigne, et, avec lui, celui d'un assouplissement de la politique monétaire américaine. Selon les anticipations des opérateurs, relâchées par les cours des contrats à terme, la Réserve fédérale choisira au contraire de relever ses taux directeurs avant la fin de l'année afin d'éviter tout risque de surchauffe (les échéances à trois mois se situent à 6,10 % fin décembre, contre 5,50 % au début).

Les tensions sur les salaires (le revenu des ménages américains a augmenté de 0,5 % en mars après 0,8 % en février), favorisées par une situation de quasi-plein emploi (le taux de chômage a reculé à 5,4 % en avril), la hausse des prix des matières premières agricoles et énergétiques ainsi que la vive progression de la masse monétaire, contribuent à alimenter outre-



Le rebond de l'activité économique aux Etats-Unis inquiète les investisseurs.

Atlantique la psychose de l'inflation. De nombreux experts estiment toutefois que les opérateurs ont tort de s'inquiéter et que cette croissance soutenue n'entraînera, en raison de la globalisation de l'économie mondiale, pas plus de tensions sur les prix qu'elle n'en a provoqué au cours des dernières années. Un vif débat oppose aujourd'hui, aux Etats-Unis, les partisans du « inflation is dead » et ceux du « inflation is back ».

L'événement de la semaine, sur les marchés obligataires européens, aura été le passage des rendements à long terme français sous leurs homologues allemands. Vendredi 3 mai, en clôture, le taux de

l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,49 %, contre 6,53 % pour celui du titre d'Etat allemand de même échéance. Un tel événement ne s'est produit qu'à deux reprises - et pour des périodes très brèves - dans le passé : au mois de juillet 1993 et au début de l'année 1994.

Le chemin parcouru est impressionnant lorsqu'on se souvient que cet écart se situait encore à 1 % il y a six mois. Le discours télévisé du président de la République, le 26 octobre, au cours duquel la priorité accordée à la réduction des déficits publics, la défense de la parité franc-deutschmark et l'attachement à la construction monétaire européenne avaient été solennellement réaffirmés, a fait entrer les marchés financiers français dans un cercle vertueux dont rien n'a pu les faire sortir : ni les mouvements sociaux du mois de décembre, ni la révision à la baisse des perspectives de croissance pour 1996 (de 2,8 % à 1,3 %), ni celle, à la hausse cette fois, du déficit des comptes sociaux (46 milliards de francs attendus cette année, contre 17 milliards initialement prévus).

Le gouvernement français cherche aujourd'hui à préserver cet avantage pris, sur le terrain des marchés financiers, face à son voisin. Après que le chancelier Helmut Kohl eut déposé un plan draconien qui prévoyait des économies de quelque 70 milliards de marks (240 milliards de francs) sur les dépenses budgétaires et sociales, Paris a tenu à démontrer qu'il n'était pas en reste. Le premier ministre, Alain Juppé, a réuni, jeudi, ses ministres

pour leur annoncer des coupes sans précédent (60 milliards de francs) dans le budget pour l'année 1997.

Cette surenchère dans la rigueur budgétaire a certes pour mérite de conforter l'euro-optimisme ambiant en prouvant aux investisseurs la détermination de Paris et de Bonn à respecter les critères imposés par le traité de Maastricht. Certains experts se demandent toutefois quel pourra être l'impact, à court terme, sur la croissance, de ces coupes dans ces deux pays. A cet égard, ils observent que l'économie japonaise n'est parvenue - difficilement - à sortir du marasme qu'en absorbant trois remèdes de cheval : une politique monétaire extrêmement accommodante, des interventions sans précédent pour faire baisser le yen (36 % face au dollar en un an) et des plans de relance de très grande ampleur. En comparaison, la banque centrale allemande

a, de Paris même du Fonds monétaire international, bien trop tardé à baisser ses taux directeurs, le billet vert n'a regagné que 11 % de sa valeur face au mark depuis un an et, enfin, les gouvernements européens ne cessent de couper dans les dépenses publiques.

Une autre question que se posent les opérateurs est de savoir si la convergence des taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne va s'accompagner d'un mouvement similaire sur les rendements à court terme, qui sont, pour leur part, directement déterminés par les autorités monétaires. Aujourd'hui, les taux à trois mois français se situent à 5,71 %, contre 3,21 % pour leurs homologues allemands. Les économistes doutent fortement que la Banque de France se lance dans cette aventure, même si le franc poursuit son ascension face au deutschmark.

Pierre-Antoine Delhommais

Faiblesse du dollar face au yen

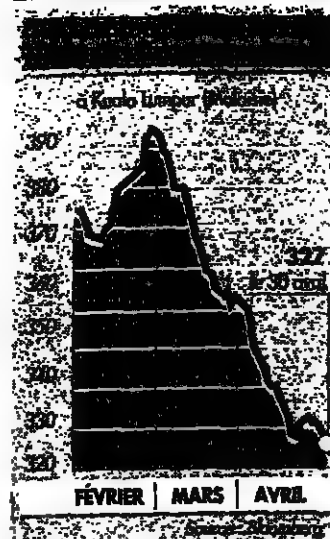
Faut-il craindre une chute du dollar ? Si l'est relativement bien comporté vis-à-vis des monnaies européennes (1,5270 mark et 5,16 francs vendredi soir après un plus haut à 1,5390 mark et 5,19 francs la veille), le billet vert a en revanche connu un brutal acide de faiblesse vis-à-vis de la devise nipponne.

Il est tombé, mercredi 1^{er} mai, sous la barre des 104 yens, son plus bas niveau depuis le début de l'année, pour terminer la semaine à 104,80 yens. Les anticipations de resserrement monétaire au Japon, qui rendraient les placements libellés en yens plus attractifs, sont à l'origine de ce mouvement.

Les experts soulignent toutefois qu'un éventuel plongeon du dollar face au yen aurait peu de chances de provoquer, par l'intermédiaire de la parité dollar-mark, des tensions sur le marché des devises européennes, comme ce fut le cas il y a un an. La faiblesse actuelle de la monnaie allemande limite en effet le potentiel de repli de la devise américaine.

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du caoutchouc



L'ACCORD international sur le caoutchouc est sauvé. Les Etats-Unis viennent enfin de le ratifier rejoignant ainsi le Japon et l'Union européenne. A eux trois ils représentent plus de 75 % des importations mondiales. Les quatre principaux producteurs (Thaïlande, Indonésie, Malaisie et Sri Lanka) l'avaient déjà signé. Cet accord est le seul à mettre en place un stock régulateur, actuellement vide, et la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) se félicite d'avoir réussi à garder l'un des derniers accords internationaux sur les produits de base.

Le marché mondial ne réagit, bien sûr, pas encore aux effets de cette ratification. Les professionnels sortent de l'hiver, période au cours de laquelle la production a été moins bonne en raison de la chute des feuilles. La consommation a souffert d'une conjoncture économique morose avec le fléchissement des ventes d'automobiles et de poids lourds, principaux utilisateurs de caoutchouc. Au marché à terme de Kuala Lumpur, les cours, en fin de semaine, s'affaissaient en légère hausse, à 325 cents-malaisiens-par-kilo (100 cents-malaisiens = 2 francs français) contre près de 300 cents à la mi-mars.

La consommation des Etats-Unis, qui ont absorbé, en 1994, 1,17 million de tonnes, enregistre un léger mieux. La Chine devrait influencer fortement le marché car elle a de très importants besoins en équipements. Elle a importé, en 1994, 725 000 tonnes. La production mondiale, cette même année, s'est élevée à 5,72 millions de tonnes avec 1,72 million de tonnes pour le premier producteur, la Thaïlande, suivie de l'Indonésie (1,36 million) et de la Malaisie (1,10 million).

La croissance de la production devrait rester mesurée, entre 2 % et 4 % car, selon le négociant Euronat, la Malaisie diminue ses plantations d'hévéas au profit de l'huile de palme et les surfaces mondiales à planter sont limitées. Si le marché est actuellement résisté, les projections à long terme sont très favorables avec les perspectives d'expansion de certains pays d'Asie.

Christophe Vetter

Carole Petit

Marché international des capitaux : profiter du dollar et de la hausse des taux

LES TAUX DE RENDEMENT ont tant monté ces derniers jours aux Etats-Unis qu'un nouvel emprunt international en dollars devrait maintenant être assorti d'un coupon annuel d'intérêt d'au moins 6,75 % pour une durée moyenne. Fin avril, il suffisait de 6,50 %. Une telle augmentation est de nature à attirer beaucoup d'épargnants européens, surtout ceux qui demeurent confiants à l'égard de la devise américaine. Ceux-ci sont apparemment nombreux, à en juger par la façon dont ils ont systématiquement mis à profit chaque repli récent du dollar pour augmenter leurs acquisitions de titres libellés dans cette monnaie.

Si la perspective d'une demande soutenue se précise, l'offre pourrait être abondante, en particulier pour ce qui est des opérations de cinq ans d'échéance. C'est là que le marché est le plus équilibré. Les cours des obligations de cinq ans résistent en général mieux que les autres aux brusques changements de tendance. Vendredi 3 mai, la liste des candidats de premier plan susceptibles de proposer sous peu des obligations internationales de type classique en dollars n'a cessé de s'allonger. On parlait de débiteurs japonais,

allemands, français, suédois et américains. Au total, les opérations envisagées dépassaient 3 milliards de dollars. Il faudra patienter jusqu'à mardi pour savoir ce qu'il en sera de ces projets : lundi est férié à Londres où sont lancées les émissions en dollars.

L'attention des investisseurs institutionnels est davantage retenue par les transactions à taux variable dont la rémunération, modifiée à intervalles réguliers de quelques mois, reflète de près l'évolution du marché monétaire, celui des effets à court terme. La formule répond bien aux inquiétudes actuelles sur des tensions inflationnistes, liées à la progression de la croissance aux Etats-Unis. Si le loyer de l'argent s'élève, les investisseurs ne tarderont pas à en profiter car les rendements de ces titres seront rapidement adaptés. Ce n'est pas comme les obligations à revenu fixe, dont le rapport est déterminé d'avance une fois pour toutes, et qui, chaque année, procurent le même taux d'intérêt jusqu'à leur remboursement.

Dans la plupart des cas, le calcul de l'intérêt des emprunts à taux variable se fait à partir d'une même base pour tous les débiteurs : le Libor - qui est le principal

taux de référence bancaire sur le marché monétaire international. Les différents emprunteurs, selon leur crédit, devront servir une rémunération qui s'écartera plus ou moins. Cet écart est d'habitude arrêté au départ pour toute la durée de l'emprunt. C'est le principal inconvénient des opérations à taux variable, qui ne tiennent pas compte d'un éventuel changement de qualité du débiteur, pas plus que des modifications du volume des liquidités à disposition des investisseurs. L'évolution de ces deux éléments se traduit dans les cours des obligations sur le marché secondaire, mais l'emprunteur aura jusqu'au bout à s'acquitter de la prime attribuée au lancement de l'émission.

C'est ainsi que l'Italie sert actuellement une rémunération trop élevée sur certains de ses emprunts à taux variable. La signature de ce pays est aujourd'hui plus précieuse qu'elle ne l'était naguère. Les progrès accomplis dans le domaine de ses finances publiques sont évidents. Un des principaux juges de la qualité des emprunteurs sur le plan international, la société américaine Moody's, a laissé entendre qu'elle pourrait bientôt lui donner

une meilleure note que celle de « A1 » qu'elle lui attribue encore dans son barème. Dans ces conditions, il n'est plus question, pour ce pays, de rémunérer sa dette à un taux supérieur au Libor. On prévoit que, aussitôt qu'il le pourra, le Trésor de Rome remplacera les transactions anciennes, trop coûteuses, par d'autres, qui refléteront mieux son crédit actuel. Les banques finchent à dénouer une opération de 2 milliards de dollars qui aura encore quelques années à courir, mais qu'il avait pris la précaution d'assortir d'une clause de remboursement anticipé.

Il n'y a pas eu de nouvelles émissions internationales en francs français durant la semaine du 1^{er} mai. La pause ne devrait pas se prolonger. Le Maroc figure au nombre des emprunteurs les plus attendus. Cela fait plusieurs semaines que les spécialistes travaillent à une transaction de 1,5 milliard de francs, d'une durée moyenne, dont le remboursement du principal et le versement de 70 % des intérêts devraient être garantis par la Caisse française de développement.

La nette baisse de Wall Street a pesé sur l'ensemble des places

LA VIGUEUR de l'économie américaine, qui a provoqué une flambée des taux à long terme, a pesé sur Wall Street, mais aussi sur l'ensemble des places boursières internationales, qui terminent toutes la semaine, sans exception, à la baisse.

Wall Street a donc une nouvelle fois confirmé sa dépendance vis-à-vis du marché obligataire avec une forte chute jeudi, provoquée par l'envoie des taux d'intérêt à long terme. Sur la semaine, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes est resté relativement stable jusqu'à mercredi, avant de plonger jeudi en un mouvement qui s'est prolongé vendredi avec la poursuite de la remontée des taux. Le principal indicateur a terminé vendredi à 5 478,03 points, en baisse de 89,96 points, soit un recul de 1,62 % par rapport à la semaine précédente. La forte hausse annoncée jeudi de l'indice d'activité établi par les directeurs d'achats américains

n'a pas surpris les marchés après l'indice de la région de Chicago. Mais c'est surtout l'annonce d'une vive progression du Produit intérieur brut (PIB) - +2,8 % contre 1,5 % attendu - au premier trimestre qui a ravivé les craintes d'accélération de l'inflation. « Il y a deux ou trois mois, le consensus était que la Réserve fédérale (Fed) allait abaisser ses taux. Maintenant, dans le meilleur des cas, la Fed pourrait rester neutre ou même ressermer les rénes du crédit en juin ou juillet », a déclaré Robert Bluestone, de la firme Oppenheimer Capital.

Les chiffres de l'emploi publiés vendredi n'ont rien fait pour dissiper les inquiétudes des marchés financiers. Pour Wall Street, un plafond semble déjà avoir été atteint, et étant donné le niveau élevé des taux d'intérêt, la grande bourse new-yorkaise va dépendre, pour progresser, de la performance des entreprises américaines, indiquait vendredi un analyste. « Tant que les

résultats sont identiques ou meilleurs que prévu, les valeurs boursières iront bien, mais, en cas de déception, la correction sera sévère », a-t-il ajouté.

Ce coup de froid sur la Bourse de New York s'est propagé sur les autres places. En Europe, la Bourse de Francfort a été la plus touchée par les tensions sur le marché obligataire, qui craint un prochain resserrement des taux américains. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé vendredi à 2 457,49 points, soit 79,68 points (3,14 %) de moins que le 26 avril. Le seul des 2 500 points, atteint à coups de records ces derniers mois et déjà testé tout au long de la semaine, n'a pas résisté, l'ambiance étant encore alourdie par quelques résultats d'entreprises moins bons que prévu publiés cette semaine. Dans son rapport hebdomadaire, la Commerzbank estime néanmoins que la tendance du DAX à la hausse à moyen terme reste in-

tacte. Elle appuie son pronostic sur les prévisions de la croissance allemande en 1997, estimée 2,5 %.

La semaine n'a guère été meilleure pour les valeurs britanniques, qui ont été victimes des turbulences obligataires et de préoccupations domestiques avec les élections locales, qui ont vu une défaite cuisante des conservateurs. Durant la première partie de la semaine, les cours avaient dans l'ensemble reculé en prévision de cette défaite. Le résultat a été conforme à ce que les observateurs attendaient. Ce recul a été amplifié par la publication des statistiques américaines. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé la semaine à 3 751,6 points, soit un recul de 2,12 %. Avec cette dernière baisse, l'indice revient à ses niveaux de la mi-mars.

La Bourse de Paris n'a pas été épargnée. Les boursiers estiment toutefois que le marché français a mis à profit les turbulences obli-

gataires pour consolider sa récente progression. Consolidation qui, selon les observateurs les plus pessimistes, n'est pas terminée. L'indice CAC 40, qui avait retrouvé son plus haut niveau depuis deux ans, a terminé la semaine à 2 115,38 points, soit un recul de 1,07 % sur son score de vendredi dernier. La semaine, ramenée à quatre séances en raison de la fête du 1^{er} mai, a été caractérisée par des volumes de transactions étiés. Certains observateurs pensent que le marché pourrait se stabiliser lundi en raison de la fermeture de la Bourse de Londres pour le Bank Holiday ou si Wall Street termine en forte hausse. Il devrait ensuite poursuivre sa consolidation jusqu'à 2 070-2 080 points, voire 2 050... « Le mouvement de correction sera à la mesure du mouvement de hausse du mois d'avril », estimait vendredi un intervenant. Outre la nécessité pour le marché de reprendre son souffle (il affiche un gain de 13 %

depuis le 31 décembre), les intervenants soulignent la « grande fragilité des marchés de taux ».

Il n'aura fallu que trois séances à la Bourse de Tokyo pour baisser de plus de 500 points. La semaine boursière la plus courte de l'année, en raison de la Golden week s'est soldée par un bilan négatif de 2,58 %, l'indice Nikkei ayant abandonné 572,65 points, à 21 662,38 points, alors qu'il avait gagné 351,19 points au cours de la période précédente. Les observateurs ne sont pas inquiets de ces prises de bénéfice, alors que l'indicateur de référence venait d'atteindre un plus haut niveau annuel - au-dessus des 22 000 points - huit jours plus tôt. Les analystes pensent que le marché devrait bientôt se redresser avec le retour des investisseurs sur la place des marchés, après la succession de jours fériés qui vient de toucher le pays.

F. Bn

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30
↓ - 2,58%	↓ - 1,62%	↓ - 1,07%	↓ - 2,12%	↓ - 3,14%

Le Monde

AVRIL 96

Inter

DISPARITIONS

HERBERT BROWNELL, le dernier survivant de la première administration du président Dwight Eisenhower, qui a été attorney general (ministre de la justice) de 1953 à 1957, est mort mercredi 1^{er} mai à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Herbert Brownell fonda le département des droits civiques auprès du département de la justice et élabora la loi des droits civiques (Civil Rights Act), adoptée en 1957, pour protéger les droits de vote des Noirs. Il avait aussi en faveur de la déségrégation des écoles dans le Sud. Il avait incité, en 1957, le président Eisenhower à envoyer des troupes fédérales à Little Rock, la capitale de l'Arkansas, pour faire appliquer une décision de justice sur l'intégration de neuf étudiants noirs dans une université locale, jusqu'ici réservée aux Blancs.

DAVID KENNEDY, l'ancien secrétaire au Trésor de Richard Nixon, est mort, mercredi 1^{er} mai, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, des suites d'un malaise cardiaque. David Kennedy fut secrétaire au Trésor de 1969 à 1971, avant d'être représentant permanent des États-Unis auprès du Conseil de l'Atlantique nord, de 1972 à 1973. David Kennedy avait assuré également des fonctions importantes au sein de l'Eglise mormone ; il est mort à Salt Lake City, capitale de l'Utah et centre mondial des mormons.

TIM GULLIKSON, ancien joueur de tennis américain, est mort vendredi 3 mai, à Wheaton (Illinois), des suites d'un cancer. Il était âgé de quarante-quatre ans. Frère jumeau droitier du gaucher Tom Gullikson, actuel capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis, Tim était connu pour être un théoricien du jeu. Sur le circuit professionnel, il devait gagner 4 titres en simple pour 11 finales disputées et 16 en double, dont 10 en association avec son frère Tom. Après sa retraite du circuit en 1986, il était devenu entraîneur, dirigeant avec succès des jeunes comme Mary Jo Fernandez, Aaron Krickstein, Barbara Potter et, dernier en date, le numéro un mondial Pete Sampras.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Daniel BLONDET et **Anne VERROUST**, ses parents.
Emile BLONDET, son frère.
sont heureux d'annoncer la naissance de
Laure BLONDET,
née le vendredi 3 mai 1996, à Boulogne-Billancourt.

Julia
est heureuse d'annoncer la naissance de
Guillaume,
à Sèvres, le 1^{er} mai 1996,
chez **Suzanne MURILLO**
et **Bruno PARIS**.

Décès

— **Emile et Martine Papiernik-Berkhauser**, ses fils et sa belle-fille, **Joliete et Yves Sener**, **Elle Papiernik**, **Antoine et Madeleine Papiernik**, ses petits-enfants, et ses arrière-petits-enfants, **Toune** la famille **Papiernik**.
Les amis,
ont la douleur d'annoncer la mort, le 30 avril 1996, de
Françoise BERKHAUSER,
née **BONK**.

veuve de
Motiel PAPIERNIK,
mort à Aschdod,
veuve de
Abram David BERKHAUSER.

L'enterrement aura lieu le 6 mai, au cimetière parisien de Bagneux, dans le monument du cercle amical. Rendez-vous à l'entrée principale, à 9 h 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Les docteurs **Julien et Huguette Chebat**, ses enfants,
Le docteur **Véronique Moreau** et **M. Jean-Marie Chebat**, ses petits-enfants,
Simon, Elia, Géraldine, ses arrière-petits-enfants,
Les familles **Chebat, Menke, Schaison**,
Anne Deglaine,
Et **M^{me} Chevreau**,
ont la douleur d'annoncer le décès de
M^{me} Blina CHEBAT,
survenue le 2 mai 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 7 mai, à 10 h 30, au cimetière des Baignolles, Paris-17.
5, rue Jacquemont, 75017 Paris.

— L'université Paris-Sud, Les professeurs, Le personnel administratif, Et les étudiants en droit, économie et gestion de la faculté **Jean-Monnet** à Orsay et Sceaux,
ont la tristesse de faire part du décès de
André COUE,
aparthur,

survenu le 24 avril 1996.
Une bénédiction aura lieu le mardi 7 mai, à 14 h 30, en la chapelle de l'hôpital Américain-Sécher, rue de la Porte-Trivaux, suivie de l'inhumation, à 15 h 30, au cimetière intercommunal de Clamart (Hauts-de-Seine).

— **Jacqueline Duchêne**, sa mère, **Jean-Luc Duchêne** et **Mario-Noëlle**, **Martine et Vincent Salinas**, **François et Claude Duchêne**, ses frères et sœurs, **Oliver, Claire, Irène et Stanislas**, ses neveux et nièces, **Moukette Priant** et **Françoise Bourcart**, **Jean et Françoise Duchêne**, ses oncles et tantes,
ont la douleur de faire part du décès, le 29 avril 1996, de
Nicole DUCHÊNE,
à l'âge de cinquante-six ans.

Il y a associé la mémoire de son père, le

docteur **Henri DUCHÊNE**, 1915-1985.

Un culte sera célébré le lundi 6 mai, à 15 heures, en l'église réformée de Luxembourg, 58, rue Madame, à Paris-6^e.
7, rue du Général-de-Castellau, 75015 Paris.

— **M^{me} Béatrice Guinaudeau**, **Cécile, Renand, Lucas**, ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Louis GUINAUDEAU,
le 30 avril 1996.

Nous remercions la famille et nos amis qui ont partagé son désir de vie jusqu'au bout.

267, rue Pelleport, 33800 Bordeaux.

— Les familles **Henry, Vaganay** et **Bourgeois**, font part du décès survenu le 19 avril, dans sa quatre-vingt-neufième année, à l'hôpital militaire de Lyon, du

médecin général **Paul HENRY (cr)**, chirurgien des hôpitaux d'outre-mer, ancien conseiller des gouvernements du Vietnam et de Centrafrique, croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

Les obsèques religieuses et les honneurs militaires lui ont été rendus le mardi 23 avril, à Chalamont (Ain).

La générale **Henry**, 01320 Chalamont, Famille **Vaganay-Henry**, 5, rue de Lyon, 01800 Mâcon, Famille **Henry**, 17, rue Sud-Carnot, 77100 Villeneuve, Famille **Henry**, 27, rue des Orléans, 60000 Beauvais, Famille **Bourgeois**, 13, rue de Saint-Jean, 60430 Maignelay-Montigny.

— **Avignon, Rochefort-du-Gard, Ceyrat (Puy-de-Dôme)**.

M^{me} Marcel Khitric et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur **Marc KHITRICK**, chirurgien-dentiste honoraire, survenu le 19 avril 1996. Les obsèques ont été célébrées le 22 avril 1996.

34, avenue Wilson, 63122 Ceyrat.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

— Le professeur et **M^{me} Philippe Réville**, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Michel Tareau, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Henry Réville, Et leur fille,
M. et M^{me} François Migé, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-François de Andria, Et leurs enfants,
M. Pierre-François Réville (r), Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Daniel RÉVILLE, survenu à Paris, le 1^{er} mai 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu au temple de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{re}, le lundi 6 mai, à 11 heures.

« Venez à moi vous tous qui êtes fatigués et chargés, et je vous donnerai du repos. »
Matthieu, XI, 28.

Cet avis tient lieu de faire-part.
215, rue de l'Université, 75007 Paris.

— Les associés et l'ensemble du personnel d'**Arthur Andersen**, ont la très grande tristesse de faire part du décès accidentel, survenu le 3 mai 1996, de

Claude WEILL et **Philippe LÉGRAND**,
Tour GAN, 93082 Paris-La Défense Cedex.

Remerciements

— **M^{me} Jean Charelain** et ses enfants, très touchés par les témoignages de sympathie et d'amitié qui leur sont parvenus lors du décès de
M. Jean CHATELAIN,
prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver là l'expression de leur reconnaissance.

— La famille remercie vivement les personnes qui lui ont témoigné leur sympathie après le décès de

Roger RIMBAULT,
dit **Jean-Roger CARROY**.

Services religieux

— Une cérémonie religieuse sera organisée à Paris, à la redoute de

Gilbert ROTGER et **Bernard Foriel DESTÉZET**,
en l'église Saint-Léon, 6, place du Cardinal-Amette, Paris-15^e, le samedi 11 mai, à 11 heures.

Avia de messe

— Il est rappelé qu'une messe sera célébrée le mardi 7 mai 1996, à 9 h 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis du Marais, à l'initiative de

Annie DABEZIES,
décédée le 11 avril, à Villepuy (Aude).

Anniversaires de décès

— Pour le vingt et unième anniversaire de la mort du

général **Jean BREUILLAC**,
une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

— Le 6 mai 1975,
Annette DESPRETZ,
née **LABBÉ**,
nous quittait.

« Aimons-nous les uns les autres »
fut toujours sa pensée.

Ses enfants.

— Il y a quatre ans,
Emmanuel PÉREIRE
mourait.

Ses amis se souviennent.

« Chaque humain possède une identité égale à la somme de toutes les autres, moins la sienne propre. »
Le Livre des anges.

— Il y a dix ans, le 5 mai 1986,
M^{me} SCHNEIDER-CHAU THI BINH
quittait les siens.

Une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée ainsi que pour son époux.

René SCHNEIDER,
administrateur des services civils d'Indochine.

De la part de leurs enfants.
29 bis, rue Chardon-Lagauche, 75016 Paris.

Anniversaires

— L'école « La Source » fête ses cinquante ans, le 1^{er} juin 1996, et recherche les adresses des anciens « Sourciers ».

Écrivez à
La Source,
11, rue Ernest-Renan, 92190 Meudon.

Minitel : 46-26-39-91, serveur ATSSBC, user 5 et Envol.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard, 75002 Paris Cedex 05

Renseignements :
42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : 42-17-21-36
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 85 F
Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et gratuites. Minimum 10 lignes.

Le Monde
&
WORLD MEDIA LIVE

présentent

CANNES 96 sur Internet

Vivez le 49^e Festival international du film en direct de Cannes avec la rédaction du « Monde »

- Consultez les programmes des compétitions, les fiches techniques, les synopsis des films et la base de données CINEFIL
- Recueillez les premières impressions des festivaliers
- Interrogez nos journalistes
- Feuilletez notre Livre d'Or
- Retrouvez les émotions des festivals passés, avec les articles du Monde et les photos de SIPA et de PATHE
- Suivez les premiers pas des futures stars, en vidéo avec l'agence CAPA

Faites votre Festival en ligne :

Retrouvez-nous à Cannes sur Internet :
<http://www.lemonde.fr>

(Version anglaise <http://www.cannes.worldmedia.fr/Cannes96live/>)



LES PUBLICATIONS
DU Monde

Un ancien numéro
vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Horaires
des
spectacles
36 15 LEMONDE

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme
Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS
et PALMARÈS

3615 LE MONDE

Horaires des spectacles
36 15 LEMONDE
2.23 F la minute

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

ELISABETH
GUIGOU

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DÉFRAIN (RTL)

DIMANCHE
18 H 30
RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

AUJOURD'HUI

SPORTS

AUTOMOBILISME

Le Grand Prix de Saint-Marin, qui doit avoir lieu dimanche 5 mai à Imola, est un rendez-vous important pour les principaux adversaires de Williams-Re-

naud, une semaine seulement après le Grand Prix d'Europe, au Nürburgring, qui avait vu Ferrari, McLaren-Mercedes et même Jordan-Peugeot se rapprocher de l'écurie britannique.

● LA SÉANCE de qualification, samedi 4 mai, devait être décisive. Si Damon Hill et Jacques Villeneuve devaient partir en première ligne, il serait difficile d'empêcher un cavalier

seul des Williams-Renault. ● FERRARI, chez qui le charisme de Michael Schumacher mobilise désormais toutes les énergies, souhaite profiter de cette épreuve sur le circuit « Enzo et Dino

Ferrari » pour confirmer les progrès de sa voiture. Vendredi 3 mai, Schumacher a réalisé le meilleur temps des essais libres, mais dans des conditions très éloignées de celles de la course.

Michael Schumacher accommode Ferrari à son style

Par ses talents de pilote et sa bonne humeur, le champion du monde allemand a séduit les tifosi autant que l'encadrement de l'équipe italienne, désormais unie autour de lui pour faire progresser une voiture entièrement nouvelle

IMOLA
de notre envoyé spécial

Il en parle comme de l'homme qui a changé leur vie. Quitte à s'égarer dans les fragments d'un discours amoureux, bien éloigné des standards habituels de la formule 1. Jean Todt n'a pas assez de mots pour dire tout le bien qu'il pense de Michael Schumacher. « Il est très agréable, positif, intelligent, rigoureux, travailleur, agréable humainement, très profond », énonce le directeur sportif de Ferrari sans même reprendre son souffle. Et l'on sent bien que cette impressionnante liste n'est pas exhaustive. Qu'il reste encore au double champion du monde allemand une brasse de qualités que Jean Todt se fera un plaisir de révéler à la première occasion. Dans les rangs de l'écurie italienne, c'est comme si l'effet « Schumi » avait tout emporté. Todt n'est pas le seul à avoir succombé au charme.



FORMULE 1
gouverneur, travailleur, agréable humainement, très profond

En s'offrant au prix fort les services de Michael Schumacher, Ferrari savait à coup sûr ne pas se tromper. C'était bien le meilleur pilote du moment qui débarquait à Maranello, investi de l'écrasante mission de faire revivre une légende bien malade. Personne n'eût osé émettre le moindre doute sur ses qualités au volant, sur cette étonnante force de travail qu'il verse à chaque fois au bénéfice de l'écurie qui l'emploie.

ENTÊTEMENT OBSTINATION Mais on entendait des mots sur l'arrogance présumée de son caractère, les involontaires crispations de son menton en galoches. La presse italienne s'interrogeait à voix haute sur sa capacité à se mettre au diapason des exigences tifosi. Et voilà qu'en quatre Grands Prix de championnat, il a gagné le pari qu'il s'était fixé à lui-même. Schumacher est comme un poisson dans l'eau dans sa nouvelle équipe. Et l'Italie ferrariste s'apprête à venir chanter sa gloire sur toutes les portions du circuit d'Imola.

Nouvelle surprise. Là où l'on attendait des accents de triomphe, ou du moins quelques signes de satisfaction, rien ou presque. Michael Schumacher s'engage dans la modeste. Foin de ces parcsourus aspirés, il se replie vers un discours minimaliste, renvoie à plus tard les espoirs de victoire. « Nous progressons pas à pas. Nous avons encore beaucoup de chemin à faire. La voiture est entièrement nouvelle. Elle n'a pas beaucoup de domaines où cela ne va pas. Je crois que nous serons vraiment compétitifs au milieu de la saison », affirme le pilote allemand, avant d'ajouter : « Quand j'ai signé le contrat, je connaissais la situation. Je ne suis pas du tout frustré ».

Entêtement obstination. Il s'applique à refroidir l'enthousiasme qu'a fait naître cette deuxième place arrachée dimanche 28 avril sur le circuit du Nürburgring. A Imola, certains l'avaient déjà désigné vainqueur. Le rêve était si beau. Ce serait sa première victoire pour Ferrari. Il la signerait en Italie, à quelques dizaines de kilomètres de l'usine.

Lui se raccroche aux simples réalités de la formule 1. Son équipe a rencontré depuis le début de la saison des problèmes de boîtes de vitesse. Elle développe pour la pre-

mière fois de son histoire un moteur V10, tournant le dos à des décennies de fidélité aux douze cylindres. Techniciens et ingénieurs ont beau faire, ils ont besoin de temps. Et Michael Schumacher ne croit pas aux miracles.

Cette année, Jean Todt décide une meilleure organisation au sein de la Scuderia. Il en tire argument pour balayer les rumeurs d'une dissension opposant la direction sportive à l'ingénieur anglais John Barnard. Celui-ci a conçu la voiture de son

bureau d'études basé en Grande-Bretagne. D'aucuns lui reprocheraient une réussite moyenne. Quoi qu'il en soit, cela ne rejait pas sur le travail pendant les Grands Prix. Chacun sait ce qu'il a à faire.

Les risques de dispersion s'amoindrissent, car la voiture de Schumacher constitue une obsession prioritaire. Eddie Irvine sera l'éternel second du championnat du monde. Il se contentera de ce rôle d'ombre. Le pilote allemand a réussi à recréer chez Ferrari ce qui faisait sa force

chez Benetton : la mobilisation générale d'une équipe autour de lui. Lorsqu'il s'agit de lui, tous les détails comptent. Dans le bagage de sa voiture, il n'y a de place ni pour l'écoulement ni pour l'approximation.

A Imola, Schumacher dispose, au moins pour les essais, d'une nouvelle version du moteur. Cela ne sera sans doute pas suffisant pour combler l'écart avec les Williams-Renault. La semaine dernière encore, elles tournaient une seconde plus vite que les Ferrari. Le champion du monde ne se décourage pas pour autant. Il se rappelle la trajectoire chaotique des voitures anglaises au début de l'année 1994. Avec sa Benetton d'alors, il s'était joué d'Ayrton Senna. Et puis la Williams n'a cessé de s'améliorer.

Aujourd'hui, il semble promettre à la Ferrari la même trajectoire ascendante. A son arrivée à Maranello, il s'était donné deux ans. Deux saisons pleines pour conquérir son troisième titre. Pour redonner à la Scuderia un champion du monde.

Pascal Ceaux

Le Dakar 1997 sera 100 % africain

La 19^e édition du Dakar partira de la capitale du Sénégal le 1^{er} janvier 1997 pour y revenir deux semaines plus tard après une boucle qui passera par le Mali, le Niger et la Mauritanie. Le vainqueur de l'épreuve ne devra plus être le pilote officiel d'une grande marque puisque les organisateurs ont annoncé, vendredi 3 mai, que la course sera réservée aux « pilotes privés ». Le nouveau règlement de l'épreuve interdit, en effet, les prototypes aux « marques, importateurs et (à) leurs représentants ». Afin de « réduire la part de technologie et (pour) resserrer les écart entre les concurrents », les organisateurs ont également décidé que les mécaniciens ne prêteront assistance aux concurrents que tous les deux ou trois jours. Hubert Auriol, organisateur du Dakar, a précisé que ces modifications destinées à faire à nouveau du Dakar une « véritable course d'endurance » excluraient de fait de la Coupe du monde des rallyes-raids.

Pour assainir ses finances, la Fédération de ski se sépare de sa revue

GRENOBLE

de notre bureau régional
La Fédération française de ski (FFS), qui, depuis les Jeux olympiques d'Albertville en 1992, est confrontée à de graves difficultés financières – son déficit cumulé avoisinerait les 27 millions de francs –, dues notamment à la chute de ses adhérents (de un million en 1987 à 400 000 en 1995), pourrait atteindre l'équilibre financier pour l'exercice 1995-1996. Paradoxalement, c'est cette période plutôt faste, marquée par les succès de Luc Alphand et de Sébastien Amiez, vainqueurs, respectivement, des coupes du monde de descente et de slalom, qui a été choisie par le président de la FFS, Bernard Chevallier, pour vendre la revue fédérale *Ski français*.

L'éditeur grenoblois Didier Richard, spécialisé dans la réalisation de guides de randonnées, de cartes et de livres de montagne, a signé, jeudi 2 mai, un protocole d'accord avec la Fédération. Un audit devrait fixer prochainement la valeur de ce titre et de ses suppléments, *Grand Ski*, *Ski tests* et *Ski français junior*, qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 8 millions de francs. La cession de ce « bijou de famille », se-

lon l'expression utilisée par un élu fédéral – Publi-ski, qui édite ce magazine, est une filiale à 100 % de la FFS – devrait rapporter à la Fédération entre 3 et 4 millions de francs. Mais surtout, elle permettra à son président, aux commandes depuis 1987, d'offrir deux ans avant la prochaine échéance fédérale, qui s'annonce difficile pour lui, des comptes assainis et l'image d'un bon gestionnaire.

Le magazine alpin, malgré la qualité de son équipe rédactionnelle, connaît des difficultés financières. Une décision « maladroite », selon le « patron » du comité lyonnais de la FFS, Alain Le Cornu, prise en 1995 lors du congrès de Valence par Bernard Chevallier pour faire admettre aux dirigeants fédéraux une importante augmentation de la licence et l'abandon du couple licence-abonnement à *Ski français*, mis en place lors du lancement du journal en 1969, avait privé le magazine d'environ 28 000 destinataires. Seules 2 600 personnes avaient accepté de s'abonner volontairement. Dès lors, l'existence de ce journal, distribué également dans les kiosques à dix mille exemplaires, était gravement menacée.

L'accord intervenu avec le PDG de Didier Richard, Denis Bonzy, prévoit que *Ski français* restera « un support de la communication fédérale », mais sous une forme très nettement amoindrie.

En effet, le journal, contraint d'étendre son public, devra s'ouvrir à d'autres activités sportives pratiquées elles aussi en montagne. « Cette formule, qui est obligatoire, se fera nécessairement au détriment des « petits sports » comme le biathlon, le combiné nordique ou le saut à ski, qui jusqu'alors trouvaient leur place dans ce journal », explique Gilles Chappaz, rédacteur en chef, qui n'accompagnera pas la nouvelle formule.

La vente « forcée » de ce titre, menée au pas de charge par le président de la FFS, n'est pas du goût d'une partie des licenciés. Ceux-ci dénoncent l'« incohérence » d'une décision qui va priver très vite la Fédération d'un puissant moyen de communication et qui l'oblige, peut-être dans quelques années, à relancer une publication qui lui sera propre.

Claude Francillon

Les karatékas bosniaques rêvent de combats pacifiques

DANS LE DEUX-PIÈCES en sous-sol du 17^e arrondissement règne un joyeux chambard. Entre deux appels sur son portable, Sadija Ombsic s'essuie les mains sur sa jupe et file dans la cuisine pour réchauffer 10 kilos de haricots verts. Dans un brouhaha de conversations sur fond de rock yougoslave, cette longue femme, responsable des écoles bosniaques de Paris et installée en France depuis près de trente ans, s'efforce de rassasier la vingtaine de karatékas bosniaques en visite à Paris pour les championnats d'Europe (jusqu'au 5 mai à Couberth). Les liens de Sadija avec sa patrie d'origine s'étaient distendus.

Un compagnon français, leur petit garçon, et un amour inmodéré pour la cuisine hexagonale suffisaient à sa vie : « Même si je retourne régulièrement voir ma famille aux vacances », elle a reçu la guerre, dévotée au printemps 1991, en pleine face. A son fils alors âgé de sept ans, elle a commencé à enseigner le serbo-croate. « Et il se défend », dit-elle radieuse. Sadija Ombsic traite les gaillards et les trois jeunes filles entassées dans son salon comme ses propres enfants. Elle ne connaissait pas la plupart d'entre eux : « L'ambassade de Bosnie-Herzégovine m'a appelée en décembre car quelques uns participaient aux championnats d'Europe universitaires à Nantes et voulaient s'arrêter à Paris, je les ai hébergés ».

Cette fois, ils ont amené du renfort grâce aux billets d'avion financés par les subventions du gouvernement. Pour le reste, celle qu'ils appellent « Maman Sadija » s'est débrouillée. « Ils sont trop nombreux pour loger chez moi, mais grâce à l'organisation Solidarité Bosnie-Herzégovine et à quelques particuliers généreux, on leur a trouvé un petit hôtel et je leur fais la cuisine ».

Dans un va-et-vient incessant, les karatékas célèbrent leur première escapade en tant qu'équipe nationale. Sans grande prétention : « Trois ou quatre médailles avec de la chance », plaisantent-ils. L'équipe masculine s'est classée huitième aux derniers championnats d'Europe à Helsinki. Ils savent que la guerre a volé ses stars du sport à la Bosnie-Herzégovine. Qu'importe ! Ils ont tiré un trait sur le passé.

UNE ÉCOLE DE DIGNITÉ Merita Tric, elle, n'a plus rien à perdre. Cet énergique bout de femme de vingt-neuf ans lève, dans un anglais impeccable, un vote pudique sur sa vie de sportive sacrifiée et son accession à la fonction bénévole d'entraîneur national des féminines de Bosnie-Herzégovine. Encore cinq examens à passer et elle pourra pratiquer la médecine générale, à moins qu'elle n'opte pour une spécialisation.

« Sans la guerre, j'exercerais déjà mon métier, mais j'ai mes diplômes de karaté et j'étais la meilleure Bosniaque ». En 1994, elle a renoncé, fatiguée de zigzaguer entre les tirs sur 8 kilomètres pour rejoindre chaque jour son lieu d'entraînement à Sarajevo : « Même si on s'habitue, la nourriture était si rare

qu'il était devenu impossible de rester en forme. On ne peut pas vivre de riz, de haricots et d'oignons ».

Bien trop fière pour avouer des regrets, elle dit son bonheur d'avoir amené trois filles jusqu'à Paris. Même si elles n'ont pas la moindre chance de podium : « Elles doivent se frayer à la compétition étrangère pour apprendre et comprendre comment travailler ». Merita avoue remplir son rôle d'entraîneur de manière très stricte. Pour elle, le karaté est une forme d'éducation, une école de discipline.

Les heures passées dans les hôpitaux de fortune pour transporter les blessés de guerre, les soigner à la poudrière de périmètre ou apposer sur les chairs sanglantes des dérisoires bandages l'ont endurcie. Ses élèves, qui n'ont pas vingt ans, préfèrent oublier. Les garçons semblent tout aussi « amnésiques ». Pressés par Saad Cupina, ex-entraîneur national yougoslave et ancien du commandement pour la défense de la ville de Mostar, ils finissent par retrouver leur pantalon ou dénuder une épaule pour découvrir les traces visibles d'un combat dont ils ne tirent aucune gloire.

« Nous qualifier de soldats volontaires est risible », disent-ils. Nous avons pris les armes parce qu'il le fallait. Des gens courageux, des ouvriers, des étudiants, des profs ou des médecins se sont unis et organisés pour se défendre contre l'agresseur ». Ils viennent de Bilac, Gorazde, Mostar, Tuzla ou Zenica. Ils ont combattu pour leur indépen-

dance. Aucun n'a échappé aux effets des raids aériens ou des snipers. « Le karaté nous a aidés à survivre, même s'il ne sert à rien face aux fusils, affirment-ils. Pas besoin d'installations sophistiquées, on s'entraînait dans les caves, on avait du temps libre lorsqu'on n'était pas sur les lignes de combat. Notre discipline nous a habitués à réfléchir vite, à mieux gérer les situations de stress intense ».

Au hasard des compétitions internationales, ils croisent des ex-compatriotes. « La plupart de leurs entraîneurs ont été mes élèves », dit Saad Cupina, c'est moi qui les ai reçus à leurs examens de karaté. C'est une situation bizarre mais pas trop gênante dans un contexte sportif. « On a lavé la haine au vestiaire, renchérit Ramiz Miclovic, un compétiteur aux jambes courbées. Si je rencontre un jour un Serbe sur un tatami, j'aimerais le battre à la régulière ».

Lentement, ils se reconstruisent. Comme leur pays. Leur hôte, Sadija, les y encourage. Sur la porte de sa maison, elle a peint, dans un style naïf, sa ville de Mostar qu'une rivière schiste en deux parties : croate et bosniaque. « On avait détruit le vieux pont, dit-elle, moi je l'ai rebâti ». Et les karatékas se prennent à rêver à une vraie vie de sportif : « Nous avons demandé à notre fédération de poser la candidature de Sarajevo pour l'organisation d'un championnat d'Europe », disent-ils. Il ne nous manque que cinq tatamis ».

Patricia Jolly

Limoges accompagnera Pau-Orthez en Euroleague de basket-ball

GRÂCE À SA VICTOIRE à domicile sur Levallois (95-79), vendredi 3 mai lors de la dernière journée du championnat régulier, Limoges a obtenu la deuxième place qualificative pour l'Euroleague 1996-1997 au détriment des basketteurs-villorbois, pourtant victorieux à Evreux (84-79). Limoges sauve sa saison en devenant le deuxième représentant français, avec Pau-Orthez, dans la nouvelle formule du championnat d'Europe. Pour sa deuxième saison dans l'élite, Nancy s'est qualifiée pour les quarts de finale des play-off. Le club lyonnais rencontrera Pau-Orthez. PSG-Racing, Levallois et Dijon rencontreront respectivement Antibes, Villeurbanne et Limoges. Montpellier, qui termine 9^e, jouera la Coupe Korac. Gravelines, 16^e, est relégué en Pro B, sous réserve que les dossiers financiers de Lyon et Montpellier soient acceptés par la Ligue.

● FOOTBALL : la Fédération internationale de football (FIFA) a rejeté l'hypothèse d'une organisation commune de la Coupe du monde de 2002 par le Japon et la Corée du Sud. Alors que les deux pays se sont portés séparément candidats à l'organisation de cette épreuve, les huit représentants de l'Union européenne de football (UEFA) au comité exécutif de la FIFA avaient recommandé, le 19 avril, le rapprochement des deux dossiers. Le porte-parole de la FIFA, Andreas Herren, a expliqué, vendredi 3 mai, que les problèmes de logistique que soulevait une telle formule seraient insolubles. En outre, il aurait fallu modifier le règlement de la FIFA, qui n'autorise pas le partage d'une Coupe du monde entre plusieurs États. C'est le 1^{er} juin que la FIFA doit trancher entre les deux candidatures. (Reuters, AFP)

● HOCKEY SUR GLACE : le Canada et la République tchèque s'affronteront, dimanche 5 mai, en finale du mondial A. Le Canada s'est qualifié difficilement, vendredi 3 mai à Vienne, en battant la Russie à l'issue des tirs au but (3 à 2) après avoir été tenu en échec, 2 à 2, à la fin du temps réglementaire. La République tchèque s'est en revanche facilement imposée face aux États-Unis, 5 buts à 0. Les États-Unis devaient rencontrer la Russie pour la troisième place, samedi 4 avril. (AFP)

● TENNIS : la demi-finale de la Coupe Davis entre la France et l'Italie aura lieu du 20 au 22 septembre à Nantes sur surface rapide. La demi-finale de la Fed Cup entre la France et l'Espagne se déroulera, quant à elle, les 13 et 14 juillet à Bayonne, également sur surface rapide.

● VOILE : le navigateur Henk de Veld a échoué dans sa tentative de battre le record du tour du monde à la voile en solitaire sans escale, détenu depuis 1992 par le Français Thimothée Lamazou en 109 jours et 8 heures. Vendredi 3 mai, au 109^e jour de navigation, le catamaran C1000 du Néerlandais se trouvait encore à la hauteur du détroit de Gibraltar, soit encore à plus de 700 milles de la ligne fictive d'arrivée, reliant le cap Lizard (Cornouailles britanniques) à l'île d'Ouessant (France). (AFP)

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

15^e et dernier tour retour

Strasbourg - Cholet
Breux - Villorbois
Limoges - Levallois
Besançon - Dijon
Gravelines - Pau-Orthez
Lyon - Antibes
Le Mans - Montpellier
PSG-Racing - Nancy

Classement : 1. Pau-Orthez, 57 pts ;
2. (14), 35 ; 3. Villorbois - (14), 55 ;
5. PSG-Racing - 47 ; 6. Levallois (111)
Dijon - 111, 46 ; 8. Nancy, 45 ; 9.
44 ; 10. Breux, 42 ; 11. Strasbourg -
Le Mans - 40 ; 13. Cholet (38),
sançon - 261, 39 ; 15. Lyon, 38 ; 16.
36.

Les quarts de finale, qui auront lieu
éventuellement 11 mai, sont les suivants

Nancy (89) - Pau-Orthez (114)
PSG-Racing - Antibes (49)
Levallois (111) - Villorbois (34)
Dijon (114) - Limoges (24)

Les quarts de finale, qui auront lieu les 7, 8 et 9 avril, seront les suivants : Nancy (89) - Pau-Orthez (111) ; PSG-Racing (59) - Antibes (49) ; Levallois (87) - Villorbois (59) ; Dijon (87) - Limoges (91).

Quotidien aller dans la salle du club le moins bien classé, retour et belle éventuelle dans la salle du mieux classé.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

39^e journée

Marseille - Valenciennes
Paris - Clermont
Nancy - Sochaux
Lorient - Le Mans
Alès - Epinal
Laval - Angers
Mulhouse - Lorient-Cuseux
Toulon - Amiens
Caen - Perpignan
Red Star - Niort
Dunkirk - Châteauroux

Classement : 1. Marseille, 74 pts ;
2. Caen, 72 ; 3. Nancy, 70 ; 4. Laval, 66 ; 5. Châteauroux, 60 ; 6. Red Star, 58 ; 7. Sochaux, 58 ; 8. Lorient, 58 ; 9. Toulon, 57 ; 10. Perpignan, 57 ; 11. Lorient-Cuseux, 51 ; 12. Mulhouse, 50 ; 13. Amiens, 48 ; 14. Valenciennes, 45 ; 15. Niort, 44 ; 16. Reims, 43 ; 17. Epinal, 42 ; 18. Dunkirk, 40 ; 19. Charleville, 39 ; 20. Angers, 36 ; 21. Alès, 23.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE A

Demi-finales	
Rus. tchèque - États-Unis	5-0
Canada - Russie	2-2
(Canada vainqueur, 3 tirs au but à 2)	

Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT et PDG de RTL « Albert Frère et le gouvernement luxembourgeois sont les garants des intérêts français dans la CLT »

Les différents accords conclus dans le domaine de la télévision numérique associent Canal Plus, Bertelsmann, Havas et Rupert Murdoch en Allemagne et France Télévision, M6, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie

luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) en France. La CLT a décidé de fusionner ses activités audiovisuelles avec celles de Bertelsmann. Ce rapprochement fait craindre à des membres du gouvernement que la France ne

perde les « intérêts qui sont les siens au sein de la CLT ». En outre, des opérateurs comme Jean-Paul Baudouin, PDG de NRJ, reprochent au nouveau géant, Bertelsmann-CLT, de faire passer les fréquences radio (Fun,

RTL et RTL2) du groupe luxembourgeois sous pavillon allemand. Dans un entretien accordé au Monde, Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT depuis 1980 et PDG de RTL, répond à ces questions.

« Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'est récemment inquiété de la future fusion entre les activités audiovisuelles de Bertelsmann et de la CLT en indiquant que la France tenait à « conserver les intérêts qui sont les siens » au sein du groupe. Cette inquiétude est-elle fondée ?

« Il me semble surtout indispensable de raisonner en termes européens et non franco-français. Je n'ai cessé de répéter que cet accord entre la CLT et Bertelsmann doit être considéré dans une perspective européenne : on ne peut nier que les deux partenaires le soient. Après l'alliance entre Rupert Murdoch, Bertelsmann, Havas et Canal Plus, conclue dans des conditions déplorables pour la CLT, on aurait pu imaginer que le capital de cette dernière s'ouvre à des groupes américains. Les prétendants étaient nombreux. Mais nous sommes restés européens. Cela me paraît fondamental.

« Pierre Lescure a évoqué dans ces colonnes une « coalition d'intérêts francophones dirigée contre un opérateur français » en parlant du projet Télévision par satellite (TPS), alliant TF1, France Télévision et la CLT (Le Monde du 27 avril). Qu'en pensez-vous ?

« Notre participation à un bouquet numérique alternatif en France ne traduit nullement une hostilité à l'égard de Canal Plus. Cela correspond à une saine concurrence : cela aussi, c'est l'Europe. Il est bon qu'y coexistent des alliances diverses.

« On aurait pu envisager un bouquet unique en France mais la mentalité de Canal Plus est assez exclusive : ils attribuent, de façon plus ou moins consciente et au moins

pour certains de leurs dirigeants, le monopole de la télévision à péage en France. Quand nous avons discuté avec Canal Plus, on ne nous a offert qu'une participation financière de 25 % à CanalSatellite, sur la base d'une valorisation de 5 milliards de francs - ce qui était énorme - avec un ou deux programmes intégrés au bouquet. C'était inacceptable pour nous.

« Les deux marchés européens les plus porteurs si on met à part la Grande-Bretagne - l'Allemagne et la France - devraient donc voir coexister deux bouquets. C'est aussi le cas en Espagne, où Antena 3 envisage de développer un projet différent de celui de Canal Plus.

« La CLT et Canal Plus ont le même actionnaire, Havas. Est-ce compatible, compte-tenu des accords passés de part et d'autre ?

« Le problème d'Havas, qui est d'ailleurs chronique, est qu'il dispose de parts d'égal importance dans des entreprises qui ont toutes deux des projets de développement, Canal Plus et la CLT. Il lui faut donc éviter de faire le grand écart et essayer de résoudre cette contradiction. Havas l'a d'ailleurs tenté l'hiver dernier avec le soutien de Bertelsmann en offrant 18 milliards de francs à Albert Frère pour le contrôle de la CLT. Mais Albert Frère et sa société, le Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), dont on dit depuis 1982 qu'ils sont vendeurs, ne le sont pas. De surcroît, cette offre se heurte à deux obstacles.

« Le premier, c'est que sa participation dans la CLT et dans la communication est d'ordre stratégique pour Albert Frère. Le deuxième, c'est que le Luxembourg est très sensible aux équilibres géo-

politiques dans la CLT. S'il est très désireux de travailler en toute confiance avec ses deux grands voisins, allemand et français, la présence d'un groupe comme GBL au sein de la CLT est pour lui un ferment d'équilibre : elle y représente le Benelux.

« Enfin, j'affirme que GBL a toujours eu le souci des intérêts français au sein de la CLT. Ses dirigeants, et Albert Frère le premier, sont les plus français des Belges. Ils sont très attachés à la France et à sa culture. Je comprends la vigilance du gouvernement français mais je

Réorganisation de la tête de la CLT

Albert Frère, le financier belge, réorganise ses participations avant la fusion avec le groupe allemand Bertelsmann. Le conseil d'administration d'Electrafina, holding de tête de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), contrôlée à 46,6 % par le Groupe Bruxelles Lambert dont le patron est Albert Frère, a approuvé, vendredi 3 mai, l'acquisition de 35 % du capital de la Compagnie luxembourgeoise multimédias (CLMM). Désormais, avec 60 % des parts, Electrafina devient l'actionnaire majoritaire de la CLMM devant Havas, détenteur de 40 % des actions (Le Monde du 26 avril). La CLMM contrôle directement 51,6 % du capital d'Andifonia, qui détient aujourd'hui 97 % de la CLT.

sus tout à fait serein : notre actionnaire belge - Albert Frère - est certainement, de tous les groupes européens, le plus sensible à la France.

« La vigilance n'empêche d'ailleurs pas l'intérêt. Le gouvernement français a démontré son souci de ne pas voir la CLT marginalisée, après l'accord conclu entre Murdoch, Bertelsmann et Canal Plus. D'où notre alliance avec TF1 et le service public audiovisuel dans le cadre de TPS. Rien ne serait donc plus dangereux que de faire croire

que la CLT est sous contrôle allemand.

« Jean-Paul Baudouin, PDG de NRJ, s'étonne dans la lettre confidentielle « Accusations » du 22 avril, du fait que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne se préoccupe pas « qu'une société étrangère puisse sans autre forme qu'un simple communiqué prendre en France, en quelque sorte, le contrôle des 900 fréquences » de la CLT en France (RTL, Fun Radio, M 6, RTL TV, etc.). Qu'en pensez-vous ?

« Je le répète : Albert Frère et le

gouvernement luxembourgeois sont les garants des intérêts français dans la CLT. Après avoir diabolisé Rupert Murdoch, il ne faudrait pas en venir à diaboliser Bertelsmann ! Il y a là une véritable campagne d'intimidation.

« Il n'est pas question que Bertelsmann mette la main sur les activités que la CLT a en France. J'ai d'ailleurs la ferme intention de proposer à nos actionnaires des développements en France. Nous sommes satisfaits du développement de M 6 : nous voulons, en liaison avec la Lyonnaise des eaux, partenaire exemplaire, en faire un véritable groupe audiovisuel français, dans le numérique et en dehors du numérique. Nous allons aussi continuer à nous développer en radio : j'en tends pousser la présence des radios de la CLT en France, où nous n'avons pas atteint notre seuil de concentration.

« Grâce à notre participation dans Infogrammes et Inphonie, nous avons également le projet de devenir le premier groupe on line. Enfin, si la presse n'est pas une de nos priorités depuis la vente de Télé-Star et de Top Star, je reste à l'affût de toute proposition, de tout ce qui nous renforce en France. De même, la CLT n'a pas du tout l'intention d'être inerte en Allemagne.

« Bertelsmann participe à notre conseil d'administration depuis une dizaine d'années : je peux vous affirmer qu'il n'y a jamais eu de sa part l'idée de s'immiscer dans RTL par exemple. Or RTL est à la fois le cœur de cible de la CLT en France et un sanctuaire : géré de Paris, par des équipes françaises, dirigé par Philippe Labro et moi-même, qui avons une réelle tradition d'indépendance.

Propos recueillis par Yves-Marie Labé

■ PRESSE : la diffusion du quotidien régional Le Télégramme de Brest a progressé de 2,45 % en 1995. Le tirage moyen du quotidien, diffusé dans le Finistère, le Morbihan et les Côtes-d'Armor, a été de 215 326 exemplaires et sa moyenne de diffusion totale de 194 112 numéros. Le directeur général du quotidien, Edouard Coudurier, assure qu'il s'agit « du meilleur résultat depuis 1977 », avant d'indiquer que la diffusion du journal était principalement assurée par le portage à domicile (125 000 exemplaires). Selon M. Coudurier, le quotidien a « investi 100 millions de francs en trois ans, en majorité par autofinancement dans le marketing, le développement des moyens rédactionnels et l'amélioration des techniques de fabrication ».

■ TÉLÉVISION : la Fédération française des agences de presse (FFAP) et le Satev, syndicat représentant les agences de presse télévisées, se sont déclarés, vendredi 3 mai, « stupéfaits » par les déclarations de l'animateur Jean-Luc Delarue, « tendant à faire croire que des marges bénéficiaires de plusieurs dizaines de millions de francs seraient habituelles dans le secteur de la production télévisée » (Le Monde du 4 mai). Les responsables de ces deux organisations dénoncent « la disparité des conditions commerciales imposées aux uns, accordées aux autres, par certains diffuseurs » et constatent que « l'information télévisée est manifestement sous-payée aux agences de presse alors que d'autres types d'émissions se targuent d'informer, sont, elles, visiblement surfacturées ».

■ CÂBLE : au 31 mars, 1 357 853 foyers français étaient abonnés à un service de base d'au moins quinze chaînes du câble, soit une légère progression par rapport au mois précédent (1 344 473), selon les chiffres de l'Association des villes câblées (Avic) publiés vendredi 3 mai. En incluant toutes les formes d'abonnement collectif, 1,9 million de foyers étaient raccordés à un réseau câblé, soit un taux de pénétration de 30,71 %. La progression du câble en cumul sur douze mois est de 15,32 %.

SCIENCES

Les glaneurs d'informations sur Internet se perfectionnent

SAN FRANCISCO

Les moteurs de recherche sont aux cybermoteurs ce que les points d'eau sont aux nomades du désert. Indispensables à la survie, ils sont des lieux de passage obligés.

Les publicitaires l'ont bien compris, qui paient des fortunes pour obtenir quelques millimètres

caractères sur les pages de ces sites qui sont chaque jour consultés par des millions de personnes. Et les financiers de Wall Street leur ont emboîté le pas en faisant des ponts d'or à chacune de ces entreprises quand elles décident de s'offrir en Bourse.

Tous ces glaneurs se présentent comme des instruments permettant aux usagers de trouver ce qu'ils cherchent. Mais aucun d'entre eux ne parvient à répondre avec la même qualité aux trois fonctions qui sont leur raison d'être : localiser les sites à la demande, les classer pour mettre un peu d'ordre dans le chaos, évaluer leurs qualités et/ou leur pertinence par rapport à une question déterminée. Chercher une information sur Internet, c'est bien plus que de fouiller une boîte de foin pour y trouver une aiguille. Cela ressemble plutôt à la quête d'une amibe dans les chutes du Niagara.

LE PILLAGE À L'HONNEUR

Seule solution : consulter plusieurs glaneurs. Mais c'est fastidieux et cela prend du temps. Alors, dans la pratique, les usagers s'habituent à l'un ou l'autre, deux dans le meilleur des cas, et s'appuient alternativement sur l'effort de classification de Yahoo, la vitesse d'exécution d'AltaVista ou la qualité des évaluations d'Excite. Du bricolage.

Plutôt que de s'engager dans la bataille de la puissance (ordinateurs dopés, logiciels surdoués, bandes passantes généreuses), une nouvelle stratégie se fait jour, qui table sur l'astuce, la paresse et le pillage. Des programmes très simples (l'im-

pression d'un fichier et l'envoi de ce fichier à un serveur distant) permettent de récupérer les bases de données des autres.

Leur valeur ajoutée tient au fait qu'ils en consultent plusieurs d'un coup et peuvent présenter les réponses de manière simplifiée. Avec All4one, l'usager pose sa question une seule fois, et le programme lui transmet à quatre des principaux moteurs de recherche : Yahoo, Lycos, AltaVista et WebCrawler. Les résultats obtenus par chacun apparaissent dans une portion de l'écran (il faut Netscape 2.0), que l'usager peut agrandir ou réduire en fonction de son intérêt.

MetaCrawler, qui s'alimente de

Des aides pour internautes

Le constructeur informatique américain Digital Equipment a annoncé jeudi 2 mai qu'il allait lancer une famille de logiciels destinés à aider les internautes à se connecter sur Internet et à rechercher de l'information. Les nouveaux produits seront commercialisés sous le nom d'AltaVista. Le glaneur que l'entreprise propose déjà (Le Monde du 23 mars) et qui rencontre un certain succès face à ses concurrents (Lycos, Yahoo, Open Text, WebCrawler...). « Les logiciels de connexion différencieront et entraîneront l'ensemble de l'activité informatique de Digital Equipment », a déclaré le vice-président de la société, Gene Lang. C'est dire l'importance que prennent les outils de navigation sur le réseau. A côté de la bataille sur les glaneurs, celle qui oppose Netscape et Microsoft sur les navigateurs se poursuit. La croissance exponentielle d'Internet rend critique l'optimisation des outils permettant d'accéder avec rapidité et précision aux informations qu'il contient.

huit sources différentes, présente les résultats sous forme de liste unique. Il permet de poser des questions relativement sophistiquées et a le grand mérite de combiner les évaluations faites par les différents moteurs de recherche quant à la pertinence des sites trouvés par rapport à la question posée. L'effort technique a beaucoup plus porté sur le tri que sur la recherche elle-même, qui est entièrement laissée aux autres.

Les partisans de cette formule qualifient ces nouveaux engins de méta-glaneurs (meta search engines) et ses adversaires de para-sites. Il leur est reproché de piller le travail

la simple raison qu'ils sont utiles. Réponse intelligente au débordement de l'information, ils permettent de pêcher tous azimuts dans un univers à multiples dimensions. Qu'ils soient simples et posent des problèmes aux publicitaires ne peut, aux yeux de bien des cybernautes, que contribuer à leur charme.

Francis Pisani
fpisani@aol.com

* MetaCrawler : <http://www.metacrawler.com/>
All4one : <http://easypage.com/all4one/>

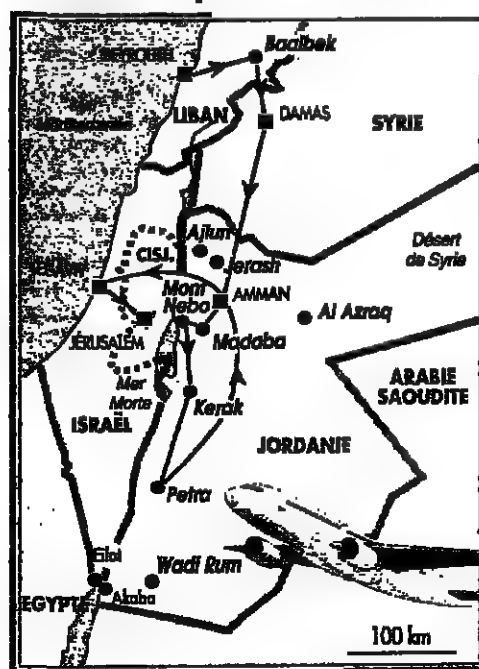
Le Monde
L'AVION



« La reconstruction de la paix au Proche-Orient »

Nouvelles dates : du 5 au 11 juin 1996

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de cette région,



Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

Itinéraire proposé :

- Jour 1 : France-Liban
visite de Beyrouth.
- Jour 2 : Liban-Syrie
visite de Baalbek.
- Jour 3 : Syrie-Jordanie
visite de Damas.
- Jour 4 : Jordanie
visite de Madaba, du mont Nébo et de Kérak.
- Jour 5 : Jordanie-Israël
visite de Pétra.
- Jour 6 : Israël
visite de Jérusalem.
- Jour 7 : Visite en Palestine.
Israël-France

Prix de base : 15 000 F TTC
par personne.

Le voyage initial ayant été reporté en raison de l'actualité, la liste des inscriptions est ouverte

Pour tout renseignement, téléphonez à Katia Goujon
au (16-1) 46-05-44-33

Avec l'agence **IMI** - licence n° 092-95-00-28

L'art et la manière des jardins suspendus

Choix des essences et régularité des soins sont les clés de la réussite pour transformer balcon ou terrasse en îlot de verdure



MÊME SI le rêve secret de chacun est de posséder un jour sa maison, son jardin, de vivre dans un royaume qui le protégerait du monde extérieur et des miasmes de la ville, qu'il modéliserait selon ses vœux, le plantant d'arbres, de fleurs et de légumes, de nombreux citadins doivent se contenter des quelques rebords de fenêtres d'un habitat collectif. Au mieux, d'un balcon ou d'une terrasse. En ville, ce sont des privilèges convoités qui font grimper le prix des loyers.

Il y a quelques années encore, les grandes cités françaises étaient plus vertes au sol que près des toits. Aujourd'hui, bien qu'il y ait encore de grands progrès à faire dans ce domaine, la verdure gagne sur le béton, et il n'est pas rare d'apercevoir en plein Paris des terrasses « babyloniennes », couvrant des mètres carrés entiers. Des étages supérieurs du monde, Claude-Bernard, on aperçoit quelques jardins coïncés entre de hautes immeubles anciens, des terrasses et des balcons où s'entre-lacent des espèces visiblement accumulées pour leur beauté davantage que disposées selon un schéma préétabli. Avouons-le, ces minijardins-là ont notre préférence. Glycines, lilas, rosiers, bambous, plantes pérennes et annuelles, persistants et caducs y

poussent un peu comme ils veulent et donnent un air agreste à ces plantations en bacs qui remplacent dans le cœur de ceux qui les soignent les grands espaces auxquels ils aspirent.

SOLUTION DE FACILITÉ

Installer quelques jardinières sur un rebord de fenêtre n'est ni coûteux ni difficile, mais il faut éviter à tout prix la solution de facilité qui consiste à y aligner des géraniums comme à la parade. Les marchands de fleurs sauront conseiller des mélanges de couleurs, de fleurs et de feuillages, de plantes érigées, retombantes, grimpantes ou odorantes qui apporteront un peu de nature là où la nature manque tant.

S'attaquer à une terrasse est déjà beaucoup plus délicat et surtout beaucoup plus coûteux. Il faut d'abord s'assurer auprès du syndic qu'elle peut supporter le poids représenté par les récipients, les plantes, la terre et l'eau d'arrosage... et vérifier que le sol est étanche. Ensuite prendre en considération son exposition et la vue qu'on peut y embrasser du regard. Il faut malheureusement souvent choisir entre voir et être vu, ne rien voir et être à l'abri des regards. Il est parfois utile d'installer des claustraux ou des pan-

neaux de bois tressés. De grâce, oublions une fois pour toutes les tuyaux, cyprès et autres résineux impossibles à tailler du côté du vide, tristes, et qui contraignent à des soins attentifs pour être à peu près regardables. Préférons les mélanges d'arbustes à fleurs et de persistants. Plantés tout autour, ils laisseront le centre de la terrasse libre pour installer les « commodités de la conversation » chères à Molière.

L'avantage des bacs individuels (50 cm en tout sens est un minimum) est qu'ils permettent de remodeler le plan du jardin suspendu selon l'humeur du jardinier, de planter peu à peu en fonction de ses moyens et du temps dont on dispose. Leur inconvénient par rapport aux grands réceptacles collectifs est qu'ils nécessitent des arrosages plus fréquents encore. Lorsqu'on se lance dans la plantation d'une terrasse, il faut se garder de considérer les végétaux comme un ornement, une sorte de statuette végétale figée. Et profiter des micro-climats qui règnent au cœur des grandes villes.

C'est ainsi qu'à Paris oliviers, lauriers-roses, mimosas, jasmins et passiflores poussent sans dommage; que les grands fuchsias, les hortensias, camélias, palmiers et rosiers de banks croissent et fleurissent admirablement; de même que les cordylines et autres agaves, et opuntias. En fait, les plus belles terrasses, les plus beaux balcons sont ceux qui sont plantés avec une totale liberté, devenant ainsi un véritable fouillis de plantes et marquant bien l'alternance des quatre saisons des climats tempérés.

ment, une sorte de statuette végétale figée. Et profiter des micro-climats qui règnent au cœur des grandes villes.

C'est ainsi qu'à Paris oliviers, lauriers-roses, mimosas, jasmins et passiflores poussent sans dommage; que les grands fuchsias, les hortensias, camélias, palmiers et rosiers de banks croissent et fleurissent admirablement; de même que les cordylines et autres agaves, et opuntias. En fait, les plus belles terrasses, les plus beaux balcons sont ceux qui sont plantés avec une totale liberté, devenant ainsi un véritable fouillis de plantes et marquant bien l'alternance des quatre saisons des climats tempérés.

CHOIX DES COULEURS

Accumulation amoureuse d'arbustes, de lianes, de fleurs que l'on a envie de contempler, de toucher, de sentir. Le contraire de ce qui est généralement proposé par les entreprises spécialisées qui aménagent ces espaces dans les immeubles de bureaux, comme on peut malheureusement le constater sur les terrasses et la cour d'entrée du nouveau siège du Monde, alignement géométrique de sculptures végétales inertes et tristes: le symbole même du jardin raide comme un passe-lacet.

Les jardiniers ne devraient jamais craindre le choc des couleurs et des volumes. Ce qu'ils doivent redouter, c'est la mauvaise qualité des terreaux, des bacs et des pots vendus le plus fréquemment. Or la croissance des plantes hors sol dépend directement des soins qu'on leur accorde: elles sont suspendues au tuyau d'arrosage et aux engrais. Par expérience personnelle, on ne saurait trop faire confiance aux supports de culture concoctés par la marque Or Brun, qui a su développer une gamme remarquable de terres adaptées à de nombreuses plantes.

Quant aux contenants, nous ne saurions trop conseiller aux bricoleurs de les fabriquer eux-mêmes en copiant les anciens bacs de bois utilisés dans les orangeries ou de choisir de simples bacs en amiante ciment fin, autrement plus sobres que les horreurs en béton gravillonné dont le poids est aussi lourd que le prix. Et il faudra impérativement, si l'on doit s'éloigner, ne serait-ce que quelques jours dès le printemps, investir dans une centrale d'arrosage automatisée (environ 1 000 francs). Car une terrasse peut succomber en une semaine si le soleil est au rendez-vous.

Alain Lompech

Carottes lumineuses

Les campagnes antitabac ont rendu certains fumeurs bonteux. Chassés des avions et de presque toutes les voitures de la SNCF, prisonniers d'un milieu devenu hostile, ils osent à peine avouer leur vice. Heureusement, l'air libre ne leur est pas encore interdit. Dans la rue, ils peuvent utiliser le briquet, ils peuvent aussi chercher leurs ports, leurs lieux de ravitaillement, ces points névralgiques signalés par un « phare » rouge.

L'enseigne, la célèbre carotte, indique la présence du bureau de tabac, annonce les comptoirs garnis de paquets multicolores. Un signe de reconnaissance utile et obligatoire. Comme le rappelle un texte paru au Bulletin officiel des impôts en octobre 1990: « La signalisation des débits de

tabac se caractérise par une enseigne spécifique, la carotte... Elle se présente sous la forme d'un losange rouge fixé à l'extérieur du local commercial. » Les 36 000 buralistes de France sont soumis à des règles strictes. Comme leurs voisins pharmaciens, ils ont obligation d'afficher leur couleur. L'Etat, qui les considère comme « ses agents », veille. Ainsi, depuis des lustres, la carotte dresse sa forme originale sur la façade des détaillants. « Les roulements de feuilles de tabac qui arrivaient des Caraïbes au XVI^e siècle étaient renfilés au centre, explique Marie-Claude Legourdellier, rédactrice en chef de la Revue des tabacs, d'où l'appellation de carotte pour parler de la marchandise. »

An fil des années, la tête découpée a laissé place aux matières plastiques et aux tubes de néon. Aidés par des subventions, les commerçants sont de plus en plus nombreux à moderniser leurs magasins et leurs enseignes pour « attirer le client ». Des entreprises se sont spécialisées dans la rénovation des débits. « Notre bureau d'études a imaginé, il y a deux ans, de dessiner de nouvelles formes », explique-t-on chez Promodern. Cette société propose de revenir à l'emblème bicolore, mais dans une version « bien plus légère ». Pour 2 675 francs hors taxes, la façade du point de vente peut s'ornier d'une carotte éblouissante, plus originale que le « quatre faces avec néon ». Pour rivaliser avec d'autres détaillants, toujours à la recherche d'enseignes utilisant

les variations de la lumière, les designers de l'entreprise lyonnaise Eichenlaub Goldenberg ont créé une signalétique résolument moderne. « L'idée était de proposer un objet qui respecte les règles imposées mais qui soit aussi source d'animation », explique un des concepteurs. Enseigne virtuelle, cette carotte n'existe que par les éclairs des néons qui s'allument ou s'éteignent pour matérialiser quatre losanges, disposés de façon à en suggérer un autre, plus grand, où s'inscrit le mot tabac. Cette « animation à quatre voix », selon l'expression de son créateur, a déjà séduit plus d'une centaine de détaillants. Des « modernes » qui acceptent l'originalité ou plus simplement qui estiment que le néon est moins cher que l'aluminium.

Serge Bolloch

En bref
Histoire de stocks à Quai des Marques
L'entreprise de MANUEL JACQUES dans l'usine de L'UNION (Vaucluse) le nouveau modèle de chaussettes de type "bataillon" à l'usage américain. Les chaussettes WINDHAMMER de L'UNION NE ont pas connu le succès attendu. Le modèle américain sera donc retiré des boutiques françaises au profit de l'ancien modèle 2-voiles.
Les stocks de modèles américains seront vendus 550 F au lieu de 800 F à QUAI DES MARQUES sur l'île Saint-Denis aux mois de mai et juin 1996.
Bonne nuit au vent de la mer!
MANUEL JACQUES
36 68 48 38
www.worldnet.fr
Quai des Marques

ESPACE BOU TIQUES
Du week-end à la ville
vestes et gilets multipoches
27, rue de la Grande Armée 16^e

Luxueuses draperies pour vous sur mesure
LEGRAND Tailleur
Hommes et Dames
DE LA RETOUCHE AU BEAU VÊTEMENT
27, rue du 4-Septembre PARIS 2^e
Tél : 47 42 70 61

Princess Mary
Bonneterie Fine
ZIMMERLI HOMMES
le sous-vêtement
PUR FIL D'ECOSSE
le plus fin du monde
28, rue Saint-Etienne, 75001 PARIS
Ateliers : Toulouse - Tél : 42.42.95.57

Finsbury
A TOUCH OF CLASS
Coutures de luxe, fabrication artisanale
Très vaste choix en demi-painure et plusieurs largeurs
Rapport qualité/prix exceptionnel
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
3, rue de Rivoli, 75004 Paris
112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

MON IMPER
Quintessence anglaise
IMPER ET FRETTE-FORTER H. & F.
AQUASCUTUM BURBERRY, BARTONS, BRUNO ST HILAIRE, etc.
63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75002 Paris
Tél : 48 24 46 98
- 15 %

Michèle Champenois
* Musée national Eugène-Dela-croix, 8, rue de Furstenberg, 75006 Paris (M^o Saint-Germain-des-Prés). Tél : 44-41-86-50. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 15 F. A partir du mercredi 8 mai. Réouverture et exposition, jusqu'en septembre, des acquisitions récentes.

LIEU

Espace Delacroix

ATELIER d'artiste, 6^e arrondissement. Celui-ci n'est pas à vendre, mais à visiter. Trente à quarante mille amateurs se présentent chaque année au dernier domicile parisien d'Eugène Delacroix, sur la petite place que la rue de Furstenberg, avec quelques lampadaires, a depuis longtemps transformée en îlot d'un Paris idéal.

Dans la cour, des pavés mous- sus comme autrefois. Dans le jardin, ce calme que l'on prête à la province, et l'atelier que le peintre avait fait construire, à proximité de l'appartement qu'il louait, au premier étage, ayant quitté en 1857, fatigué par les trajets, la rue Notre-Dame-de-Lorette pour se rapprocher de son grand chantier de l'église Saint-Sulpice.

PROUESSE TECHNIQUE

Musée national depuis 1971, l'ensemble avait d'abord été sauvé par un mouvement de ferveur amicale d'artistes et de critiques mené par Maurice Denis en 1929. Fermé huit mois pour travaux, il rouvre le mercredi 8 mai, doté d'un nouvel espace d'accueil et d'une signalétique rénovée qui répondent à la question: comment, dans le respect d'un lieu privé devenu historique, faire en sorte que le public trouve l'information souhaitée sans nuire à la qualité d'émotion que l'on espère y préserver aussi?

S'y ajoutait ici une contrainte particulière: comment créer un espace moderne et sûr, au premier étage d'un immeuble habité bourgeoisement, où l'Etat n'a fait l'acquisition que d'un petit logement de 50 mètres carrés situé sur le même palier que le musée?

Lorsqu'un ouvrage est achevé, on ne voit plus la pousse technique qui a consisté à installer des planchers résistants et une charpente métallique autonome, sans intervenir sur la structure générale du bâtiment.

Plus avant, les architectes, Pierre Brat et Eddy Vahanian, se sont attachés à créer une atmosphère nettement différenciée de celle du musée. Laisant entrer la lumière côté cour et côté jardin, pour aider à s'orienter dans la géographie intime de l'endroit, ils ont situé leurs apports graphiques sur les murs blancs avec des matériaux unitaires, chêne, acier noir et verre, traités dans un style clair et contemporain.

Désormais, le visiteur est reçu, en haut de l'escalier à gauche, dans cette salle de vente qu'il retrouvera en fin de parcours. Puis il entre dans l'appartement, qui a de même coup retrouvé son unité, face à un grand buste du maître installé dans l'antichambre où se trouvait auparavant le guichet.

CURIOSITÉ

Distribution plus logique des pièces et du circuit de visite, information plus complète, notamment grâce à un plan de Paris montrant le nomadisme de Delacroix dans la capitale qui aboutit à cette dixième adresse et à ce septième atelier, celui de la fin de sa vie. Celui où il meurt le 15 août 1863 et où Baudelaire, qui le vénère, vient veiller l'ami de Théophile Gautier et de George Sand. A l'heure du Grand Louvre, les petits musées redressent la tête. Suivant l'exemple des grands, ils se donnent la peine de répondre le plus gracieusement possible à la curiosité en hausse du public. Ici, la philosophie nouvelle de l'accueil garde les proportions d'une « maison » dont la conservatrice, Arlette Serulaz, par ailleurs conservateur au département des arts graphiques au Louvre, sait nouer avec les grandes institutions les liens lui permettant d'enrichir la présentation d'une collection qui, au-delà du pittoresque, est devenue une véritable porte d'entrée dans le patrimoine.

Michèle Champenois

MARCHÉ DE L'ART Les traditionnelles ventes aux enchères de printemps à New York ont été organisées, du 30 avril au 2 mai, par les maisons Christie's et Sotheby's.

Quelques œuvres majeures, comme *Nature morte à l'Espérance*, de Gauguin, ont déçu, mais, dans l'ensemble, la reprise du marché se confirme, portée par le retour

d'acheteurs asiatiques. ● LES ŒUVRES à prix moyens (de 300 000 à 2 millions de dollars) se tiennent bien avec un attrait pour le post impressionnisme et l'école de Paris. Le

Jacquet, une toile cubiste de Juan Gris, a établi un nouveau record pour cet artiste en vente publique : 3,41 millions de dollars. ● LE CHIFFRE d'affaires de ces ventes a totalisé

183,8 millions de dollars (919 millions de francs environ). Elles ont généré, en deux jours, plus du tiers du chiffre annuel produit par l'Hôtel Drouot à Paris pour les seules œuvres d'art.

La « Jackiemania » n'a pas perturbé les grandes ventes de New York

Les vacances d'art impressionniste et moderne, organisées par Christie's et Sotheby's, du 30 avril au 2 mai, sont venues juste après la dispersion des objets ayant appartenu à Jackie Kennedy-Onassis. Mais elles se sont bien comportées, avec Van Gogh, Degas et Juan Gris pour vedettes

CHRISTOPHER BURGE, de la maison de vente Christie's, n'en est pas revenu : il a fallu deux bonnes heures pour disperser une soixantaine de tableaux. Habituellement, cela nécessite moitié moins de temps. Car si les enchères portées, lors des ventes de printemps d'art impressionniste et moderne organisées à New York, étaient prudentes, sinon modestes, elles étaient aussi fort nombreuses. Contrairement à ce que certains craignaient, elles n'ont pas été perturbées par la proximité de la retentissante dispersion des souvenirs de Jackie Kennedy-Onassis. Spécialiste de l'impressionnisme chez Sotheby's, Alexander Apsis a même reconnu dans la salle quatre personnes qui ont découvert le monde des enchères en achetant pour la première fois lors de la vente Onassis.

Cette bonne ambiance ne doit pas cacher quelques échecs retentissants. Mardi 30 avril, chez Christie's, un Picasso de 1932, intitulé *La Lecture*, est resté invendu. Estimé entre 6 et 8 millions de dollars, il n'a pas dépassé 4,8 millions. L'autre déception est venue de la *Nature morte à l'Espérance*, peinte en 1901 par Gauguin en hommage à son ami Van Gogh. Les enchères se sont arrêtées à 5 millions de dollars. Christie's en espérait le double. Exécutée deux ans avant la mort de l'artiste, c'est une œuvre majeure qui méritait mieux. Dure loi des enchères.

LA REVANCHE DE VAN GOGH

La revanche est venue de Van Gogh, précisément : l'addition pour *Intérieur d'un restaurant* s'élève à 10,3 millions de dollars. Presque un cadeau : l'œuvre n'était pas passée sur le marché depuis 1935. Et elle est bien plus belle que le *Sous-bois*, un autre Van Gogh, mais bien banal celui-là, adjugé par Sotheby's le 8 novembre 1995, pour 26,9 millions de dollars.

Chez Sotheby's, justement, dont les ventes débutaient le 1^{er} mai, la vedette a été Monet : ses *Meules*, *Giverny, effet du matin*, ont été poussées jusqu'à 7,15 millions de dollars (environ 35,7 millions de francs) par un marchand japonais. Sotheby's avait déjà vendu ce tableau en novembre 1989, au plus haut du marché, pour un petit million de francs de moins. De là à conclure que la crise est terminée, il n'y a qu'un pas, que les maisons de vente hésitent à franchir. Sur tout ce Sotheby's a connu, et aussi, quelques déboires. Cinq de ses tableaux vedettes sont restés sur le carreau : une *Composition* peinte en 1914 par Léger ; *Femme à la fenêtre*, de Matisse ; *Entre-deux*, de Kandinsky ; *Femme assise dans un fauteuil*, de Picasso ; surtout, *Elena Picardi*, de Modigliani, dont on espérait de 3 à 4 millions de dollars. Les enchères se sont interrompues à 850 000 dollars.

Ces ventes d'automne ont été, à tout prendre, meilleures que celles de ce printemps. Mais d'importantes collections étaient dispersées il y a six mois, qui apparaissent sur le marché pour la première fois en cinquante ans. Cette « fraîcheur » plaît toujours aux acheteurs. Les ventes de cette semaine ne comprennent pas d'aussi savoureuses successions, même si Christie's proposait des œuvres de la collection de l'épouse d'un magnat américain de l'agroalimentaire, Joanne Toor Cummings (11,7 millions de dollars), celles réunies par un des fondateurs du Musée d'art contemporain de Chicago, Eugene Solow (2,39 millions de dollars), et des toiles de la collection du producteur hollywoodien Joseph Hazen, chipées à sa rivale Sotheby's.

Joseph Hazen avait été initié à l'art moderne et aux joies de la collectionnisme par l'acteur Edward G. Robinson. Les responsables chargés de la succession Hazen avaient mis en vente une partie de ses tableaux chez Sotheby's, à



Vincent Van Gogh, « Intérieur d'un restaurant », 1888 (à gauche). Souvent prêté, ce tableau n'était pas passé sur le marché depuis 1935. Il a été vendu 10,3 millions de dollars. Paul Gauguin, « Nature morte à l'Espérance », 1901. Estimée 7 à 10 millions de dollars, cette œuvre majeure n'a pas trouvé preneur.



New York, à l'automne 1995. La dispersion avait rapporté la coquette somme de 51,8 millions de dollars. C'est pourtant Christie's qui a été choisie ce printemps pour vendre le Degas, le Gris, et sept autres gâteries. Estimées entre 10 et 14 millions de dollars, la collection s'est vendue 11,8 millions de dollars. Sotheby's a pourtant obtenu son lot de consolation, en dispersant les œuvres de Mme Hazen, que lui ont confiées les ayants droit de Lita Annenberg, épouse Hazen, et sœur du diplomate Walter H. Annenberg, l'un des grands donateurs du Metropolitan Museum of New York. Les deux Bonnard, le Vuillard et les deux Dubuffet de Lita Annenberg ont totalisé environ 5,7 millions de dollars. Pour ne pas être en reste, Sotheby's proposait également la succession d'un couple new-yorkais, Helen et Robert Ben-

jamin, en ensemble éclectique commencé dans les années 60. Les vacances de seconde partie, habituellement moins affluantes, ont confirmé la solidité retrouvée du marché de l'art. Mais l'attention est remplacée par la prudence. Celle des estimations tout d'abord, dont les montants sont devenus beaucoup plus raisonnables. Celle des acheteurs aussi.

LE RETOUR DES « DRAGONS »

Les observateurs ont confirmé la bonne tenue des œuvres de « prix moyen », un bel euphémisme qui pour Sotheby's se traduit par une fourchette comprise entre 300 000 dollars et 2 millions de dollars. La tendance favorise donc le post impressionnisme et l'école de Paris, au détriment des œuvres phares de l'impressionnisme. Elle semble le fait de nouveaux collectionneurs américains, plus que ce-

lui des marchands, qui sont pourtant venus nombreux et se sont montrés actifs. Cela dit, c'est un amateur américain qui, en s'offrant *Le Jacquet*, une toile cubiste de Juan Gris pour 3,41 millions de dollars, a établi un nouveau record mondial pour cet artiste en vente publique. Et c'est également un collectionneur, européen celui-là, qui a emporté *Le Pont de Charing Cross*, à la hauteur du *Parlement*, peint par Monet en 1899, pour la coquette somme de 3,96 millions de dollars. Christie's a même fait l'effort de communiquer quelques statistiques : 36 % des acheteurs sont nord-américains, 36 % viennent d'Europe, 3 % d'Amérique latine. Et 16 % viennent d'Extrême-Orient.

Reste un indice qui laisse espérer des lendemains qui chantent : les « dragons » sont de retour. Douze acheteurs asiatiques ont acheté pour près de 23 % de la valeur de la vacation phare de Sotheby's. Selon sa présidente, Diana Brooks, les enchères sont venues du Japon, de Corée, de Singapour et de Hong Kong. Mais aussi de Taiwan et de Malaisie. Les ventes d'art contemporain débutent mardi 7 mai. Malgré quelques œuvres importantes, il n'est pas sûr qu'elles suscitent le même intérêt.

Harry Bellet

Près de 1 milliard de francs en deux jours

Les ventes aux enchères d'art impressionniste et moderne, organisées, du 30 avril au 2 mai à New York, ont totalisé 183,8 millions de dollars (environ 919 millions de francs). Les deux vacations de Sotheby's ont généré 85,9 millions de dollars (429,5 millions de francs) et celles de Christie's, 97,9 millions de dollars (489,5 millions de francs). On appréciera d'autant mieux la performance en la comparant à celle du plus important commissaire-priseur français, dont le chiffre d'affaires pour 1995 s'élève à un peu plus de 324 millions de francs. En deux jours, les ventes de New York ont généré plus du tiers du chiffre annuel produit par Drouot pour les seules œuvres d'art.

LE LATIN OUVERT A TOUS

- Dans le cadre général de la rénovation des collèges, à partir de la rentrée 1996, l'étude du latin commencera en classe de cinquième pour les élèves qui le souhaitent, à raison de deux heures par semaine. Pour la génération qui est actuellement en sixième, ce sera la seule possibilité de commencer le latin.
- L'association Sauvegarde des études littéraires tient à donner la plus large diffusion à cette information, trop souvent restée mal connue jusqu'à présent. Elle attire l'attention des élèves et des parents sur le caractère formateur de l'apprentissage du latin et sur les chances de succès qu'il donne à leurs enfants (81,4 % de reçus au bac parmi les latinistes en série littéraire l'an dernier).
- Une circulaire récente a rappelé que « cette option a vocation à être proposée à tous les élèves de cinquième ». Il n'y a aucune raison pour que l'option de latin soit réservée à certains établissements. Nous appelons donc les parents et les élèves à demander le plus large accès à cette option.

S.E.L. 15, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 PARIS

DANS LES GALERIES

VINCENT CORPET

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 75003, Paris. Tél. : 42-72-14-10. Du lundi au samedi, de 10 h à 19 h ; jusqu'au 29 mai.

■ Vincent Corpet est le plus intéressant, le plus inventif, le plus agaçant et le plus désagréable des peintres français apparus depuis une dizaine d'années. Après des ans glacés et hostiles l'an dernier, ses œuvres récentes sont des diptyques qu'il appelle *Analogies*. D'un côté, il assemble des formes hétéroclites, des objets bizarres et des fragments d'un peu n'importe quoi, de la tête de crocodile à la clepsydre, tout cela dans des couleurs vives jusqu'à l'algèbre. De l'autre, sur une surface aux contours à peu près exactement identiques, il peint avec des jus brunâtres une Crucifixion vue du haut de la croix, Judith décapitant Holopherne, Salomé exhibant le chef dégoûtant de saint Jean-Baptiste. Les constructions sont d'une adresse prodigieuse. Les raccourcis et les inventions anatomiques abondent. Les visages crient la haine, l'envie et la douleur. Plusieurs ressemblent à des notables du milieu artistique contemporain, mais ce n'est pas là l'essentiel. Ces allusions cruelles s'effacent. Il restera des tableaux d'une violence sauvage et splendide.

Ph. D.

ROBERT COMBAS

Galerie Laurent Strouk, 21-23, rue Saint-Merd, 75004 Paris. Tél. : 48-04-94-60. Du mardi au samedi, de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h ; jusqu'au 29 mai.

■ En dépit d'un succès trop précoce et trop rapide, en dépit de la spéculation qui le prit pour objet et l'a depuis abandonné aux pressions ruineuses, Combas travaille et cherche à renouveler sa manière. Ainsi dessine-t-il désormais à la sanguine et à l'encre des images saturées de figures et de détails, lestées de références et tracées avec une vigueur plus sensible. Il ne peut résister à la séduction des roses charnelles et des frottois de poussière ocre tendrement modulés du doigt. Ces élégances XVIII^e contrastent vivement avec la netteté du trait et l'obscurité des poses et des motifs. Dans toutes sortes de circonstances et de positions, des dames peu chastes y révèlent leurs secrets à des voyeurs que le regard ne suffit pas à satisfaire. Les titres sont, selon l'heureuse tradition que Combas maintient depuis ses débuts, longs, confus et burlesques.

Ph. D.

BERNARD PLOSSU

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, 75003, Paris. Du mardi au samedi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

■ Michèle Chomette tente, toujours, même avec les artistes les plus chevronnés, de révéler des facettes cachées de l'œuvre. Un peu comme le ferait un musée. La démonstration est assez réussie avec Bernard Plossu. Son œuvre, il est vrai, est assez multiple, insaisissable pour se prêter à l'exercice. Ainsi Plossu était une sorte de voyageur, qui captait, comme un reporter d'un genre nouveau, des instants merveilleux, délicats, fuyants, littéraires. On découvre un ensemble riche, composé d'images anciennes et nouvelles, où jaillissent d'abord des matières, des sentiments, un jeu habile avec des lieux, objets, personnes, qui font plaisir à voir et que l'on peut également retrouver dans deux livres stimulants avec des textes de son compère Alain Couaigues : *A Wonderful Life - Les images* (Sixtus/Éditions, Limoges 1995) et *Ou quelque chose de ce genre* (Tarabuste, 1996).

M. G.

Canto d'Amore
Modernité et classicisme dans la musique
et les beaux-arts entre 1914 et 1935
Kunststube Basel 27 avril - 11 août 1996
Exposition d'œuvres de musique, peinture, sculpture, photographie, etc.
à l'occasion de la 100^{ème} anniversaire de la naissance de Paul Hindemith

Dennis Charles est dans l'avion

Le percussionniste le plus étrange du jazz contemporain vient d'achever sa tournée au Duc des Lombards avec des « hors-la-loi »

A L'HEURE qu'il est, Dennis Charles est dans l'avion. Il regagne New York comme Dexter dans le film de Tavernier. Dennis Charles est un prince charmant aux cheveux de neige coiffés comme ceux d'une poupée qu'on vient de laver. Il a cette façon unique de jouer des percussions. Pas comme un batteur de jazz : comme un musicien qui serait né aux Antilles en 1933, à Sainte-Croix, îles Vierges, mailloches et balais. Les tambours sonnent en souvenir d'Afrique. Il a gardé ces gestes de congas des Antilles. Son père, ses frères lui avaient appris. Il joue tout du long comme un long solo qui n'en serait pas un. Le contraire du solo de batterie que les gens se sont mis à admirer. Il joue pour les autres qui jouent pour lui.

Il a pratiqué à New York avec Art Blakey, répété sur les tuyauteries de la prison après une petite rixe dans les rues de Harlem. Deux ans de tuyauteries, ça vous forme un type. Sa rencontre avec Cecil Taylor a tout changé. Il est probablement le seul à ignorer que ce qu'il a tous ces jours, c'est une sorte de batterie d'avant-garde, sans règle et sans mesure. Le pur plaisir du jeu. Il n'a jamais changé. Cet orage de bonheur, c'est sa manière à lui, toute en douceur, en douceur.

SUPERBE RÉPÉTOIRE

Il vient d'achever une tournée avec les hors-la-loi du jazz, Outlaws in Jazz, Jac Berrocal, Didier Levallet et l'immense Lazzro. Ces trois-là ne jouent que pour lui et pour la musique. C'est tout un. Ils se faisaient tuer pour lui. La tournée, ce n'était pas exactement Sting, des « dates », des « télé », des « interviews », du « rédactionnel ». Nagui et Delarue. Ce fut la Mania, Besançon, et les deux des Lombards, puis à Paris, le Duc des Lombards, ça se fait largement à inscrire dans un cercle. C'est un tour.

Il n'y avait pas un monde fou au Duc, mais quel monde : tous pour Dennis Charles, pour entendre cet enchanteur, ce prince qui tourne femme modeste, Marie, fait tourner quand elle trouve trois sous et trois villes accueillantes. Le répertoire est superbe : Omene, Albert Ayler, des compositions de Levallet à faire fondre, et pour finir un rappel. Bien. Ce pourrait être un triomphe à l'Olympia, à l'Elyse, à Bayreuth, mais c'est ainsi : une soirée de rêve du Duc des Lombards. Personne n'a la tête à ça. On préfère gagner des sucettes en supportant un ringard de Las Vegas (Tou-

ry Bennett). On préfère attendre, réchir, une parodie. *Kansas City* d'Alkan, avec de vrais types (Joshua Redman) qui jouent de faux types sous de vrais noms (Lester, etc.). L'époque le veut. Ne changeons pas d'époque, puisque Dennis Charles existe.

Albert Ayler est mort noyé dans l'East River il y a vingt-cinq ans. La police avait alors émis un avis de mort par noyade. Une équipe de couettes pomponnées s'apprête aujourd'hui à célébrer sa mort en tricotant de petits polars inventés sur sa noyade comme une guidance pour le salon de M^{me} de Rambouillet. Ruelles, roudoux et rubens verts. L'idée est marrant. C'est un hommage, un petit coup d'éditorial. L'ingéniosité humaine n'a pas de limites.

Pas d'entre eux n'était là pour écouter Dennis Charles très vivant au Duc. Pas un pour le voir entouré de l'amour de musiciens qui savent entrer dans la musique d'Ayler, d'Ornette et de Cecil : Berrocal (trompette), plus artiste que jamais, Levallet (basse) aux fourneaux et Lazzro dans le rôle du poète. En sous-main, cheveux de neige et mains de soie, Dennis Charles, principier. C'était un soir d'exception. Un de ceux qui marquent comme la victoire de Joséphine, cette après-midi à Madrid.

Pour presque personne, pour tous. On n'oubliera pas. Un instant on a pleuré, plusieurs fois on a ri. En jazz, on vient voir si la musique vient ou ne vient pas. A Madrid aussi. Au Duc, elle est venue sans discuter. Que les fonctionnaires des petits polars à la gloire d'Ayler tombent, on leur souhaite, sur ce compte rendu. Ça devrait les inspirer.

Pendant ce temps, Dennis Charles va vers New York City. Il y pendra le comp. str. avec ténacité. Mais, qu'arrive-t-il à cette planète pour qu'elle seigne de l'ignorer ? Mystère. Pas tant que ça. Dans vingt ans, surtout, ne manquez pas de dire, l'air pomponné : « J'y étais, on n'était pas un monde fou mais on était fou du monde. »

Francis Marnaud

Les diableries banlieusardes d'un Jean Guidoni pressé de vivre

A la Manufacture des Oeillets, le chanteur retrouve son âme

Après un spectacle décevant donné cet hiver avec Michel Legrand, Jean Guidoni prend à nouveau la mesure de ses fantasmes dans une

ancienne usine d'Ivry-sur-Seine. Les chansons extraites de *Vertigo*, l'album commun du compositeur de *La Valse des lilas* et de l'auteur

de *La Punition* sont bienvenues. Tout en noir, Guidoni renoue avec Pierre Philippe, le parolier qui forgea la force de ce chanteur de scène.

JEAN GUIDONI, Gérard Daguerre (piano). MANUFACTURE DES OEILLETS, 25, rue Raspail, Ivry-sur-Seine. M^{me} Mairie d'Ivry. Tél. : 40-50-66-98. 21 heures, jusqu'au 11 mai. 50 et 100 F.

C'est à la Manufacture des Oeillets, ancienne usine d'oeillets à chaussures, que Patrice Chéreau a choisi, cet hiver, de présenter une nouvelle mise en scène de la pièce de Bernard-Marie Koltès, *Dans la solitude des champs de coton*. Dans ces hauts bâtiments encore « enfilés », c'est au tour du chanteur Jean Guidoni d'entretenir un trouble carnassier quant aux limites du bien et du mal, des bons sentiments et de la cruauté. Tout aussi palpable que Patrice Chéreau et Pascal Greggory dans leur exercice de théâtre dépeint, Guidoni fait corps avec un pianiste dont le classicisme n'exclut pas le tango et la boogie-woogie, pourvu qu'ils expriment la détresse et la candeur des corps.

Paréssé de rous de chariot abîmés dans un quelconque western, le hall - vitres opaques, escaliers de fer, fantôme d'ascenseur, acoustique de fonderie - qui sert de salle de spectacle à la Manufacture des Oeillets est à lui seul une gageure. Il faut à Guidoni l'appareil, y trouver ses marques. Point de rideau

rouge, point de coulisse, point de planches, attributs essentiels à la chanson de music-hall et au théâtre, les deux genres que pratique simultanément le chanteur. Guidoni use donc de sa façon bien à lui de parcourir la scène - le béton - d'un pas de jeune, pressé et scotté, en glissant le pied furtivement, en claquant de l'oeil ou des épaules. Tout de noir vêtu, Guidoni prévient d'ailleurs qu'il n'est pas sans risque de venir au spectacle en banlieue, que des voyous cherchant de faciles proies y rôdent et qu'en s'écartant du groupe l'on risque le coup de rasoir, et « *stiff*, le *saurie d'arn* ». Cela fait rire sur les gradins. Et Guidoni enchaine : *Tu mourras ce soir* (texte de Pierre Philippe). Car, oui, après tout, un infarcus, une automobile, un rideau, qui sait ? Et qu'est-ce qu'un mort ? Un incident au milieu de la profusion de la vie. « *le lit n° 5 vide* ».

C'est avec une froideur clinique que Jean Guidoni et son parolier Pierre Philippe analysent depuis quinze ans l'esthétique de la souffrance humaine, ensemble ou séparément. Les intérêts la blessure de ceux qui se sont mis hors jeu, hors de la norme sexuelle, hors du grand brouhaha quotidien, et que leur regard acerbe et hautain empêche d'avoir une quelconque considération pour les « *filles qui vont à Pompidou admirer les peintures* ». De

cette étroite collaboration sont nées des chansons délectables et perverses, telles *Djemila* ou *Chanson pour le cadavre exquis*. Depuis, Pierre Philippe s'est penché sur le versant féminin de l'humanité avec Juliette. Entre-temps, Jean Guidoni a changé. Quelque chose en lui s'est adouci, qui l'entraîne vers une autre théâtralité.

Et c'est avec une rare boulimie qu'il avale ses classiques - efficace, rapide, lecture en diagonale avec piano et page tournée. Un zeste de Piazzolla (*Le Haut Mur*), souvenir de l'album *Crime passionnel*, paru en 1982, dix titres du compositeur argentin mis en texte par Pierre Philippe.

TOUR DE PASSE-PASSE

Ce qu'il affectionne aujourd'hui, ce sont les scénarios et les rives encore floues de la tendresse libre, débarrassée du sentiment du péché et de la transgression. En ce sens, sa collaboration, en tant qu'auteur, avec Michel Legrand, compositeur limpide, au swing lympathique, l'a dérivé de la prison de la préciosité cynique. Quand il chante les chansons qui ont résulté de cette improbable rencontre (la majorité des titres de ce répertoire très sobre), Guidoni sort de sa cage, se banalise aussi parfois.

Il réussit cependant un tour de passe-passe proche du tube radio-

phonique avec *N'oublie jamais* qui tu es, belle chanson des temps de sida, agrémentée de quelques notes de piano aérien. Guidoni est ravi qu'on l'applaudisse. Et puis le voilà qui surgit au ras des spectateurs, en « *contrefait* », monstre bossu, à la sexualité torride, qui se pend après l'amour.

L'amante gardera la corde. La chanson est, nous dit Guidoni, de Jean Tranchant (1904-1972), qui écrivit pour Marianne Oswald, Lys Gaudy ou Marlene Dietrich. Dans ce bref retour à l'histoire de la chanson, il n'oublie pas Marie-José Neuville, « la collègue vaine de la chanson » et, avec le même vibrato, s'attaque à *Johnny Boy*, chanson-western à endormir les enfants.

De ce rapide passage hors du monde des « *hommes couchés* » (les morts, les reposants, les souffrants), Guidoni ne saurait se satisfaire. Après avoir dansé un tango lascif, dragué son pianiste, décrit des mains les contours méditerranéens de *Djemila* la diabolique, il a valsé, il lui faut retourner à ces territoires sanglants de l'enfance blessée, de l'émotion écartelée - celle de Koltès. C'est cette terrible beauté qu'a décrite Pierre Philippe dans *La Machine à souffrir*, texte d'humour, de dérision, d'entrailles, que Guidoni dit avec un sourire coupant.

Véronique Mortaigne

Tina Turner, en tournée mondiale, brûle les planches de Bercy

TINA TURNER, Palais omnisports de Paris-Bercy, 5, boulevard de Bercy, 20 h 30. Les 4 et 5 mai (complet), puis les 11 et 12 septembre. Tél. : 44-68-44-68. Le 6 mai et le 30 septembre à Lyon, du 9 au 13 mai à Gand (Belgique), le 25 juin à Nancy, le 24 juillet à Nîmes, le 18 août à Nice.

Tina Turner n'avait pas brûlé les planches depuis six ans. En 1990, « *Foreign Affair* », sa dernière tournée (cent vingt-cinq concerts en sept mois, 3,5 millions de spectateurs) avait été le prétexte à de déchirants adieux, mais en matière de fausse séparation M^{me} Turner a déjà battu les records de Maurice Chevalier. Tina Turner est une « *acro* » de la scène. Il lui faut, pour décrocher, un prétexte de taille : un mari violent phallo-cate (Ike Turner) qu'elle éjecte en 1975 avec la tournée en cours, l'argent et les enfants, en 1988, à l'arrivée de la cinquantaine, dont elle voulait assagir de ses démonstrations publiques, à l'issue d'une chasse à la minirobe à travers le monde qui n'est toujours pas fermée. Rien n'y fit.

Fraîche comme un bouquet de genêts sau-

vages, la voici en piste pour le « *Wildest Dreams Tour* », du nom de l'album paru en avril, et où se nichent déjà deux tubes, *Whitener You Want* et « *pistolets en joue - GoldenEye*, pure invention 007. *GoldenEye* est, bien entendu, le clou de l'attraction scénique. Sublime. Du grand music-hall : Tina (« *Tina* »), crie un préadolescent au premier rang des gradins) sort d'un œil mordu, géant bien sûr, psychédélique en diable, et noyé d'images vidéo.

STATUE DE LA LIBERTÉ

Maîtresse du monde grimpée sur talons aiguilles (de vraies aiguilles), « *l'Acid Queen* » (son rôle dans *Tommy*, l'opéra-rock des Who filmé par Ken Russell) défile les paillettes de sa (min) robe extra-moulante dans un cocktail de gorge empoisonneuse : regard cajo-leur, voix noire, chorégraphie diaboliquement soul, du rythme et du blues. Secouez. Le public (Bercy rempli à ras bord, chauffé comme une boîte de conserve au bain-marie) est épaté, totalement découragé des tentations mélancoliques. A chaque tonitruant et généreux « *Thank you everybody* », chacun se sent tout le monde.

Entourée de trois danseuses et d'un

groupe rodé comme un truck transcontinental, Tina Turner révisé ses classiques (notamment un *Proud Mary* torride avant le premier rappel) et ses tubes commerciaux (*What's Love Got To Do With It*) pendant près de deux heures. Assise le temps de quelques chansons (une première, dit-elle sans honte ; à cinquante-huit ans, on pardonne), elle tricote de la jambe, on la dirait punie comme une gosse indisciplinée. Puis, vengeresse, statue de la liberté habillée de strass, Tina Turner remet debout sa légende de tigresse. « *Easy, nice and rough* », voilà, dit-elle, « *comment j'aime faire ça* », en balançant les bras, en phase avec ses choristes. Ça, quoi ? Danser, jouer la comédie, chanter à Bercy ? La chair a ses faiblesses. Cajolet au gré des désirs scéniques de ces femmes régénérées, un beau blond, multi-instrumentiste (saxo, percussions) aux muscles saillants et le reste sans doute en rapport, est là pour jouer les piliers de vamps. Une jeune fille qui tient un pansement orné d'un cœur rouge-baiser (« *Tina, we love you* ») dit que, tout de même, elle « *ferait bien son quatre heures* » de ce *private dancer* de pacotille.

Véronique Mortaigne

Trois femmes portent le devoir d'inquiétude au théâtre

VOUS DESCENDREZ A LA PROCHAINE, de Josette Boulva et Marie Gatard. Mise en scène : Betty Berr. Avec Françoise Giret, Juliette Mailhé, Nicolas Struve, Philippe Lejour. ESPACE ACTEUR, 14 bis, rue Sainte-Isaure, 75018 Paris. Tél. : 42-62-35-00. M^{me} Jules-Joffrin, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 12 mai.

C'est une chose qui ne se voit jamais au théâtre : beaucoup moins une « *pièce* » qu'un sursaut de conscience, le rappel de l'une de ces minutes où, sous le choc répété des nouvelles du monde, nous perdons pied, nous nous demandons vers quoi se jette la vie. Les auteurs, Josette Boulva et Marie Gatard, n'ont pas choisi Tcherno-

byl, le sud du Liban, et les risques actuels de désastre. Elles envoient un coup de projecteur sur l'année 1937. La victoire de la gauche « *jette ses derniers feux* », disent-elles, les blindés d'Hitler sont prêts à fopper. En Allemagne, des camps d'extermination regroupent déjà juifs et communistes, mais, au pied de la tour Eiffel, ce sont les festivités de l'exposition. « *La douceur de l'illusion est encore dans l'air de Paris* ».

Passe sur la scène, un peu comme des ombres de nuages ou d'oiseaux, ce que fut le monde réel de ces semaines-là. Il nous est donné par les gros titres des journaux, les nouvelles de la radio, par la présence d'un ouvrier de l'expo ou d'une jeune fille qui, dans le métro, va se faire tuer. Il y a aussi les chansons, ces retours de mé-

moire qui, envers et contre tout, « *courent encore dans les rues* ». Il est tout et rien, ce spectacle, à la charge affective des appréhensions, il est comme des pas sur la neige, ou comme la silhouette des brûlés sur les murs d'Hiroshima. Les acteurs, Françoise Giret, Juliette Mailhé, Nicolas Struve, leurs camarades, jouent sans y toucher, ils sont parfaits, ils ne cessent pas le fil de ce sursaut de conscience que nous disons : « *Vous descendrez à la prochaine* », quelle chance ? Autre-t-elle lieu ici, puis-je elle tue nos semblables, aujourd'hui, sur toutes ces autres terres qui n'en font qu'une ?

Cette belle méditation aux allures de mirage est une œuvre de femmes. La mise en scène de Betty Berr scande très finement les informations brusques, les airs du

temps, les urgences personnelles, tout ce qui fait le cours des morts et des vies. L'emprise assez violente de ce spectacle pourtant modeste tient peut-être à la nature particulière des deux auteurs : Josette Boulva, dramaturge en cette occasion, est avant tout une actrice d'une très rare dimension, l'une de ces artistes qui savent irradié le plus de richesse d'esprit avec le minimum de « *monnaie* », et ce n'est pas une indiscretion trop coupable d'indiquer que Marie Gatard, écrivain, peut avoir une « *touchée* » particulièrement juste et sensible du tragique de notre monde en ce qu'elle est du nombre des enfants de fusillés - son père, durant l'Occupation, tomba sous les balles allemandes.

Michel Cournot

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE-DANSE** : la Cité de la musique publie un guide des stages destinés aux amateurs débutants ou confirmés qui veulent, au choix, découvrir le répertoire lyrique pendant le Festival d'Aix-en-Provence ou le jazz pendant celui d'Antibes, chanter entre jeunes dans le Poitou ou entre adultes de plus de cinquante-cinq ans en Suisse, pratiquer l'accordéon, le cor, le gamelan, le saxo ou le piano, apprendre à danser le flamenco, le hip-hop, le tango... De la vieille à roue au violoncelle, de l'informatique musicale à la danse-thérapie, ce guide est le plus complet et couvre plusieurs pays. Ce *Repertoire des stages musicaux et danses* recense des milliers d'offres pour amateurs de tout niveau, de juin à décembre 1996. Tél. : 44-84-45-00 ; Minitel : 3617 citemusique.

■ Le Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles IRMA publie un *Guide annuaire des lieux d'enseignement et de formation en Ile-de-France* destiné aux amateurs et aux professionnels, comprenant des formations organisées tout au long de l'année. Tél. : 44-83-10-30.

■ **BANLIEUES** : l'art contre l'exclusion était le thème des rencontres à Strasbourg du réseau Banlieues d'Europe (*Le Monde* du 5 juin 1995). Les Actes viennent de paraître, réunissant des témoignages d'expériences pilotes à Liverpool, Glasgow, Berlin, Lyon, Budapest, etc. Responsables politiques et sociaux ont débattu avec des artistes de vidéo, de musique, danse, théâtre et des écrivains engagés dans les quartiers difficiles. Banlieues d'Europe, La Laiterie, Rue du Hohwald, 67000 Strasbourg.

RENDEZ-VOUS DES ARTS

S. ALADJEM
PEINTURES HUILE
du 2 mai au 1er juin 1996
GALERIE TED
27, rue H. Barbusse
93300 Aubervilliers - M^{me} 4-Chemin
Tél. : 48 11 98 82 - Tél. : 14h - 19h

RAYMOND QUENEAU
GOUACHES
LAVIS, DESSINS
GALERIE JEAN PEYROLE
14, rue de Sévigné - Paris 6e
Tél. (1) 42.77.74.59 de 14 h à 19 h
Sam. 10 h 30 - 12 h 30 et 14 h - 19 h
Fermé dimanche et lundi

GALERIE BEAUBOURG
TINGUELY & MILENA
Marianne & Pierre Nahon
VENCE : 16 93 24 52 00

RICHARD TEXIER
Avril Mai Juin 96
LA MANUFACTURE DES OEILLETS
25 - 29 Rue Raspail IVRY SUR SEINE 46 71 81 81

Le Jocond

par Alain Rollat

ON NE SAIT toujours pas qui était François Mitterrand. On le sait même de moins en moins. Plus les experts passent au crible les vies de cet homme à géométrie variable, plus les énigmes se penchent sur ses œuvres, plus le mystère s'épaissit. Ses *Mémoires* surgis d'outre-tombe n'ont fait qu'accroître la confusion. C'est ce qui ressort du « Bouillon de culture » auquel Bernard Pivot avait convié, vendredi soir 3 mai, les meilleurs spécialistes. Le directeur du *Monde* en était.

On n'aura donc pas l'outrecuidance de prétendre en savoir davantage. Mais, au train où vont les choses, les générations futures seront sûrement confrontées, quand elles s'interrogeront à leur tour sur l'identité réelle du personnage qui présida aux destinées de la France de 1981 à 1995, à une énigme aussi obsédante que celle qui a hanté tant d'historiens et qui turpitude encore les chercheurs contemporains, à tel point que Bernard Pivot lui-même n'échappa pas à cette angoisse collective puisque le générique de son « Bouillon de culture » reste construit autour de l'image de cette autre créature d'ombrelle déconcertante, on veut parler de la Joconde.

Car on ne sait toujours pas non plus qui était cette Mona Lisa. Et ce n'est pas, là non plus, faute d'études. En bonne chaine du savoir, La Cinquième s'est écrimée, pendant toute la semaine, à faire la lumière sur cette affaire, à propos de la dernière biographie de Léonard de Vinci, réalisée de main de maître par le romancier Serge Bramly, mais elle s'y est, elle aussi, cassé

le nez. Cette jeune femme au sourire fascinant était-elle vraiment la troisième épouse du marchand toscan Francesco di Bartolomeo di Zanobi del Giocondo ? N'était-elle pas plutôt Pacifica Brandano, la favorite de Julien de Médicis, ou l'une des maîtresses de Charles d'Amboise, ou bien Isabelle d'Este, la marquise de Mantoue, ou encore Costanza d'Avelos, la duchesse de Francavilla ? Est-il possible que ce sourire n'ait appartenu qu'à un anonyme modèle napolitain ? Certains analystes vont jusqu'à supposer qu'il n'y aurait pas eu de modèle du tout, que ce portrait serait celui d'une femme idéale, voire d'un homme, et même un autoportrait de l'artiste !

Sur Léonard de Vinci, on commence, en revanche, à en savoir un peu plus. Ce bricoleur devenu le génie de son temps n'était pas la copie conforme du philosophe archétypal qu'on en fit au vu de son fameux autoportrait, cette sanguine conservée à la Bibliothèque royale de Turin le montrant le crâne dégarni, le regard soucieux, la barbe majestueuse et lui donnant « cette allure de prophète, cette caractéristique du grand homme qui fait méditer de penser... ». Sous cette image romantique se cachait un joyeux cavalier qui adorait faire des farces aux ecclésiastiques mais aussi un subconscient bourré de cauchemars à la suite de quelque traumatisme vécu dans sa petite enfance. Comme le Florentin, François de Jarnac pratiquait l'alchimie du clair-obscur, il y a là une piste freudienne à suivre...

Nouvelle offensive à droite pour réformer l'abus de biens sociaux

Il n'y aurait pas de délit si l'intérêt de l'entreprise a été préservé

LE GOUVERNEMENT et la majorité n'en ont pas fini avec le casse-tête du délit d'abus de biens sociaux. En rédigeant une nouvelle proposition de loi visant à modifier la législation sur ce délit et en engageant des consultations pour tenter de trouver un accord au sein des groupes parlementaires RPR et UDF, Xavier de Roux, député (UDF rad.) de la Charente-Maritime, vient de rouvrir un débat sur lequel la majorité s'était déjà cassé les dents il y a trois mois. Ce député propose, avec l'assentiment de Matignon, de revenir à une définition plus restrictive de l'abus de biens sociaux qui limiterait les possibilités de poursuites à l'encontre des chefs d'entreprise.

Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud (RPR), avait déposé, le 30 octobre 1995, une proposition de loi visant à modifier les règles de prescription particulières aux abus de biens sociaux. Contrairement à la quasi-totalité des délits - pour lesquels le délai de prescription de trois ans débute le jour où l'infraction a été commise -, la prescription des délits d'abus de biens sociaux commence, selon la jurisprudence de la Cour de cassation, le jour où les faits ont été constatés, afin de donner au juge la possibilité de

poursuivre des délits le plus souvent habilement dissimulés. En proposant d'introduire un délai de prescription de six ans à partir de l'expiration de l'infraction, M. Mazeaud entendait lever cette « épée de Damoclès qui pèse indéfiniment » sur ceux qui ont commis de tels délits. Et calmer, ainsi, l'irritation croissante du patronat devant la multiplication des mises en examen de chefs d'entreprise.

TERRAIN MINÉ

L'initiative de M. Mazeaud avait provoqué un tollé, au début du mois de février. Les magistrats s'étaient élevés contre cette tentative de brider leurs investigations. Les milieux patronaux s'étaient divisés, certains estimant cette proposition insuffisante. Quant au gouvernement, craignant d'être accusé de vouloir amnistier des affaires de corruption, il avait « lâché » Pierre Mazeaud (*Le Monde* du 8 février).

Xavier de Roux revient aujourd'hui à la charge. Mais en élargissant le débat. C'est la notion même de l'abus de biens sociaux qu'il invite à repenser. Revenant à la définition de ce délit, fixée par la loi du 24 juillet 1966, il rappelle que l'abus de biens sociaux suppose deux éléments constitutifs : l'usage « à des fins personnelles », par un

dirigeant d'entreprise, des biens de sa société ; un usage « contraire à l'intérêt » de l'entreprise. Or, souligne-t-il, ce deuxième aspect est systématiquement occulté par la jurisprudence.

M. de Roux, avocat d'affaires, s'élève contre le fait que les juges d'instruction se soient substitués, en réalité, aux actionnaires des entreprises concernées par de tels délits, sans tenir compte de la notion d'intérêt de ces sociétés. Il propose donc de restreindre l'abus de biens sociaux aux cas de dirigeants d'entreprise qui, « de mauvaise foi et à des fins personnelles », auront fait des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci et qui aura entraîné pour elle un préjudice réel et déterminé. Pour que les choses soient encore plus claires, il ajoute que ce préjudice devrait être déterminé « par voie d'expertise ».

Voilà donc le débat relancé. Xavier de Roux sait que le terrain est miné. Il a donc, avec l'aval de Matignon, préféré consulter les groupes de la majorité avant de déposer formellement sa proposition. Et il souligne qu'il ne s'agit pas que si se dégage un « consensus » sur sa démarche.

Gérard Courtois

Les armes à feu devront être déclarées avant le 31 décembre

LES DÉTENTEURS d'armes ont jusqu'au 31 décembre pour déclarer la possession d'armes à feu auprès des représentants des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Le décret paru au *Journal officiel* du 7 mai 1995 les obligeait à le faire avant le mardi 7 mai 1996 et les contrevenants risquent une amende de 10 000 francs et la confiscation de l'objet du délit. Vendredi 3 mai, le ministre de l'Intérieur a décidé de reporter l'échéance. Les préfets, sous-préfets, gendarmes et commissaires n'avaient pas tous reçu les formulaires nécessaires à l'enregistrement des armes, à cause de retards dans la fabrication de ces imprimés.

De plus, selon le ministre de l'Intérieur, les logiciels informatiques, qu'il a fallu adapter à la nouvelle législation, ont connu quelques vicissitudes. D'autre part, seules les fédérations de sports et de chasseurs semblent avoir correctement relayé l'information auprès de leurs membres. Il y a un mois, le nombre de déclarations de possession d'armes s'élevait à cent cinquante mille.

Le décret, qui découle de la directive européenne du 18 juin 1991, se prête mal à la simplification. Il englobe les autorisations, les déclarations et les interdictions, et risque d'égaler dans ses méandres des personnes héritières d'une arme dont elles ne se sont jamais soucies. Sont désormais soumises à déclaration « les armes d'épaule relevant des cinquième et septième catégories », soit les carabines à canon rayé, quel qu'en soit le calibre. Les carabines à canon rayé bénéficiant d'un rechargement semi-automatique seront reclassées en quatrième catégorie. Les armes d'épaule sont aussi concernées par la procédure de déclaration, au contraire des fusils de chasse à canons lisses tirant un coup par canon, et des armes d'alarme. Les armes automatiques tirant en rafale sont désormais interdites, à moins d'en faire neutraliser le mécanisme en armurerie. Enfin, les mineurs ne pourront plus ni acheter ni détenir d'armes, quel qu'en soit le calibre.

Aude Dassonville

La mystérieuse disparition d'un ancien patron de la CIA

WASHINGTON

Au sixième jour des recherches engagées pour retrouver William Colby, les sauveteurs ne conservent plus beaucoup d'espoir, vendredi 3 mai, de retrouver vivant l'ancien directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), disparu samedi 27 avril alors qu'il se livrait à son passe-temps favori, le canoë, au confluent du fleuve Potomac et de la rivière Wicomico, à quelque 70 kilomètres au sud de Washington (*Le Monde* du 2 mai). A cet endroit, près de Rock Point, où William Colby, âgé de soixante-seize ans, possédait une maison de week-end, les eaux sont souvent agitées. Dimanche 28 avril, le canoë y a été retrouvé retourné. Depuis, la police a déployé un vaste dispositif de recherches, utilisant des plongeurs, des chiens spécialement entraînés à retrouver les noyés, des sonars.

Les autorités ont cependant commencé à ralentir leurs recherches, en dépit des appels de Sally Shelton-Colby, qui assure que son mari est toujours vivant : « Pendant la deuxième guerre mondiale, a-t-elle affirmé, Bill a survécu à des parachutages en France et en Norvège pour combattre les Allemands. Il a survécu à deux séjours au Vietnam, et à une épou-

vantable agression, il y a quelques années, à Georgetown (le quartier résidentiel de Washington, où habite William Colby). S'il a survécu à tout cela, il peut survivre à un canoë qui chavire ».

Les responsabilités qui furent celles de William Colby ont alimenté bien des spéculations. L'ancien directeur de la CIA s'est fait de nombreux ennemis au cours de sa carrière, en raison de son rôle au Vietnam - il fut responsable d'un programme de « pacification » qui entraîna la mort de plus de vingt mille combattants du Vietcong - comme à la suite de ses révélations devant le Congrès à propos de plusieurs « coups tordus » concoctés par la CIA.

Certains journaux ont rappelé qu'en 1978, un haut responsable de la compagnie, John Paisley, avait disparu alors qu'il naviguait dans la même région. Son corps fut retrouvé une semaine plus tard... avec une balle dans la tête. Une commission du Congrès conclut néanmoins à un suicide. Dans le cas de William Colby, rien ne permet d'établir une quelconque conspiration. L'ancien maître-espion, qui portait un gilet de sauvetage lors de son accident, était coutumier de ces promenades de fin de soirée en canoë.

Laurent Zecchini

Washington fait pression sur les chefs de guerre libériens

Les combats continuent malgré les pourparlers prévus au Ghana

LE « GÉNÉRAL » Roosevelt Johnson, chef de la faction krahn retranchée dans une caserne du centre de Monrovia, a quitté, vendredi 3 mai, la capitale libérienne pour participer à des pourparlers au Ghana. Le général Gabriel Anyankpé, chef d'état-major de la Force ousé-africaine d'interposition (Ecomog), a déclaré que les « casques blancs » avaient escorté de la caserne Barclay vers l'ambassade des États-Unis d'où il a quitté Monrovia à bord d'un hélicoptère américain.

La tentative d'arrestation du « général » Roosevelt Johnson, pour meurtre, sur ordre de la présidence collégiale libérienne, avait été à l'origine du début des combats, le 6 avril,

à Monrovia. Démi de ses fonctions ministérielles par la présidence collégiale issue des accords de paix signés, en août 1995, à Abuja au Nigeria, il avait rassemblé derrière lui l'ensemble des combattants krahn retranchés au camp Barclay et encerclés depuis quinze jours par les forces conjointes de Charles Taylor et d'Alhaji Kromah, tous deux membres du Conseil d'Etat.

Malgré le départ de Roosevelt Johnson, les forces de MM. Taylor et Kromah ont continué, vendredi, leur offensive contre le camp Barclay et les combats ont continué jusqu'en début de soirée.

Usant de son influence dans la région, Washington a exhorté, jeudi 2

mai, les dirigeants de toutes les factions rivales à participer au sommet de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) consacré à la crise libérienne qui s'ouvrira, mercredi, à Accra au Ghana.

CHARLES TAYLOR DANS LA PLACE

Mais ni la préparation de ce sommet, ni les injonctions américaines n'ont empêché la reprise des combats. Pour M. Taylor, qui considère le départ de Roosevelt Johnson comme une « reddition », la présence de ce dernier à Accra aura peu d'effet sur les travaux de la Cedeao. « Nous nous battrons à l'écouter », a-t-il déclaré.

Charles Taylor a déclenché la

guerre civile au Libéria à la fin de 1989. Il a déjà tenté de prendre le contrôle de Monrovia à deux reprises, en 1990 et en 1992. Il possède, aujourd'hui, l'avantage d'être dans la place et de s'asseoir en tant que président au Conseil d'Etat, la présidence collégiale forte de six membres. A la différence des précédents accords de paix, les accords d'Abuja impliquent directement les dirigeants des différentes factions en lutte dans le gouvernement intérimaire. Il prévoit le désarmement des factions et l'organisation d'élections d'ici au mois d'août. Charles Taylor et Alhaji Kromah, de l'Ullmo-K, sont les principales personnalités du Conseil d'Etat. - (AFR)

Un accord international restreint l'emploi des mines antipersonnel

LES CINQUANTE-SEPT PAYS représentés à la conférence de Genève sur les mines antipersonnel sont parvenus, vendredi 3 mai, à un accord qui restreint les conditions d'emploi et de transfert de ces engins mais qui, comme l'a souligné le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a suscité « une profonde déception » par rapport à ce qu'on en espérait. Devenant effectif à partir de janvier 1997 et laissant jusqu'à neuf ans aux signataires pour se mettre en conformité, l'accord prévoit que les mines antipersonnel devront être rendues détectables - aptes à émettre un signal perceptible par des démineurs - et être conçues de manière à s'autodétruire ou à s'autoneutraliser au bout de quatre mois au maximum. L'accord s'applique aux conflits internes, le précédent protocole datant de 1980 ne visant que les guerres internationales.

L'accord signé à Genève ne comporte aucun mécanisme de vérification. La France avait proposé en 1993 - sans succès - l'élimination totale des mines antipersonnel et des procédures de contrôle. - (AFR)

Selon Danielle Mitterrand, Fidel Castro est un « démocrate »

DANS UN ENTRETIEN publié, vendredi 3 mai, par le supplément magazine du quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, Danielle Mitterrand oppose la « démocratie » cubaine aux méthodes « dictatoriales » turques. « Je n'aime pas que des hommes pacifiques soient étiquetés comme terroristes par les milieux officiels », déclare M^{me} Mitterrand. Prenez par exemple Fidel Castro. On présente cet homme comme un diable. Alors qu'il est tout à fait un démocrate, qui aime son peuple. Et son peuple l'aime (...). Croyez-vous qu'un dictateur apprendrait à lire à son peuple ? Castro a même autorisé une de nos commissions à visiter ses prisons. Un dictateur ferait-il ça ? Un dictateur est pour moi quelqu'un qui pousse son peuple à la haine et à l'abaissement. C'est ce qui se passe par exemple actuellement en Turquie. Les Kurdes sont démo-

DÉPÊCHES

■ SOUDAN : cinquante personnes ont trouvé la mort dans l'avion de ligne de la compagnie nationale soudanaise qui s'est écrasé vendredi 3 mai près de Khartoum. Le mauvais temps serait à l'origine de l'accident. Il n'y a aucun survivant parmi les quarante-cinq passagers et les cinq membres d'équipage. - (AFR)

■ ALLEMAGNE : des centaines de militants écologistes cherchent à bloquer le premier convoi de déchets nucléaires allemands en provenance de l'usine de retraitement de La Hague (*Le Monde* du 17 février). Plusieurs actes de sabotage ont été commis le long des voies ferrées qui mènent à Gorleben (Land de Basse-Saxe), site de stockage où doit parvenir, mercredi 8 mai, un convoi de déchets allemands vitrifiés par la Cogema, qui devait partir de La Hague lundi. D'importantes manifestations sont prévues pendant tout le week-end dans la région.

■ VACANCES : six Français sur dix partent en vacances mais ils ont tendance à fractionner leurs congés, selon une étude de l'Insee rendue publique, vendredi 3 mai. En 1994, 58 % des Français sont partis en vacances d'été. En 1964, les Français partaient en moyenne 1,5 fois par an, 1,9 aujourd'hui. Ils ont pris en moyenne vingt-deux jours de vacances en été, soit cinq jours de moins qu'il y a trente ans, évolution liée au développement des congés d'hiver.

